

A-m

LA REVUE AIDE-MÉMOIRE



Aide-mémoire est la revue semestrielle de l'ASBL Les Territoires de la Mémoire, Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté.

Président : Jérôme Jamin

Boulevard de la Sauvenière 33-35
4000 Liège
0032 (0)4 232 70 60
accueil@territoires-memoire.be
www.territoires-memoire.be

Vos données personnelles font l'objet d'un traitement destiné uniquement à vous informer des activités de notre association sans but lucratif (asbl). Cette dernière met en œuvre toutes les mesures pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. En aucun cas ces données ne seront vendues ou cédées à des tiers.

Vous pouvez modifier ou faire supprimer vos coordonnées en adressant un courriel à administration@territoires-memoire.be ou en téléphonant au 04 232 70 60.

Vous avez également, en cas de difficulté persistante, la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données (APD).

Éditeur responsable : Jérôme Jamin

Rédacteur en chef : Julien Paulus

Secrétaire de rédaction : Gaëlle Henrard

Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Tamara Hannay, Louise Jeanne, Maïte Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Olivier Starquit

Illustrations : Sylvain Lauwers, MLRX, Joanna Concejo

Images de l'article en pp. 6-11 :
Formes des Luttes

Conception graphique et mise en page :
Erik Lamy

Conception Web : Robin Fogueenne

Photographie : François-Xavier Cardon, Yousuf Karch, Hamah Assouline, Olmo Calvo, Jaime Villanueva, Arnaud Leblanc, wikipedia.org

Impression : Vervinck et fils

Les articles non signés sont tous de la rédaction. Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs.

Aide-mémoire
aide-memoire@territoires-memoire.be
www.aidememoire.be
ISSN 1377-7831

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Une nécessaire prise de distance

Par Julien Paulus, rédacteur en chef

Comme annoncé dans le numéro précédent, la revue *Aide-mémoire* a fait peau neuve. Nouveau format, nouvelle maquette, mais surtout davantage de pages, donc de contenu, et une périodicité passant de trimestrielle à semestrielle. Si elle était souhaitable en regard de la longue stabilité formelle qu'a connue notre périodique, cette évolution répond surtout et prioritairement à deux enjeux principaux : la profondeur d'analyse et la prise de recul.

Le choix d'une thématisation systématique des numéros d'*Aide-mémoire* a été posé en janvier 2015, et nous a permis de passer d'une approche généraliste à un décriptage plus ciblé d'un sujet choisi en comité de rédaction. L'augmentation substantielle du nombre de pages répond à la frustration souvent ressentie de ne pouvoir explorer un plus grand nombre de facettes, approfondir une question ou élargir suffisamment l'éventail des points de vue possibles sur une problématique.

Le passage au semestriel répond, quant à lui, à la préoccupation, sans cesse croissante, de se retirer le plus possible du flux de l'information, du

commentaire, de l'expertise, pour privilégier une analyse plus globale, plurielle et polysémique. En cette période de déchaînement médiatique, où la guerre succède à la pandémie, où l'invective tend à l'emporter sur le débat, cette prise de distance, que le trimestriel rendait déjà possible, mais que le semestriel accroît encore, nous apparaît d'une absolue nécessité.

Dans cette perspective, la récente réédition de *Mein Kampf*, par les éditions Fayard, se proposant d'« historiciser le Mal », fut l'occasion d'interroger le rapport que notre société entretient avec cette notion, sa mémoire et son éventuelle médiation. Entre ultra-personnification de la figure maléfique (historique, contemporaine ou fictionnelle), fascination (in) consciente ou tentation d'en effacer jusqu'à la moindre trace, le Mal, appréciation morale et, à ce titre, fluctuante, constitue-t-il *in fine* un critère d'analyse pertinent ?

Car, pour paraphraser Mary Shelley, autrice de *Frankenstein* : « Aucun homme ne choisit le mal pour le mal, il le confond avec le bonheur, le bien qu'il cherche¹. » Il s'agira donc de manier avec précaution un concept à ce point insaisissable qu'on puisse si aisément le confondre avec son contraire.

É
D
I
T
O
R
I
A
L

1. Björn-Olav Dozo et Dick Tomasovic, *Dark Vador : à feu et à sang*, Les Impressions Nouvelles, 2021, p. 53.

3

ÉDITO

Une nécessaire prise de distance

Par Julien Paulus



ANALYSE

Pas de vaccin pour le néolibéralisme?

Par Olivier Starquit

14

Dossier

DU CÔTÉ OBSCUR

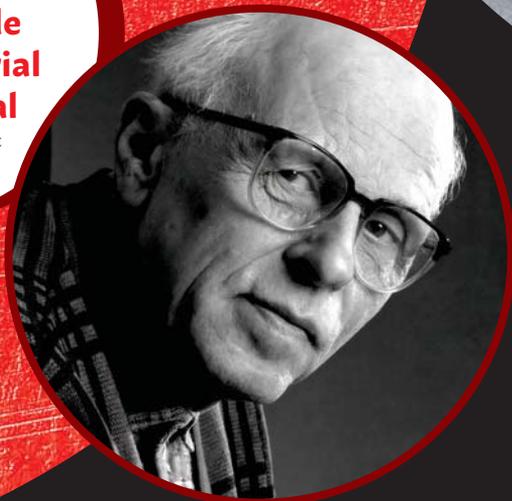
6

CARTE BLANCHE

Russie : dissolution de l'ONG Memorial International

Par Jean-Louis Rouhart

12



historiciser
ou effacer les
crimes du passé



94

Mot du président

Par Jérôme Jamin, président des
Territoires de la Mémoire

76

4^e de couv.

Le Service Bibliothèque
& Librairie présente
par Louise Jeanne, Jérôme Delnooz
et Michel Recloux

84

CARTE BLANCHE

L'analogie est-elle opportune dans le champ de la mémoire?

Par Julien Paulus

CHRONIQUE

Le fascisme n'a pas dit son dernier mot

Par Julien Dohet

88



URGENCE(S)
À
AGIR



Suivant une telle logique, quelqu'un qui tomberait malade serait quelqu'un qui n'aurait pas bien « géré » son « capital santé » et pourrait in fine être jugé responsable de son état et soumis à un régime différencié.

Pas de vaccin pour le néolibéralisme ?

Par Olivier Starquit

© Basile Deshardillier

Janvier 2022, un président déclare vouloir *emmerder* les non-vaccinés, tandis que le comité de concertation (Codeco) en Belgique recommande à chacune et à chacun de procéder à des autotests. Deux situations distinctes qui pourtant ont ceci en commun qu'elles sont toutes les deux illustratrices de l'empreinte profonde laissée par le logiciel néolibéral dans les esprits de nos gouvernants.

En effet, alors qu'imposer la vaccination dès le début de la pandémie eût été la politique la plus égalitariste qui soit, nous en sommes loin et la manière dont la stratégie vaccinale a été déclinée (le véritable objet de ce texte) permet de détecter la profondeur de la contamination du virus néolibéral dans nos imaginaires.

Au risque de se répéter, il est toujours essentiel de rappeler que les valse-hésitations constatées depuis mars 2020 sont moins le fruit d'une virulence aiguë des variants du virus, mais résultent plutôt des traces laissées par une gestion néolibérale des hôpitaux et que les mesures prises visent à éviter un crash des établissements de soins par manque de lits disponibles. C'est ainsi que l'hôpital a cessé d'être « un service public émancipateur mais une entreprise capitaliste soluble dans une logique coûts-bénéfices¹ », et la crise sanitaire que nous vivons tient à « un régime idéologique court-termiste qui ne pense qu'en faveur des retours sur investissement² ». Pour parer au plus pressé et pour faire face à la situation sanitaire, le traitement de certaines pathologies (report des prises en charge de cancers, maladies



cardio-vasculaires, diabète et autres maladies graves... en particulier dans les groupes à risque comme les personnes âgées) est tout simplement reporté, une véritable bombe à retardement. Or un des principes fondamentaux de la santé publique est que soit pris en compte, pour le bien-être de la société et dans une stratégie globale d'action, *l'ensemble* des maladies, pathologies, maladies, groupes (à risque ou non), types de population, etc. Et non de faire une focale sur une pathologie en particulier (Covid), au détriment de toutes les autres.

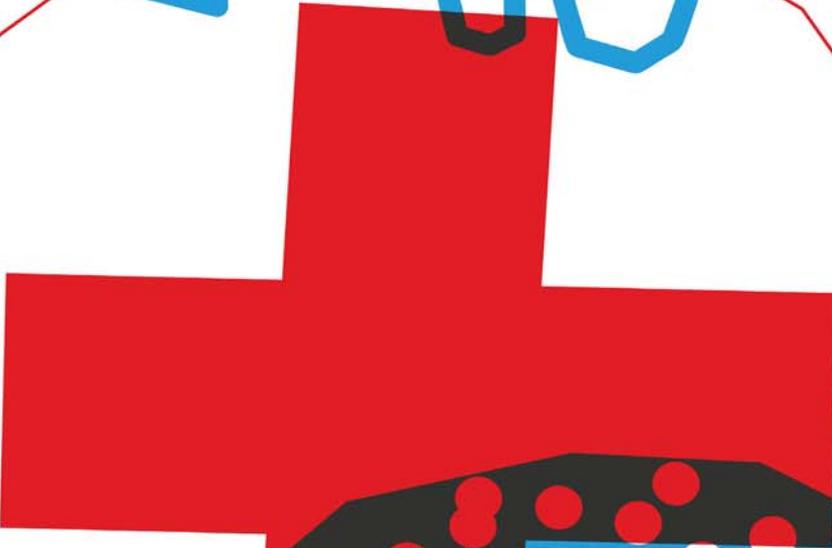
En Belgique, le Codeco et nos responsables politiques aiment recommander, voire inviter à faire ceci ou cela. Cette méthode cadre pleinement

1. Federico TARRAGONI, *Émancipation*, Paris, Anamosa, 2020, p. 16.

2. Sophie WAHNICH, *Stridences en conjoncture trouble, notre situation historique*, Paris, éd. Excès, 2020, p. 10.

santé!

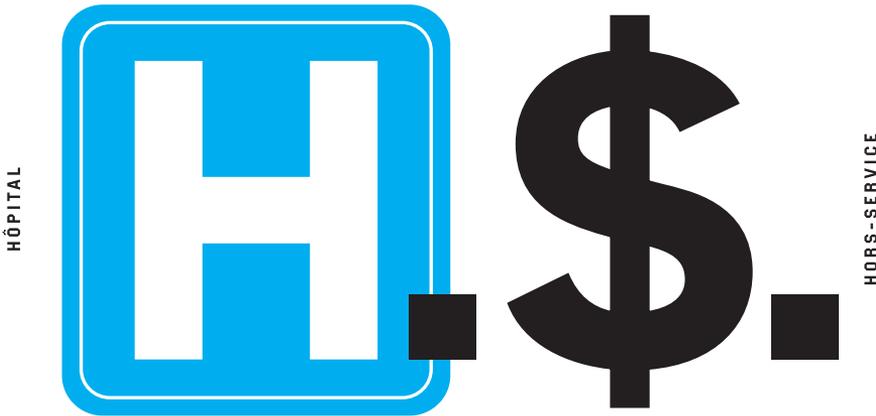
ÇA RAPPORTE
PAS
D'ARGENT
DE SOIGNER
LES GENS



© HeleneBurel

bien
commun

NOTRE SANTÉ N'EST PAS À VENDRE !



DÉFENDONS ET DÉVELOPPONS LE SERVICE PUBLIC !

avec la gouvernementalité néolibérale qui est « fondée sur l'imposition douce par l'État, via un système d'incitations et de désincitations, d'un modèle de conduite, pour que chacun devienne l'entrepreneur de sa vie³ ».

La recommandation de procéder à des autotests participe de la même logique et induit une approche ultra-individuelle de la santé, là où, *a contrario*, la prise en charge, le soin, la thérapie relèvent du collectif, de la solidarité collective à travers des institutions de soins et de santé ainsi que des politiques de santé publique (que les pouvoirs politiques ont pris soin de définancer au cours de cinq décennies de néolibéralisme). Ce glissement d'une approche publique et collective de la santé à une approche privée et individuelle vise à faire de chaque individu une personne responsable de sa santé (autotest, formulaire d'autoévaluation covid et, récompense suprême, Covid Safe Ticket ou Pass sanitaire).

Chacun devient ainsi individuellement responsable de sa santé et de sa

« gestion ». Ainsi finalement, suivant une telle logique, quelqu'un qui tomberait malade serait quelqu'un qui n'aurait pas bien « géré » son « capital santé » et pourrait donc, *in fine*, être jugé responsable de son état et soumis à un régime différencié. La sécurité sociale interviendra-t-elle encore pour soigner un fumeur si ce dernier souffre d'un cancer au poumon ?

Un autre élément néolibéral présent dans la stratégie sanitaire est le fait que le vaccin, le tout à la vaccination, repose non plus sur une solution politique, mais sur une solution technique. En effet, pour le néolibéralisme, les grands débats idéologiques n'existent plus. Les décisions portent dorénavant plus sur les aspects techniques de la mise en œuvre d'une mesure.

En France, Emmanuel Macron, a récemment défrayé la chronique en déclarant ainsi vouloir « emmerder » jusqu'au bout les non-vaccinés. Indépendamment du manque d'élégance de la formulation qui cadre peu avec le prestige accordé à la présidence de

3. Federico TARRAGONI, *op. cit.*, p. 13.

**Après la mise à sac de
l'intérêt général, cet
évidement du conflit
induit la création
d'un monde binaire,
simpliste, opposant
deux camps, où toute
forme de nuance
et de discussion
critique sur les
mesures prises a été
rendue impossible**

la République française, cette stratégie, comme celle du CST, cadre en revanche parfaitement avec l'idée très néolibérale selon laquelle le moteur d'action doit être l'intérêt individuel⁴. Jeremy Bentham, l'un des pères du libéralisme, posait en effet que chaque individu cherche à maximiser son plaisir, en agissant sur une série de facteurs, en calculant face à chaque situation ce qui va lui procurer du plaisir et ce qui va diminuer ses peines

ou souffrances. En tant que citoyen, il s'agira de réduire le plus possible les emmerdements pour atteindre l'ataraxie, somme toute. L'État va dès lors veiller à ce que les individus entrent dans une logique de concurrence qui nécessite à chaque instant qu'ils calculent leur intérêt potentiel. Et, à nouveau, cette logique annihile l'intérêt général et fait écho à l'antienne de Margaret Thatcher : *There is no such thing as Society!* « Emmerder » les individus pour les contraindre à se faire vacciner renvoie à l'intérêt individuel mais risque de les inciter à se comporter en passagers clandestins et à dénoncer les mesures prises au nom de la liberté (oui mais laquelle?). La liberté telle qu'elle est promue par le néolibéralisme signifie en effet « je suis maître de moi-même et peux donc faire mes choix en toute liberté ». Mais de quelle liberté s'agit-il ?

La notion de « liberté individuelle » défendue par les nouveaux gouvernements néolibéraux possède un fort potentiel de légitimation, tout en étant le contraire de la liberté-émancipation pensée par les Lumières, et dans leur suite par une grande partie du libéralisme politique classique. Cette nouvelle définition de la liberté proposée par Walter Lippmann, un des théoriciens du néolibéralisme, dans son prologue d'ouverture du colloque de 1938, « ne désigne plus un ensemble de

garantie contre l'oppression individuelle et collective, mais un droit d'affirmer un ensemble de valeurs traditionnelles autoproclamées comme équivalent à la "civilisation"⁵ ». En somme, tout cela s'inscrit dans un corpus idéologique en fait extrêmement cohérent.

En outre, « dans un monde néolibéral où tous doivent aller dans la même direction et au même rythme, il ne peut y avoir de conflit. C'est ce qui motive la disqualification constante du négatif et de la critique et la valorisation permanente de la bienveillance et de l'attitude positive face au changement⁶ ». Après la mise à sac de l'intérêt général, cet évidement du conflit induit la création d'un monde binaire, simpliste, opposant deux camps, où toute forme de nuance et de discussion critique sur les mesures prises a été rendue impossible. « Partout de féroces prêcheurs attisent les haines plutôt qu'éclairer les esprits [nourrissant des] meutes vindicatives, soudées par des préjugés communs, des haines disciplinées⁷. » Or, « une démocratie ne peut pas se déployer s'il n'y a pas un espace de discussion contradictoire. Et un espace de discussion contradictoire, ça n'est pas un espace où les gens s'insultent, s'invectivent et se traitent en amis ou ennemis⁸ ».

Si nous nous en tenons à la définition de la démocratie donnée par Barbara Stiegler comme étant un « régime défini par l'intensification de la vie sociale, par la reconquête des espaces publics et par la participation de tous à la science et au savoir⁹ », force est de constater que le logiciel néolibéral parvient, comme une plante intrusive, à corrompre des piliers essentiels à la vie en société comme l'intérêt général et la démocratie.

Vous pouvez retrouver toutes les illustrations de cet article sur formesdesluttes.org

4. Merci à Renaud Maes de m'avoir ouvert les yeux sur ce cadrage via un statut Facebook (comme quoi les réseaux dits sociaux peuvent parfois nourrir la réflexion).

5. Pierre Dardot, Christian Laval, Haud Guéguen et Pierre Sauvêtre, *Le choix de la guerre civile, une autre histoire du néolibéralisme*, Lux, 2021, p. 200.

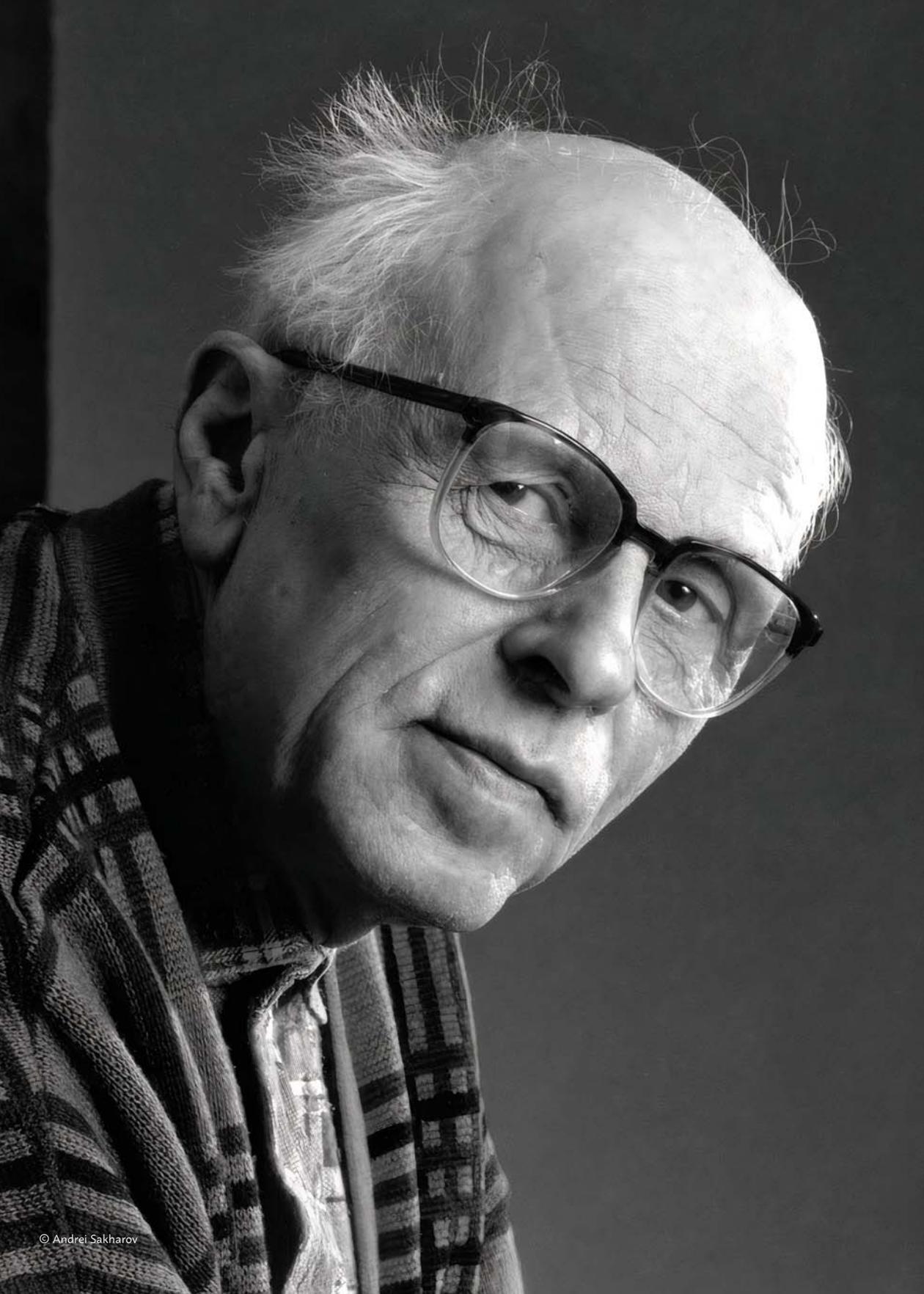
6. Barbara Stiegler, *Du cap aux grèves*, Paris, Verdier, 2020, p. 39.

7. Jean Birnbaum, *Le courage de la nuance*, Paris, le Seuil, pp. 11-12.

8. Barbara Stiegler en conversation avec François Ruffin [en ligne : <https://lafranceinsoumise.fr>]

9. Barbara Stiegler, *De la démocratie en pandémie*, Paris, Gallimard, p. 16.





Russie : dissolution de l'ONG Memorial International

Par Jean-Louis Rouhart

C'est avec consternation que les défenseurs des droits de l'Homme du monde entier auront appris à la fin du mois de décembre 2021 la nouvelle de la liquidation de l'ONG « Memorial International », et de la dissolution de son Centre des droits humains en Russie. Rappelons que cette organisation, fondée il y a 30 ans par le prix Nobel de la paix Andreï Sakharov pour entretenir la mémoire des victimes des répressions soviétiques, jouait un rôle actif dans la conservation et la diffusion des témoignages de ces répressions, et s'était affirmée comme un centre, mondialement reconnu, d'étude et de documentation sur les camps du Goulag, la Grande Terreur de 1937-1938, les déportations, ainsi que la dissidence des années 1960-1980. Elle avait constitué une base de données de plus de 3 millions de victimes des répressions, avait assemblé un fond important d'archives privées léguées par les familles des victimes, et érigé des centaines de mémoriaux sur les charniers exhumés par ses membres¹.

Le prétexte de la dissolution de Memorial International, par la Cour suprême de la Fédération de Russie, est d'avoir violé la loi sur les agents de l'étranger, en omettant dans certains cas de mentionner sur ses publications son statut – jugé infâmant selon Nicolas Werth² – d'« organisation faisant fonction d'agent de l'étranger ». Pour avoir dressé une liste des prisonniers politiques détenus actuellement en Russie (par exemple l'opposant Alexeï Navalny), et apporté son aide juridique

et matérielle aux personnes victimes des violations des droits de l'Homme, notamment en Tchétchénie, le Centre des droits humains de l'ONG s'est quant à lui vu reprocher d'avoir voulu protéger des « extrémistes » et des « terroristes ».

Au delà des arguments juridiques, la véritable raison de la dissolution de Memorial et de son Centre est, comme l'a dit ouvertement le procureur général, « d'avoir présenté une histoire mensongère de l'URSS en tant qu'État terroriste et s'être complu dans la critique systématique des instances gouvernementales et des organes de la sécurité d'État³ ». En enquêtant sur les victimes des répressions soviétiques, ainsi que sur leurs bourreaux (non poursuivis jusqu'à ce jour), l'ONG Memorial allait à l'encontre du « récit historique officiel centré sur une vision glorificatrice de l'histoire nationale⁴ », la période soviétique étant présentée désormais comme une période globalement positive, caractérisée notamment par la modernisation du pays, sa victoire dans la Grande guerre patriotique, et son statut de grande puissance mondiale⁵.

On ne peut que s'insurger contre la disparition de cette ONG, qui s'était engagée dans le combat contre l'oubli, et œuvrait pour le développement d'une société civile dans une Russie démocratique.

1. Voir Nicolas Werth, interview donnée à Chloé Cambreling sur France Culture, le 30 décembre 2021, dans l'émission « L'invité(e) des matins » (www.franceculture.fr).

2. *Idem.*

3. Cité par Nicolas Werth, *Idem.*

4. *Idem.*

5. *Idem.*

DOSSIER

DU CÔTÉ OBSCUR

historiciser ou effacer les crimes du passé

D'Adolf Hitler à Dark Vador, de Franco au grand méchant loup, que fait-on de nos monstres historiques ou imaginaires ? Où place-t-on les figures des pages les plus sombres de nos histoires ? Ce dossier thématique tente d'éclairer l'obscur à partir de la parution d'un livre tout blanc : la réédition de *Mein Kampf*, écrit par Adolf Hitler, et dont le texte est récemment passé dans le domaine public. Si cette parution ne constitue pas pour nous un événement en soi, elle nous a toutefois permis de questionner la place et l'attention accordées à nos passés criminels, ceux qui encombrant les rayonnages des bibliothèques comme les places publiques.

22

ENTRETIEN

Monstruosité et management

déconstruire la
mythologie nazie

Entretien avec Johann
Chapoutot



ENQUÊTE

Le Valle de los Caídos

La mémoire enfouie sous
le monument officiel

Par Maite Molina Mármol

28

18

ENQUÊTE

De *Mein Kampf* et autres scories : faut-il annuler le mal ?

Par Michel Recloux



34

ENTRETIEN

Travailler avec les crimes du passé, mobiliser au présent, rester aligné

Entretien avec les équipes pédagogique
et voyage des Territoires
de la Mémoire



40

RESSOURCES

Les Amnésiques de Géraldine Schwartz

Par Olivier Starquit



ANALYSE

La mémoire des assassins contre les assassins de la mémoire

Cancel culture et peur
du remplacement

Par Thomas Franck

62

42

PORTRAIT

La tentation des extrêmes

Par Björn-Olav Dozo et Dick
Tomasovic



ANALYSE

Omissions et Cancel culture avant la lettre

Le « rapport secret » de
Nikita Khrouchtchev

Par Jean-Louis Rouhart

66



48

ENTRETIEN

Littérature jeunesse

Sur la piste des monstres
de l'enfance

Entretien avec Brigitte
Van den Bossche



68

MOTS

Annulation

Par Henri Deleersnijder

MÉDIAS

54

« Antivax », le dernier repoussoir à la mode

Les médias incitent-ils
au complotisme?

Par Jenifer Devresse



70

RAYONNAGE

Par Tamara Hannay
et Michel Recloux

De la monstruosité passée à la diabolisation présente

Penser le « Mal » dans la complexité

Par Gaëlle Henrard

Si nos monstres constituent souvent la seule part visible sur laquelle nous portons trop rapidement notre attention, sans doute convient-il de les interroger comme des signes qui nous avertissent d'un contexte, d'un terreau qui rend possible l'expression de la criminalité. C'est tout un système qu'il nous faut rendre visible, lorsque nous approchons cette part obscure de nos sociétés. Un travail qui requiert de décrypter notre propension à fabriquer des figures mythologiques, fussent-elles d'une absolue criminalité, à nourrir des fascinations ou à renforcer des mécanismes de diabolisation.

Ce que produisent les contextes, *Johann Chapoutot*, historien spécialiste du nazisme, nous l'explique dans un entretien où l'on entreprend de déconstruire les mythologies nazies : celle d'Hitler comme figure d'un « mal » absolu, celle du nazisme comme parenthèse terrifiante dans la modernité européenne, qui est pourtant encore la nôtre aujourd'hui et dont on verra que le *management* constitue un élément de continuité.

Une lecture nuancée et contextuelle des crimes du passé qui se retrouve au cœur du travail de médiation des *équipes pédagogique et voyages des Territoires de la Mémoire*, ainsi que dans l'accompagnement proposé à la *Bibliothèque George Orwell* des Territoires

de la Mémoire et qu'expose le texte de *Michel Recloux* en ouverture de ce dossier.

Analysant le contexte mémoriel de l'Espagne post-franquiste, *Maite Molina Mármol* nous montre pour sa part combien le défi de vivre avec un passé encombrant reste compliqué : que faire lorsque la conservation de la mémoire d'un dictateur trouve encore à s'abriter dans un monument d'hommage qui encombre le paysage sous la forme d'un mausolée géant dédié à ceux tombés pour la cause franquiste ? Comment réconcilie-t-on une société entière avec un monument comme celui-là, à moins de 50 kilomètres au nord-ouest de la capitale madrilène ?

Un détour par l'imaginaire et la culture populaire nous permet, par ailleurs, d'entrevoir que la figure du méchant n'est pas toujours aussi obscure qu'on le croit. *Bjorn-Olav Dozo et Dick Tomasovic* nous invitent ainsi à lire Dark Vador, figure archétypale du mal dans la culture populaire, comme un personnage qui nous interroge sur « la faillite des idéaux et la tentation des solutions simplistes du totalitarisme ». Une occasion aussi de penser la « radicalisation » comme aboutissement d'une trajectoire de doutes et de tourments, et non comme conversion dans la rupture. Quant au grand méchant loup ou à la belle-mère de Blanche Neige, *Brigitte Van den Bossche des Ateliers du Texte et de l'Image* nous rappelle combien les représentations qui nous

À défaut de se défaire des « monstres » historiques ou contemporains, n'aurions-nous pas avantage à tenter de les comprendre ?

sont parvenues ont souvent privilégié le manichéisme à la complexité des personnages, faisant également fi des inclinations perverses et cruelles de ceux trop vite rangés du côté du « bien », à l'image de Blanche-Neige et du Petit Chaperon rouge.

Revenant au présent, il est intéressant de s'arrêter sur la construction de nos récits dominants empreints de raisonnements binaires. Analysant les mécanismes discursifs à l'œuvre dans les médias pour construire des figures repoussoir, *Jenifer Devresse* nous livre une étude de cas des « antivax », dépeints par les médias comme des personnes infréquentables expédiées d'un revers de plume dans les rangs de l'irrationalité et du complotisme. Réduits à l'amalgame et à la caricature, les tenants d'un camp ou d'un autre se voient renvoyés dos à dos dans leur bulle d'information habituelle, quitte à ce que l'une d'elles soit récupérée par les sirènes de l'extrême droite.

Cette logique dualiste se retrouve activée dans d'autres contextes où on a trop vite fait d'étouffer tout débat au moyen d'arguments disqualifiants. C'est ainsi le cas de la question de la place laissée aux femmes dans l'historiographie officielle, que *Thomas Franck* entreprend de décortiquer, montrant que la revendication des femmes de voir

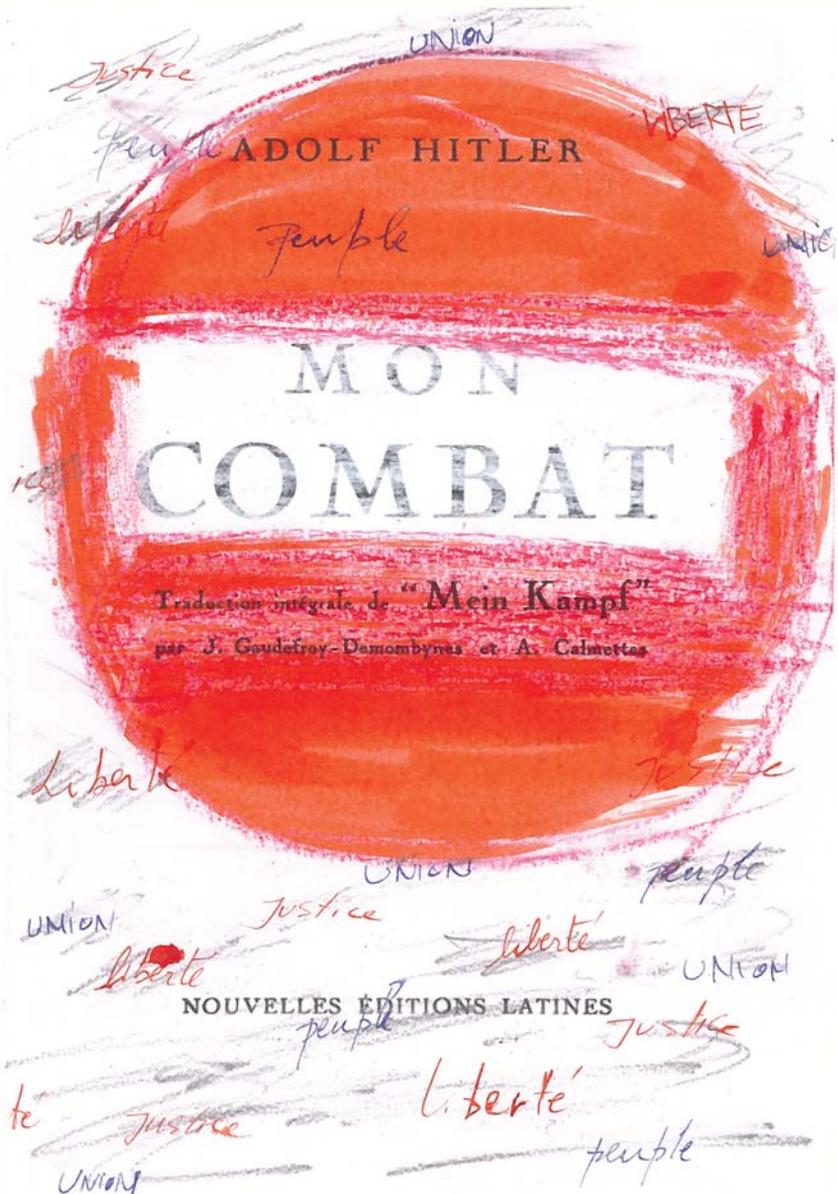
éclairer les parts invisibles de leur histoire se heurte trop souvent à une fin de non-recevoir, les taxant au passage de « *cancel culture* ». Et de rappeler qu'« à force de s'accrocher aux traces d'un passé de domination, on produit des velléités militantes plus radicales dans le chef des victimes ou de leurs descendants ». Ainsi évoque-t-il « la nécessité de conservation contextuelle des dominations passées et présentes », et de réécriture de l'Histoire, « non en la gommant, mais en repensant ses points d'ombre, ses partis pris axiologiques, au nom d'une exigence de vérité ».

Dans un langage désuet, le service d'enlèvement des « monstres » n'était autre que le service des encombrants, ces objets souvent imposants qui, de la cave au grenier, *encombraient* nos maisons. Il s'agissait, purement et simplement, de s'en débarrasser. À défaut de se défaire des « monstres » historiques ou contemporains, criminels ou moraux, réels ou fabulés, n'aurions-nous pas avantage à tenter de les comprendre ? C'est-à-dire de les *prendre avec* nous, dans toute leur complexité, de délier le fil des récits qui les ont conduits jusqu'à nous et d'en assumer la présence, en ce compris en nous-mêmes et nos sociétés... quitte à ternir un peu le vernis de notre bonne conscience.

De Mein Kampf et autres scories

faut-il annuler le mal?

Par Michel Recloux





En 2016, le livre *Mein Kampf* d'Adolf Hitler « tombe » dans le domaine public. Quiconque veut l'édition peut désormais le faire sans payer de droit d'auteur. Pour faire face à cet événement, l'Institut d'Histoire de Munich publie en 2016 une édition critique en Allemagne. C'est à partir de celle-ci, et en s'entourant de spécialistes du nazisme et de la Shoah, que Fayard édite en juin 2021, une version critique de *Mein Kampf* sous le titre *Historiciser le mal*¹.

Peu de temps après, ce livre, posé sur l'étagère à nouveautés d'une bibliothèque publique de Wallonie et empruntable sans autre forme de procès, interpelle la bibliothécaire dirigeante. Se rendant compte que le personnel n'est pas informé du contenu de cet ouvrage, elle se demande quelle approche adopter. C'est au départ de cette question, posée à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire, que découlent les considérations qui suivent.

Mais d'abord, une petite anecdote de bibliothécaire. Il y a quelque temps, deux jeunes personnes sont venues à la bibliothèque et, les yeux remplis d'envie, ont demandé de consulter cette fameuse édition de *Mein Kampf*. Après avoir tourné quelques pages, leur regard se vide de toute envie pour se remplir de

déception : il ne s'était rien passé. Rien de magique à lire un livre, on ne devient pas nazi en touchant le livre d'Hitler.

« L'absence de réaction face à Mein Kampf relève moins de la méconnaissance du texte que d'un manque de réelle volonté politique. »²

Une première réflexion peut être faite en regard du fonctionnement de la bibliothèque des Territoires de la Mémoire. L'édition critique de *Mein Kampf* et sa version de 1934 sont disponibles en consultation pour nos usagers. Ils ne sont pas interdits de lecture et, à chaque visite, nous prenons le temps de discuter sur ce qui suscite l'intérêt et motive la consultation de ces ouvrages, ou d'autres, que nous pourrions qualifier de « sulfureux ». La Bibliothèque George Orwell étant une bibliothèque spécialisée, liée à une association qui porte un discours politique clair contre les idées liberticides, le cas d'un usager d'extrême droite ou à tendance fascisante ne s'est jamais présenté. Ce qui n'est probablement pas le cas dans une bibliothèque publique. Néanmoins, *Historiciser le mal* ne nécessite pas, nous semble-t-il, de médiation particulière, le livre remplissant lui-même ce rôle d'encadrement du texte d'origine et des idées qu'il véhicule.

Un second point d'attention doit à notre sens être porté sur d'autres ouvrages qui nécessitent davantage notre travail de médiation. Les discours de haine, de promotion d'idées nauséabondes et liberticides peuvent se cacher (et quelques fois très mal) dans un livre *a priori* anodin. Ou présenté comme anodin. Quelques exemples, le dernier livre d'Éric Zemmour (voir l'analyse de ce livre par Julien Dohet dans ce numéro), *Soumission* écrit par Michel Houellebecq ou encore *Abécédaire de l'In-nocence* de Renaud Camus. Comment les traiter, sinon en prenant connaissance de toute leur dangerosité pour partager nos craintes de leur lecture au premier degré, sans analyse critique, sans le travail du libre-examen ?

1. Florent Brayard et Andreas Wirsching (dir.), *Historiciser le mal : une édition critique de Mein Kampf. Traduction, annotation critique et analyse de Mein Kampf d'Adolf Hitler*, Fayard, 2021, p. 864

2. Antoine Vitkin, *Mein Kampf, histoire d'un livre*, Flammarion, 2009, p. 290.



C'est ici que le rôle du bibliothécaire prend tout son sens : ne rien censurer mais informer les usagers. Ici pourrait prendre place ce qui se faisait avec *Mein Kampf* en France, où l'éditeur original, les Nouvelles Éditions Latines, a été contraint en 1979 d'insérer huit pages de mise en garde du lecteur. À charge pour les bibliothécaires d'ajouter des articles et des avis sur ces livres empruntables.

Mais aussi d'interagir avec l'usager et l'usagère oralement, lui parler, lui poser des questions (pourquoi ce livre ?), lui communiquer des informations sur le document (qui écrit ? quelle est sa position ?) et lui proposer des sources et ressources complémentaires et/ou contradictoires. Cela nécessite pour les bibliothécaires une formation permanente, un œil critique, une curiosité pour le fonds de la bibliothèque et un échange constant avec ses collègues.

Il existe aussi d'autres formes de médiation, comme l'utilisation de l'art pour détourner les discours liberticides. Un exemple nous est donné avec le travail artistique de Linda Ellia³ sur l'exemplaire de *Mon combat* qu'elle avait retrouvé dans son grenier. Plutôt que de le détruire – et reproduire ainsi un comportement adopté par les nazis à l'égard des ouvrages jugés contraires au régime – elle a proposé à des artistes, à des gens connus, mais aussi à tout un chacun, de s'approprier une page du livre et d'y intervenir par le biais de l'art, que ce soit du dessin, du collage, de l'écriture, du pliage, du découpage, etc. De toutes ces pages « palimpsestes », elle a fait une exposition et un livre intitulé *Notre combat*, celui contre l'ignominie, le racisme, le totalitarisme...

Une troisième forme de réaction, plus radicale, consiste, à l'instar des écoles catholiques du Sud-Ouest de l'Ontario, à brûler les livres qui ne correspondent plus à l'éthique de l'époque. Ce qui s'apparente à nos yeux à un comportement extrême de *cancel culture*⁴. En effet, si pour l'Unesco la *cancel culture* s'entend comme une

« expression venue des États-Unis, un appel au boycott d'une personne ou d'un groupe qui a eu des propos ou des actes jugés problématiques ou déplacés », on peut aussi aller plus loin dans l'acception du terme. Ainsi, pour l'actrice américaine Jodie Foster, interviewée par le magazine *Télérama*, la *cancel culture* sert à « réparer des injustices flagrantes *a posteriori*⁵ ».

Venue des États-Unis, cette expression de la culture d'annulation est en outre utilisée par la droite conservatrice pour dénigrer les combats, menés par des minorités dominées, pour la reconnaissance de leurs droits et de leur histoire. On trouve ainsi une définition plus précise chez l'historienne française Laure Murat⁶ : « La *cancel culture* est donc avant tout un mode d'expression et de protestation composé de discours et d'actions concertées relevant de droits politiques (manifeste, boycotter, dénoncer, lancer des alertes) [...]. *Black Lives Matter*, fondé en 2013 ou #metoo lancé en 2017, sont parmi les mouvements qui empruntent à la *cancel culture* pour dénoncer des situations iniques et exiger des institutions qu'elles prennent leur responsabilité en cessant d'honorer des personnalités accusées d'actes racistes ou d'agressions sexuelles. D'où l'autre nom de la *cancel culture*, plus proche de la réalité de ce qu'elle produit, *accountability culture* ou culture de la responsabilité. [...] C'est donc « prenez vos responsabilités ». La *cancel culture* est un appel à assumer ses positions idéologiques et une incitation à la prise de conscience éthique. Elle n'annule personne en soi [dans les exemples cités dans la conférence, ndlr], elle interpelle le pouvoir, interroge les contradictions des personnes publiques. C'est une action sociale performative soucieuse d'une plus grande justice sociale, écologique, essentiellement menée via les réseaux sociaux, redoutables levier à la disposition de tout un chacun [...]. »

Est ainsi abordée, par exemple, la problématique du déboulonnement des statues, avec un regard citoyen par le travail interrogatif et historien des associations décoloniales, en montrant que l'Histoire n'est pas figée et dépend du point-de-vue adopté.

3. <https://www.lindaellia.fr/notre-combat>

4. Voir notamment l'article de Jean-Louis Bordeleau, « La "gardienne du savoir autochtone" Suzy Kies démissionne » in *Le Devoir*, 8/9/21 [en ligne : www.ledevoir.com]; Thomas Gerbet, « Des écoles détruisent 5000 livres jugés néfastes aux Autochtones, dont Tintin et Astérix » sur *Radio-Canada*, 7/9/21 [en ligne : <https://ici.radio-canada.ca>].

5. Louis Guichard, « Jodie Foster, Palme d'or d'honneur à Cannes : "Aujourd'hui, beaucoup d'actrices écrivent et réalisent, cela change tout !" », in *Télérama*, 6/7/21 [en ligne : <https://www.telerama.fr>].

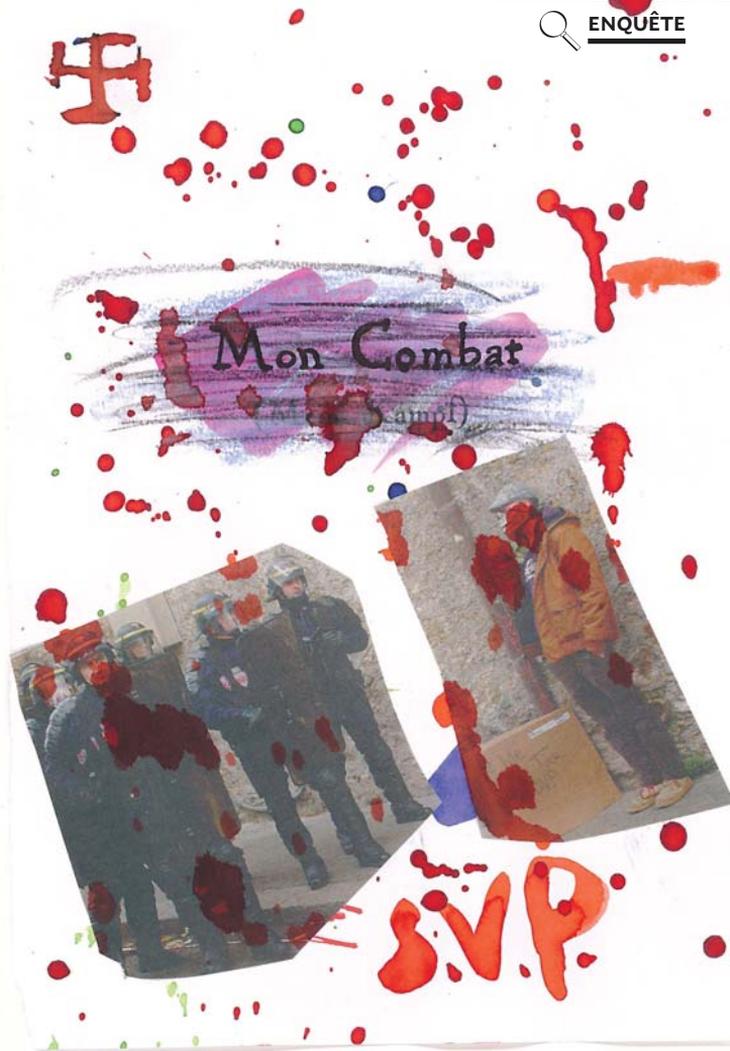
6. Laure Murat est Docteur en histoire et professeure à l'UCLA, spécialiste de l'histoire de la culture, de la psychiatrie et des *gender studies*, <https://elts.ucla.edu/person/laure-murat/>

7. Laure Murat « De quoi hier sera-t-il fait ? Réflexions sur la *cancel culture* », 13/08/21 », conférence donnée dans le cadre du banquet du livre d'été à Lagrasse « Toute lecture est un parcours » qui s'est déroulé du 6 au 13 août 2021, (visionnée en ligne à la date du 17/01/22).

« L'intérêt n'est pas d'apprendre du passé, mais de désapprendre ce que nous pensons connaître du passé, en libérant les événements des récits dans lesquels ils ont jusque-là été contenus. [...] Le passé est tout à fait imprévisible. »⁸

Partant de cette définition axée sur la responsabilité et la prise de conscience éthique⁹, il devient alors souhaitable de « canceler » et médier » ce type d'ouvrages en bibliothèque, c'est-à-dire, possiblement, en les sortant des rayonnages, en les rangeant en réserve et surtout en les accompagnant d'un commentaire qui contextualise le contenu et permet la réflexion des usagers sur des thèmes comme le racisme, l'égalité femmes-hommes, les violences policières, la colonisation, la représentation de l'histoire officielle dans l'espace public, les évolutions de l'historiographie... bref, sur tout ce qui fait bouger et évoluer la société vers plus de respect, de liberté et de solidarité. Car comme le dit Marie D. Martel¹⁰, bibliomancienne québécoise : « Ainsi, les bibliothécaires et les archivistes, ne sont pas simplement là pour ranger des documents, objets de lecture ou de mémoire. Ces spécialistes des sciences de l'information sont, et doivent demeurer, un rempart contre la censure aux formes constamment changeantes. [...] Parmi les services qu'ils peuvent rendre à la société, cet engagement en faveur de la liberté intellectuelle contribue étroitement à leur mission en matière d'accès, de préservation et de création des savoirs. »

L'objectif est d'avoir un fonds documentaire équilibré entre éthique et contenu scientifique, permettant l'expression du pluralisme des points de vue, tout en veillant à respecter la dignité de tous. Pour cela, Marie Martel propose comme but non pas « de vider les collections des bibliothèques mais d'être plus engagé en pratiquant un travail de médiation critique avec des documents présentant des scories¹¹ ».



Les illustrations présentées ici sont issues d'une démarche artistique et citoyenne de recouvrement de pages de *Mein Kampf*. Initiée en 2005 par l'artiste française Linda Ellia et intitulée *Notre Combat*, elle a été proposée en 2014 à des participants du projet « Aux Livres Citoyens ! » mené par les Territoires de la Mémoire et le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

8. « Kristin Ross : Le passé est imprévisible », interview, traduite de l'anglais par Maya ROUSSEAU et Roméo BONDON, in *Ballast*, 3/11/20 [en ligne : www.revue-ballast.fr].

9. Tout en admettant qu'il existe certains débordements dans cette démarche de reconnaissance (voir l'exemple cité ci-dessus).

10. Marie D. Martel est bibliothécaire professionnelle et Professeure adjointe à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de Université de Montréal.

11. Marie D. Martel et Carol Couture, *L'élagage de livres dans les bibliothèques : Le cas du Conseil scolaire catholique Providence en Ontario – la version longue* [en ligne : <https://bibliomancienne.com>].

Monstruosité et management

déconstruire la mythologie nazie

Entretien avec Johann Chapoutot

*Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne,
spécialiste du nazisme et de l'Allemagne moderne et contemporaine*

Entretien mené par Gaëlle Henrard



© Photo Hannah Assouline

Approcher et tenter de comprendre le nazisme, comme d'autres passés potentiellement monstrueux et difficilement intelligibles à notre raison, est tout sauf une sinécure. Ce passé a de quoi nous pétrifier de terreur. Mais davantage encore, il requiert de nous confronter à un univers mental qui est encore en partie le nôtre aujourd'hui. Œuvrer à la déconstruction du mythe du nazisme comme « mal » absolu, et d'une totale étrangeté à nous-mêmes, n'est-ce pas aussi un peu faire sauter le vernis sur l'image que nous nous sommes forgés de notre propre modernité ?

Quelles balises pourrait-on se donner pour contrecarrer un certain aveuglement quand on approche le nazisme et son caractère monstrueux ?

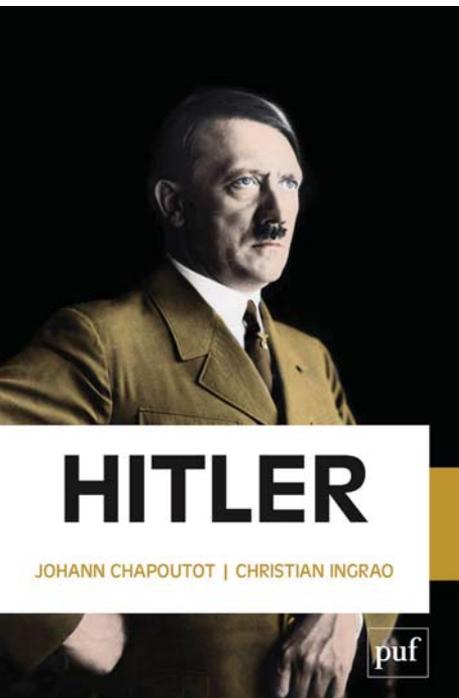
Le problème lorsqu'on aborde le nazisme, c'est que c'est devenu une espèce de vocable parfaitement nébuleux voire totémique aujourd'hui. De par son caractère paroxystique et extrême, il fait généralement signe vers l'indicible. Il est devenu un signifiant non signifiant. Or, il s'agit d'une catégorie et d'un mouvement, d'un phénomène historique, tout à fait justifiable de l'intelligence historique. Ainsi par exemple, le choix du titre de la réédition de *Mein Kampf, Historiciser le mal*, participe de ce caractère ineffable. Ce titre au passage est dénué de sens intellectuel ou historiographique. La catégorie « mal » est une sorte de nébuleuse non définie appartenant à des domaines de réflexion ou disciplinaires tels que la philosophie morale ou la théologie, et ne relève pas de la catégorie historique.

Dans votre biographie renouvelée d'Hitler, il s'agit de « déconstruire patiemment les mythes », quel est le mythe d'Hitler à déconstruire ?

Le principe de ce petit livre était effectivement de sortir de la mythologie d'Hitler, et de prendre ce personnage comme le symptôme d'une époque, d'un âge des nations qui se racisent et se scientifisent, le symptôme de la brutalisation de la Première Guerre mondiale également qui catalyse sa propre personnalité. Autrement dit, à travers ce personnage, lire une époque, les forces et les tendances qui la structurent. Ensuite, à partir de 1933 et de l'arrivée au pouvoir, il s'agissait d'appréhender la biographie d'Hitler comme le révélateur du fonctionnement ou plutôt des dysfonctionnements de ce pouvoir nazi. Prenant acte des travaux de nos collègues, spécialistes d'Hitler, nous voulions remettre ce personnage à sa juste mesure qui n'est pas du tout celle, parfaitement mythologique, d'un demiurge ou d'un génie du mal, mais tout simplement d'un acteur traversé et structuré par l'Histoire et ses grandes forces. Ce livre vise donc à démythologiser l'Histoire en l'extirpant des espèces de halos nébuleux et occultants du génie maléfique construits par les nazis eux-mêmes.

Il est vrai que nous semblons encore nourrir une mythologie assez forte autour du personnage d'Hitler, mais aussi des symboles et rituels nazis par exemple. Que représentent à ce point ces figures qu'on ne sache dépasser une certaine « fascination » ?

Les discours sur l'Histoire ou les pratiques mémorielles sont des pratiques sociales qui répondent à des intérêts, questions et demandes sociales. Alors, premièrement,



« Sa méthode de management, hiérarchique sans être autoritaire, offrait aux “collaborateurs” la jouissance d’une liberté aménagée, où l’on est libre de réussir en exécutant au mieux ce que l’on n’a pas décidé soi-même. »
(*Libres d’obéir*)

Wehrmacht et le pouvoir ou sur la société allemande depuis 1871. Deuxièmement, cette focalisation sur Hitler ou sur le nazisme comme mal absolu, nous permet de faire l'économie de questionnements massifs sur l'Allemagne de cette époque, c'est-à-dire une société, une économie et une culture qui ont permis le nazisme, en Occident même. Cette Allemagne, ce n'est pas la Papouasie du XIV^e siècle, mais l'Europe du XX^e siècle. Et ce refuge dans une mythologie du mal nous permet d'échapper à des questionnements qui ressurgissent en ce moment sur l'Europe colonisatrice et capitaliste, qui a gagé son développement et l'accumulation de sa richesse sur l'objectivation, la réification et l'exploitation à mort de l'autre. C'est le cas pour la Belgique avec le Congo, en témoigne le mouvement mémoriel qui exige de revisiter le récit de ce passé. Idem pour la France, la Grande Bretagne ou encore les États-Unis qui sont un empire colonial à domicile. Les nazis, en tant que colonialistes, participent de cette culture européenne et occidentale de la colonisation, exploitation et annihilation de l'autre pour la survie d'une nation, d'une race ou d'une espèce. Il convient donc de fournir une analyse et un commentaire rationnels sur ce phénomène historique, et c'est une entreprise douloureuse parce que cela nous interroge nous.

le fait de personnaliser à l'extrême, de focaliser sur une personne, présente une vertu simplificatrice évidente : si tout est dû au génie maléfique, on a moins de questions à se poser sur l'économie allemande, sur les intérêts des patrons et des banques, sur la complexité des relations entre la

Venons-en à votre ouvrage sur le management du nazisme à aujourd'hui, *Libres d'obéir*, pourquoi avoir décidé de vous intéresser à cette question ?

Dans cette même lignée d'analyse du phénomène nazi comme produit du terreau structurel, normatif, intellectuel et scientifique de la modernité commune à l'Europe, je me suis repeniché sur les parcours désormais bien connus et documentés de tous ces nazis convaincus qui ont trouvé à s'intégrer de manière très réussie dans le monde d'après 1945, en Allemagne et ailleurs. On a, comme on sait, utilisé les compétences militaires et policières d'anciens nazis après 1945 dans la Légion étrangère française, les services secrets américains ou les polices politiques d'Amérique latine. Mais pour la majorité d'entre eux, il n'y a pas eu besoin de quitter l'Allemagne.



Reinhard Höhn (photo ci-dessus)

À cet égard, le parcours de Reinhard Höhn est emblématique : général de la SS, il crée et dirige après 1945 une école de commerce dans laquelle il enseigne sa théorie du *management*. Il me semblait que ce parcours-là, davantage peut-être que ceux opérés dans les services secrets, la police, la diplomatie ou la magistrature, donnait à penser sur notre monde

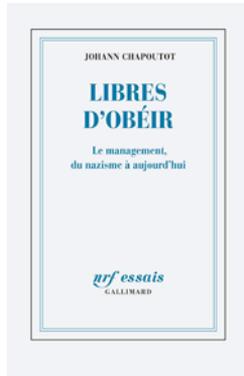
contemporain. Parmi les tombereaux de sources que j'ai dépouillées sur l'action des nazis à l'est, je suis tombé sur cette feuille d'instruction du secrétaire d'État au ministère de l'Agriculture Herbert Backe : si elle contient évidemment les éléments d'un nazisme pur avec des considérations racistes bien connues, on y trouve également des injonctions à l'agilité, l'initiative, l'agressivité, l'autonomie, la prise de décision sans en référer à la hiérarchie et d'autres aspects qui pour le coup semblent beaucoup plus en lien

avec notre contemporanéité. Au fond cette surprise n'a pas à en être puisqu'encore une fois les nazis sont des Européens du XX^e siècle. Et les éléments de continuité ou de familiarité que l'on peut identifier n'ont pas fondamentalement à nous étonner. Ces gens-là sont de notre temps et de notre lieu. C'est donc pour prendre en charge ces questions-là que j'ai voulu faire ce petit livre qui me permettait par ailleurs de préciser certains aspects du fonctionnement du III^e Reich qui n'est pas si vertical et hiérarchique qu'on le croit.

Ainsi vous développez une thèse de la modernité du nazisme en regard notamment de ses pratiques managériales. Quelles sont-elles et sur quels principes reposent-elles ?

Pour comprendre cette direction managériale nazie, la *menschenführung*, il faut partir du darwinisme social, matrice sans laquelle on ne peut penser le nazisme et dans laquelle s'inscrit hélas une grande partie de notre monde contemporain avec la promotion de la performance, de la concurrence, des premiers de cordée, des start-up, de la croissance etc. En bons darwinistes sociaux, les nazis estiment que, comme supposément la nature, la société est le lieu d'une lutte à mort entre des individus et des groupes d'individus qui cherchent à s'imposer pour la maîtrise des biotopes. Si dans la nature, le biotope constitue littéralement l'espace dont vous tirez votre vie, dans la société, il peut être la part de marché, etc. Rappelons cependant que dans la nature déjà, cette idée de concurrence est fortement contestée, comme l'est également la transposition des concepts darwiniens de la nature à la culture. En dépit des protestations de Darwin lui-même, le darwinisme a constitué une aubaine pour

justifier en le naturalisant le capitalisme et le colonialisme. Ce darwinisme social, les nazis vont également l'appliquer à un niveau institutionnel et administratif en multipliant, parallèlement aux services de l'État et à ceux du parti, des instances et agences créées *ad hoc* (l'Inspection générale de la Construction d'Albert Speer, le Plan de quatre ans de Hermann Göring, l'État-major d'intervention d'Alfred Rosenberg, la SS, etc.). Ces institutions multipliées pour chaque domaine vont, par leur mise en concurrence, permettre de livrer *in fine* la solution la plus radicale, c'est-à-dire la plus rapide et la plus violente. Pour l'anecdote, je précise qu'en France en 2019, on a un PDG du CNRS, Antoine Petit, qui a appelé à l'élaboration d'une « loi inégalitaire, une loi vertueuse et darwinienne », permettant que les unités de recherche les moins performantes meurent dans cette belle concurrence violente de la guerre de tous contre tous.



Concurrence contre laquelle l'État représente donc une entrave aux yeux des nazis, ce qui peut nous apparaître comme contre-intuitif en regard de notre représentation de ce régime comme autoritaire avec un État fort...

En effet, dans ce jeu darwinien-là l'État pose problème. Premièrement parce que, par définition, il est statique. Or, en bons pseudo-biologistes, les nazis estiment que la vie c'est de la dynamique, du flux. Cette idée de l'État comme obstacle raisonne étrangement à nos oreilles. Ensuite, du point de vue de sa genèse, l'État est une institution qui représente l'héritage du Bas-Empire romain, de l'Église catholique et de la Monarchie française, c'est-à-dire des lieux et périodes de grand mélange raciale. Or, dans la vision nazie, le Germain, en tant

**« Le régime qui nous apparaît le plus oppressif qui soit (...) a ainsi encouragé et financé travaux et réflexions sur un mode d'organisation non autoritaire. »
(Libres d'obéir)**

qu'un individu sain de corps et d'esprit, se gouverne et se dirige très bien spontanément, raison pour laquelle la liberté germanique est tant exaltée. Ce sont les êtres mélangés et malades qui ont besoin de l'État, d'un code de lois, de police

et de tribunaux. Ainsi, dès 1933, les nazis pulvérisent l'État et détruisent le statut de la fonction publique.

Cela nous amène à la conception nazie de la *menschenführung*, littéralement le fait de diriger les hommes. Ce terme est d'abord issu de principes militaires dont sont dérivés les conceptions du *management*. *Mensch*, c'est l'individu, le matériau humain (*menschenmaterial*), ce que nous appelons ressource humaine (tout aussi atroce). Ensuite, le *führer*, dans la langue allemande de l'époque, c'est celui qui conduit, c'est-à-dire celui qui emmène avec soi. Dans l'armée, c'est l'officier de terrain au milieu de ses hommes, qui dans la tranchée, participe à la construction de la solidarité du groupe primaire de combat et qui, par son charisme, son enthousiasme et la confiance qu'il suscite, emmène les hommes avec lui. Ce n'est pas la peur du gendarme qui peut vous forcer à passer le parapet de la tranchée, il faut être motivé à y aller, il faut être *emmené* dans la confiance. À cet égard, Hitler, c'est l'un d'entre nous, celui qui a compris et qui emmène sa communauté avec lui. Et c'est librement que les subordonnés le suivent. Ce fonctionnement vaut dans l'armée, en politique mais également dans le domaine de la production économique.

Il est fondamental de dénouer le malentendu sur le nazisme qui a été une entreprise participative et collaborative. S'il nous apparaît comme un modèle de répression par l'alliance du micro et de la matraque, la propagande, la gestapo et une obéissance absolue, ce n'est en fait qu'une partie du phénomène nazi. On ne tient pas 80 millions de personnes avec 8 000 agents de la gestapo : cela requiert au minimum un consentement, voire une adhésion, au mieux un enthousiasme. On obtient cela

par exemple en achetant les gens, très concrètement, matériellement. En axant tout sur la propagande, on reste tributaire d'un schéma vertical et descendant. La propagande, c'est ce qui, en surplomb, pénètre par la voix de Josef Goebbels dans chaque foyer allemand. Mais ce schéma suppose que les idées nazies viennent d'en haut, d'un locuteur extérieur et supérieur à vous. Or lorsqu'on se penche sur l'univers mental nazi, on s'aperçoit que les idées sont déjà présentes dans la population et que les dirigeants nazis ne font que répéter beaucoup d'évidence au regard de la culture des Allemands de cette époque : racisme, antisémitisme, darwinisme social, colonialisme, impérialisme, capitalisme. On n'impose pas des idées comme celles-là, et certainement pas une guerre, exclusivement par une propagande aussi habile soit-elle. Cette question du consentement elle est d'autant plus difficile à imaginer qu'on a affaire à quelque chose de terriblement monstrueux.

Ce fonctionnement par le consentement est transposable au monde de l'entreprise donc ?

En effet, dans l'organisation du travail, cela fonctionne de la même manière. Le Reich en expansion a un besoin énorme de faire plus avec moins : il faut donc faire mieux. Pour activer cette performance, on va promouvoir la liberté du travailleur allemand mais aussi veiller à son bien-être en valorisant la joie au travail, en organisant des vacances, des sorties, des concerts sur le lieu de travail, en apportant un soin particulier à la décoration, à la ventilation, à l'hygiène, à l'ergonomie. L'organisation *Fraft durch Freude* (la « Force par la joie ») est créée à ces fins.

Le *management* nazi passe également par un mode de subordination au travail qui masque la subordination même. Dans l'univers nazi des années 1930, l'ouvrier, le producteur est valorisé, suivant un registre mélioratif, comme un combattant libre et doté d'une grande capacité d'improvisation et d'initiative, pas comme un rouage mécanique de la production qui doit obéir

aux ordres (ce qui est bon pour les slaves et les travailleurs forcés). C'est au fond la définition que l'on pourrait donner au *management* aujourd'hui : une manière de faire accepter une subordination non négociable et inhérente au contrat de travail, cette anomalie démocratique à travers laquelle nous ne sommes plus définis par la liberté. Le *management* travaille à rendre acceptable le lien de subordination.

Une conception de la subordination qui soulève d'ailleurs certains paradoxes...

En effet... À partir de 1956 et du moment où Reinhard Höhn crée cette école de commerce de Bad Harzburg, il insiste sur un mode d'organisation du travail qui soit adapté au monde contemporain, désormais celui de la liberté. Ce monde, c'est un monde atlantiste, euro-américain, celui du Plan Marshall, de la haute croissance, du capitalisme et de la démocratie libérale. On y est libre comme électeur, comme consommateur et comme agent productif. Il apparaît peu convenable d'y être soumis à une subordination écrasante. Höhn, en excellent connaisseur des principes militaires prussiens, en reprend la tactique par la mission (*Auftragstaktik*) : le subordonné reçoit des missions et devient un « collaborateur » responsable. Cet ordre informe de l'objectif général, libre ensuite au subordonné de calculer les moyens nécessaires pour parvenir à cette fin. Mais cela est en effet constitutif d'un paradoxe : celui d'être libre d'obéir. On choisit les moyens, jamais la fin, qui vous est imposée. L'autre conséquence perverse, c'est qu'avec cette liberté vient une responsabilité. Si vous échouez, c'est vous qui en porterez la responsabilité et la culpabilité, pas votre supérieur. Les chefs n'ont ainsi plus à porter le fardeau de la responsabilité, l'échec reposant sur les épaules du subordonné. C'est avec un cynisme absolument désarmant que tout cela est expliqué dans les manuels de *management* que Höhn rédige à partir de 1966. Et ces méthodes ont été appliquées dans nombre d'entreprises privées comme publiques, ainsi allait le progrès.

En tant qu'historien du nazisme, vous vous êtes déjà exprimé sur le coût moral que vous impose l'étude de ces phénomènes passés encombrants. À quelle attention cette connaissance difficile doit-elle nous conduire aujourd'hui ?

Je vous répondrai que la leçon à tirer de cette histoire est au fond une leçon de méthode. Ça requiert de nous d'être lucides, de ne pas être dupes de la manière dont les phénomènes et les mouvements politiques se présentent. On sait le gigantesque effort que cela a représenté pour le nazisme de donner une idée fausse de lui-même, celle d'une civilisation impeccable dirigée par un génie. Or, il n'en est rien. Il nous faut donc être lucides à l'égard des discours tenus par les acteurs, politiques notamment, sur eux-mêmes, ne jamais les prendre pour argent comptant. Cette même lucidité est requise à l'égard des intérêts qui s'expriment dans un mouvement ou dans un phénomène historique, hier comme aujourd'hui. Lorsque l'on s'enthousiasme pour une candidate (ou un candidat) d'extrême droite, cela répond à une demande sociale, à des intérêts, à des questions et il faut les identifier. Quelles peurs et quelles angoisses aiment être flattées ? Quels intérêts économiques, financiers ou religieux sont servis par tel ou tel candidat ?

Il me semble également qu'on gagne considérablement à lire et à comprendre le nazisme en contexte. Il n'a rien d'un phénomène hors-sol ou étranger à notre monde, frappant en 1933 pour se dissoudre après 1945. Il est au contraire, hélas, l'expression, de tendances violentes et anti-humaines de notre monde à nous. La sortie du contexte, l'abstraction d'un phénomène de ce à quoi il est relié, est toujours préjudiciable. Or, pour le nazisme elle semble systématique parce que comprendre le nazisme en contexte c'est forcément se poser des questions désagréables sur notre temps et notre lieu, sur nous-mêmes.

Le Valle de los Caídos

La mémoire enfouie sous le monument officiel

Par Maite Molina Mármol



© Olmo Calvo, El Diario

Aujourd'hui, l'existence de l'Espagne démocratique contemporaine excède celle du régime franquiste, mais la mémoire de cette dernière période constitue toujours une question d'actualité. Le *Valle de los Caídos*, conçu dès 1940 et inauguré en 1959, est peut-être le lieu de mémoire qui symbolise le mieux le défi que n'est toujours pas parvenu à relever la société espagnole : que faire de ce passé franquiste qui, s'étant voulu fossoyeur du souvenir des luttes et des idéaux républicains, se manifeste toujours sous différentes formes ?

« Spain is different » : un pays en décalage (1939-1975)

À la fin des années 1930, l'Espagne sort d'un conflit de trois années, déclenché par un coup d'État militaire contre le gouvernement du Front populaire. Bien plus qu'un affrontement fratricide auquel on l'a souvent réduit, la Guerre d'Espagne a constitué un véritable prélude à la Seconde Guerre mondiale, voyant déjà s'affronter – malgré la « non intervention » déclarée de la plupart des pays européens – les fascismes montants, les puissances américaine et soviétique et les résistances populaires.

Dirigeant du parti unique instauré dès mars 1938, avec le soutien de l'Église espagnole et l'aide de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, le général Francisco Franco de Bahamonde mène le camp nationaliste à la victoire et instaure une dictature qui durera jusqu'à sa mort. La société espagnole est marquée, pour les quarante années à venir, par l'empreinte d'un régime totalitaire qui régit la vie

politique, économique, mais aussi sociale et culturelle de ses citoyens.

Franco décrète en avril 1940 la construction d'un monument « à la gloire des martyrs de la croisade fasciste¹ » qui sera érigé dans la sierra de Guadarrama, plus précisément dans la vallée de Cuelgamuros, sur le territoire de la commune de San Lorenzo del Escorial. Dans la roche du massif montagneux, situé entre Madrid et Ségovie, sera creusée une basilique surmontée d'une croix de 150 mètres de haut. Monument d'hommage aux vainqueurs et mausolée géant de ceux qui se sont sacrifiés pour leur cause, *El Valle de los Caídos* (« la vallée de ceux qui sont tombés ») s'inscrit pleinement dans la politique franquiste de diffusion des principes et des valeurs du mouvement, qui envahissent symboliquement tout l'espace social – des cahiers scolaires aux bulletins informatifs officiels, en passant par l'espace public.

La construction du monument s'étale sur vingt années mais à la veille de l'inauguration, le contexte a changé et l'Espagne doit repenser son image : il s'agit de normaliser le régime aux yeux des démocraties européennes. Pour ce faire, l'émigration est un premier outil, la nouvelle législation facilitant et organisant le départ de travailleurs vers la France, l'Allemagne, la Suisse et la Belgique principalement ; le tourisme en constitue un second, développé autour du slogan « *Spain is different* ». Pour consolider les vœux de réconciliation que le régime fait alors siens, il est décidé qu'aux 20 000 corps des martyrs nationalistes seront joints ceux de plus de 12 000 républicains exhumés des fosses communes. En avril 1959, le monument est inauguré, la basilique étant consacrée par le Pape Jean XXIII, et le mausolée accueillant la dépouille de Primo de Rivera, fondateur de la Phalange assassiné par les républicains en 1936.

Quinze ans plus tard, lorsque Franco s'éteint, le 20 novembre 1975, sa dépouille est, comme il l'avait prévu et pensé, inhumée dans ce qui est encore

aujourd'hui le plus grand monument à la gloire du fascisme².

Un passé qui ne passe pas : le Valle de los Caídos à l'épreuve du temps

Le *Valle de los Caídos* peut constituer le prisme au travers duquel considérer l'évolution de la société espagnole contemporaine quant au rapport à son histoire récente. D'abord monument d'exaltation du franquisme, redéfini *in extremis* comme œuvre réconciliatrice pour permettre au régime de perdurer, le *Valle* a passé sans encombres la période de la transition démocratique, notamment marquée par la loi d'amnistie de 1977 qui a permis la libération des prisonniers politiques au prix de l'absence de poursuites contre la police et la justice franquistes³.

La loi d'amnistie, qu'elle soit présentée comme relevant d'un processus d'amnésie ou au contraire d'une volonté de « non instrumentalisation du passé » par la société espagnole⁴, n'a cependant pas empêché les initiatives de ceux qui voulaient récupérer le corps de leurs proches, assassinés au cours des *paseos* qui venaient les cueillir à leur domicile pour les laisser au fond d'un ravin ; prisonniers ou soldats tués en masse et enterrés dans des fosses communes dont le souvenir de l'emplacement a perduré. En février 1980, 133 corps de républicains sont ainsi exhumés du *Valle de los Caídos* et restitués à leur famille en Navarre, mais l'événement n'a pas d'écho médiatique et reste inédit : la tentative de coup d'État du général Tejero en 1981 ravive les peurs et scelle, semble-t-il, le pacte d'amnistie et la volonté de la société espagnole de laisser les blessures de la guerre derrière elle⁵.

Dans le milieu familial, toutefois, les récits et les souvenirs ont continué à se transmettre et ceux-ci affluent au milieu des années 1990, porteurs de revendications qui sont relayées d'abord par les mondes associatif et médiatique, secondées par les travaux académiques

1. Angeles Muñoz et Maite Molina Mármol, *Mémoire à ciel ouvert. Une histoire de l'Espagne : 1931-1981*, Liège, Territoires de la mémoire, 2014, p. 174-175.

2. Xavier Villetard et Jacque Chavance, *Les oubliés de l'Espagne*, France, 2021, 52'.

3. Lois 46/1977.

4. Paloma Aguilar Fernández, « La evocación de la guerra y del franquismo en la política, la cultura y la sociedad españolas », in Santos Juliá (dir.), *Memoria de la guerra y del franquismo*, Madrid, Fundación Pablo Iglesias – Sandillanas Ediciones Generales, 2006, p. 315.

5. Xavier Villetard et Jacque Chavance, *op. cit.*

Le franquisme et ses traces qui perdurent dans l'espace public, la dictature et ses exactions qui ont des conséquences jusqu'aujourd'hui, posent encore légitimement question à la société espagnole.

et enfin prises en charge par le politique. Dans ce cadre, la question de l'exhumation des fosses prend une place de premier plan et l'expression « mémoire historique » – issue du monde associatif, du nom de l'association d'Emilio Silva consacrée justement à la localisation et l'exhumation des

fosses – devient la bannière de ces revendications, concernant à la fois la période de la guerre et du franquisme, et relevant tout autant des sphères morale et politique que scientifique.

Dans le sillage de ces revendications, avec le retour du PSOE (parti socialiste) au pouvoir, est adoptée en 2007 la loi « par laquelle sont reconnus et élargis les droits et s'établissent des mesures en faveur de ceux ayant subi persécution ou violence durant la guerre civile et la dictature », dite aussi « loi de mémoire historique »⁶. Cette loi promeut notamment la création de centres de recherches et la mise en place de subventions, l'aide à l'identification et à la localisation des disparus, et le retrait des monuments exaltant l'un ou l'autre camp belligérant – ces deux dernières mesures étant néanmoins laissées à la charge des municipalités. Toutefois, alors que le *Valle* constitue la plus grande fosse commune des 2 000 localisées en Espagne, la loi de 2007 prévoit uniquement que le mausolée sera « exclusivement géré par normes relatives aux lieux de culte et aux cimetières », ne pouvant héberger « des actes de nature politique ou d'exaltation de la guerre civile, de ses protagonistes ou du franquisme », assortissant ces mesures de la disposition additionnelle stipulant qu'il s'agira désormais d'y honorer « toutes les victimes de la guerre et de la violence politique qui s'en est suivi »⁷.

La préservation de ce lieu, l'un des sites touristiques les plus visités d'Espagne, relevant des « monastères et couvents » entretenus par le Patrimoine national, constitue l'un des principaux reproches adressés à la loi de 2007, d'autant que le mausolée continue alors d'être l'un des

espaces physiques du franquisme : chaque 20 novembre, date anniversaire de la mort de Franco, des nostalgiques du régime s'y rassemblent pour rendre hommage au dictateur et à Primo de Rivera.

L'un des autres manquements de la « loi de mémoire historique » est de laisser aux mains des régions et des municipalités certaines initiatives, rendant celles-ci tributaires des majorités politiques en place et de leur alternance. Parallèlement à ce manque de maîtrise des effets de la loi au niveau régional et local, avec le retour au pouvoir du PP (Parti populaire, droite) en 2011 sur fond de crise économique, la loi de 2007 est vidée de son sens, les budgets étant progressivement supprimés et certains monuments réhabilités⁸. Par ailleurs, l'échiquier politique espagnol se modifie profondément et le pays connaît depuis 2015 le multipartisme. C'est dans ce nouveau contexte que le PSOE, qui avait déjà constitué en 2011 une commission d'experts pour décider du sort du *Valle de los Caídos*, dépose le 9 mai 2017 une *proposición no de ley* pour exhumer la dépouille de Franco, suivie le 24 août par un décret-loi royal ayant un effet juridique contraignant. Il s'agit de permettre que le corps du dictateur soit exhumé en modifiant la loi de 2007, pour que le mausolée ne puisse plus contenir que des dépouilles de victimes décédées pendant la guerre civile et que le *Valle de los Caídos* soit désormais conçu comme un lieu de commémoration et d'hommage à toutes les victimes⁹.

Approuvé au Congrès des députés en septembre 2018, avec l'abstention toutefois des quatre partis de droite et centre droite, le décret-loi royal a permis qu'un an plus tard – après notamment les procédures intentées par la famille du dictateur – le corps de Franco soit exhumé et transféré au cimetière de Mingorrubio.

De la mémoire historique à la mémoire démocratique

Avec l'exhumation du dictateur de son mausolée, la thématique de la « mémoire historique » en Espagne n'a pourtant rien perdu de son caractère cuisant. Le

6. Ley 52/2007, du 26 décembre 2007, parue au BOE du 27 décembre 2007.

7. Angeles Muñoz et Maite MOLINA Mármol, *op. cit.*, p. 226.

8. Juan Enrique Serrano Moreno, « Conflits de mémoires et querelles parlementaires dans l'Espagne des années 2000 », in *Parlement. Revue d'histoire politique*, 3, 2017, p. 211, cité par Sarah Jeanmoye, *Comment le Parti socialiste ouvrier espagnol et le Parti populaire se sont appropriés la question de la mémoire historique après la mort du Général Francisco Franco en Espagne*, Mémoire en Sciences politiques, Ullège, 2021.

9. Real Decreto-ley por el que se modifica la Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la Guerra Civil y la Dictadura, *dipositions générales*, BOE, 2018, n°206, p. 2, cité dans *ibid.*, p. 48.



© Jaime Villanueva (El País)

franquisme et ses traces qui perdurent dans l'espace public, la dictature et ses exactions – disparition d'opposants politiques, répression, sanctions économiques, vols d'enfants – qui ont des conséquences jusqu'aujourd'hui, posent encore légitimement question à la société espagnole.

L'alternance des partis au pouvoir tantôt relance interrogations et initiatives, tantôt les paralyse. Dans le sillage de l'Andalousie qui a adopté en mars 2017 une « loi de la mémoire historique et démocratique »¹⁰, le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez a approuvé le 20 juillet 2021 le texte définitif de la « loi de mémoire démocratique » destiné à remplacer la « loi de mémoire historique » de 2007¹¹.

Pour commencer, cette nouvelle loi élargit certaines mesures de la loi de 2007, notamment en termes de mesure de récupération ou d'acquisition de la nationalité espagnole pour les exilés, leurs descendants et d'autres collectifs, et également parce qu'elle considère que la persécution a pu avoir cours jusqu'à la

promulgation de la Constitution espagnole, en 1978. Elle ouvre une reconnaissance pour les personnes victimes de la polio durant la pandémie qui affecta l'Espagne dans les années 1950 et entend également constituer une commission de travail sur « la mémoire et la réconciliation avec le peuple gitan en Espagne ».

Par ailleurs, la « loi de mémoire démocratique » déclare la nullité de toutes les condamnations et sanctions dictées durant la guerre civile et la dictature par les organes de répression franquiste qui sont eux-mêmes déclarés comme tels. Elle propose l'ouverture d'une enquête sur les biens pillés et souligne le rôle des femmes « en tant qu'actrices de la lutte pour la démocratie et les valeurs de liberté, égalité et solidarité ».

Cette loi, qui doit encore être soumise au vote, essuie néanmoins encore des critiques, de la part de la droite comme de la gauche espagnoles. D'une part, le PP accuse le gouvernement Sánchez de ne faire que « regarder en arrière » et de chercher à « diviser les Espagnols » alors

10. Le cas andalou constitue également un exemple de la manière dont sont malmenées les lois mémorielles en Espagne, celle-ci étant depuis le retour de la droite au pouvoir en Andalousie, non pas éliminée mais peu à peu mise de côté et de moins en moins financée. Cf. Santiago Revejo, « La "paralización" de la ley andaluza de memoria histórica causa una gran movilización de protesta », 12/11/21, [en ligne : www.publico.es]

11. *Proyecto de Ley de Memoria Histórica*, 20 juillet 2021, [disponible en ligne : www.lamoncloa.gob.es]

Il s'agit que, de lieu de mémoire porteur du discours franquiste, le monument soit soumis à un processus de réinterprétation (*resignificación*), sur base de recherches à mener, avec une finalité pédagogique

que Vox (extrême droite) considère que les deux lois mémorielles vont à l'encontre des libertés¹². D'autre part, certains partis de gauche considèrent que la nouvelle loi ne va pas suffisamment loin. L'ERC (*Esquerra Republicana de Catalunya*, gauche indépendantiste) notamment réclame ainsi

que soit déclarée l'illégalité – et pas seulement l'illégitimité – du franquisme et abrogée la loi d'amnistie de 1977, qui empêche que les crimes du franquisme soient jugés en Espagne : dénonçant le « modèle espagnol d'impunité », il s'agit de demander « vérité, justice et réparation »¹³.

Exhumer et proposer de nouveaux récits

Le *Valle de los Caídos*, désormais vide de la dépouille de celui qui l'a pensé, continue de poser question et d'interpeller les consciences. Non seulement parce qu'y est toujours déposé le corps du fondateur de la Phalange et qu'y ont été enterrés des corps de républicains qui restent encore pour la grande majorité à identifier, mais également parce que le monument a été érigé en partie par des prisonniers politiques. Les dons, le budget imparti et les rentrées de la loterie s'étant avérés insuffisants pour couvrir les 100 millions de pesètes du coût final, le régime a en effet eu recours au système basé sur l'exploitation de la main d'œuvre disponible dans les prisons et dans les camps, de manière prépondérante à partir de 1942¹⁴. Les prisonniers recrutés par des entreprises pouvaient ainsi bénéficier de remises de peine – entre trois et six jours d'incarcération en moins contre un jour de travail – mais l'État ne leur versait de salaire que pour les heures supplémentaires prestées, ce qui autorise la désignation d'« esclaves du régime » pour désigner ces travailleurs¹⁵.

Concernant le *Valle*, la future loi de mémoire démocratique reconnaît le droit des familles à récupérer les restes de leurs ancêtres et interdit que se tienne dans le complexe tout acte de nature politique ou

exaltant la guerre civile ou le franquisme. Plus globalement, il s'agit que, de lieu de mémoire porteur du discours franquiste, le monument soit soumis à un processus de réinterprétation (*resignificación*), sur base de recherches à mener, avec une finalité pédagogique¹⁶. Or, les recherches nécessitent du temps et l'entretien du monument continuera d'incomber aux pouvoirs publics. Cela paraît aberrant à certains qui affirment également qu'il est impossible d'attribuer au *Valle* un autre sens que celui dont il est porteur, de manière ostentatoire¹⁷.

Alors que les discussions se poursuivent et que l'avenir du mausolée reste indéterminé, des initiatives se développent aux alentours. Depuis le printemps 2021, une équipe d'archéologues de l'Institut des sciences du Patrimoine travaille sur les quatre villages de travailleurs (Agromás, Banús, Huarte et Poblado central, du nom des entreprises qui les employaient) qui ont œuvré à ériger le monument, ainsi que sur la quarantaine de baraques alentours, dont subsistent quelques traces¹⁸. En effet, alors que les prisonniers étaient employés sur ce chantier, certaines

12. Fernando Lázaro, « El PP acusa al Gobierno de sólo 'mirar atrás' con la Ley de Memoria y Vox anuncia que la llevará al Constitucional », *El mundo*, 20/07/21 [en ligne : www.elmundo.es].

13. Guillermo Martínez, « Víctimas del franquismo exigen mejorar la Ley de Memoria Democrática [...] », *Público*, 14/10/21 [en ligne : www.publico.es]. ERC réclame également une justice restitutive et pas seulement punitive, soulignant que si la loi reconnaît l'existence de biens pillés et entend l'étudier, elle ne dit rien des éventuelles compensations, de leur nature et de leur montant.

14. Alejandro Caballero, « Excavaciones en Cuelgamuros : ¿Cómo vivían los presos y trabajadores del Valle de los Caídos y sus familias ? » [en ligne : www.rtve.es].

15. Angeles Muñoz et Maite Molina Mármol, *op. cit.*, p. 168. Ce système, qui a perduré jusqu'en 1962, permettait l'emploi de prisonniers pour les nombreux chantiers de travaux publics entrepris par Franco, mais prévoyait également la location de main d'œuvre aux entreprises et l'organisation d'atelier de manufacture au sein même des prisons.

16. *Proyecto de Ley de Memoria Histórica*, *op. cit.*

17. Xavier Villetard et Jacque Chavance, *op. cit.*

18. Vicente Olaya, « El CIS excava en la vida cotidiana de los presos y obreros con construyeron el Valle de los Caídos », 26/11/21, [en ligne : <https://elpais.com>].



Travail de fouilles archéologiques de l'Institut des Sciences du Patrimoine (Olmo Calvo)

de leurs familles, après des années de séparation – celles marquées par la guerre, les camps, la prison – ont décidé de les rejoindre sur place et de s'installer dans ces logements de fortune auto-construits, privés d'eau et d'électricité et n'excédant pas 9m² de surface. Or, au contraire des baraquements de travailleurs libres dont l'existence est documentée, il ne subsiste aucune trace dans les archives de ces baraques qui ont été détruites par le régime dès les années 1950¹⁹.

Au-delà d'une recherche en histoire sociale destinée à documenter la vie quotidienne des travailleurs qui ont construit le *Valle*, ce projet contribue également à une « histoire des subalternes », nécessaire pour compléter un pan de l'histoire qui a jusqu'à aujourd'hui été envisagé sous l'angle de l'Histoire officielle, centré sur le monument, son archéologie et sa signification²⁰. En mettant au jour les conditions de vie de ceux du *Valle* qui ont été « doublement oubliés²¹ », ces archéologues mettent à mal le discours enjoliveur du franquisme²² et laissent la place à de nouveaux récits, jusqu'alors ensevelis et qui se révèlent

surtout de manière indirecte, en fouillant les emplacements des cabanes, en donnant sens à ce que l'on trouve dans les décharges attenantes, en portant de l'attention à ce qui paraît dérisoire – boîtes de conserves, récipients de médicaments laxatifs, semelles de chaussures bricolées :

« Les fouilles du *Valle de los Caídos* ont provoqué un certain choc. Cela fait beaucoup d'années que je défends l'idée que l'objectif de l'archéologie contemporaine n'est pas nécessairement de raconter ce que l'on ne sait pas, mais bien de raconter ce que l'on sait d'une autre manière. Et subitement, je me retrouve sur un lieu hyper connu mais dont on ne connaît pratiquement rien de certaines dimensions : ces villages de baraques où vivaient les familles [des travailleurs]. Les témoignages sur la question ne rempliraient pas une page. Je dirais que nous nous retrouvons comme face à un gisement préhistorique. Mais, en l'état actuel des choses, nous en savons presque plus sur n'importe quelle culture préhistorique de la péninsule ibérique que sur les taudis de Cuelgamuros²³ ».

Les apports de cette « mémoire involontaire » peuvent-ils constituer un nouveau récit qui contrecarre la propagande du régime, monumentalement réifiée au travers du mausolée ? Suffira-t-il de proposer un itinéraire passant par l'ancien emplacement des baraques avant de pouvoir accéder au monument pour faire du *Valle de los Caídos* un lieu de mémoire démocratique, comme en appelle de ses vœux la loi ? Le gouvernement espagnol a pour le moment décidé de lancer un concours international d'idées concernant le futur centre d'interprétation²⁴ et de rendre au lieu son nom original, celui de *Valle de Cuelgamuros*²⁵.

En attendant, après plus de soixante ans d'existence, le mausolée est menacé par les dégâts causés par l'humidité. Symboliquement, son sort semble suivre celui de son concepteur et peut-être le *Valle de los Caídos* mourra-t-il de sa belle mort avant que l'Espagne ne parvienne à affronter son passé.



19. Guillermo Martínez, « Reabrir la tierra para conocer la Historia : así vivieron las familias de los trabajadores del Valle de los Caídos », 23/05/21, [en ligne : www.publico.es].

20. Alejandro Caballero, *op. cit.*

21. Selon les propos de l'archéologue González Rubial cité par Elena Cabrera « Las vidas enterradas de los presos que levantaron el Valle de los Caídos », 13/05/21, [en ligne : www.eldiario.es].

22. Le régime vantait en effet les avantages et salaires des ouvriers en mettant en avant que certains « avaient la possibilité de se construire une maison ». Pablo Batalla Cueto, « La arqueología tira por tierra la leyenda rosa franquista del Valle de los Caídos », 27/11, [en ligne : <https://www.lamarea.com>].

23. *Idem.*

24. « El futuro del Valle de los Caídos lo definirá un concurso internacional de ideas », 29/10/21, [en ligne : www.publico.es].

25. « El Valle de los Caídos pasará a llamarse Valle de Cuelgamuros », 17/11/21, [en ligne : www.publico.es]. Il est à noter que le projet de « loi de la mémoire démocratique » prévoyait déjà le changement de dénomination du « Panthéon des hommes illustres », destiné à devenir le « Panthéon d'Espagne ».

Travailler avec les crimes du passé, mobiliser au présent, rester aligné

Entretien avec les équipes pédagogique et voyage des Territoires de la Mémoire

Propos recueillis par Gaëlle Henrard

« Continuer à un prix. L’immersion dans la “vision du monde” nazie est corrosive à la longue. La dureté et la violence des acteurs, de leurs propos, de leurs actes, éclaboussent et blessent. Un large public existe, insatiable et en quête de réponses : les conférences ne manquent pas, les livres sont lus. Mais quid de l’orateur ? Est-il assigné *ad vitam* à ces sujets et à ces questions ? Ne peut-il porter une parole plus positive, sur des sujets plus légers, sur une histoire plus heureuse¹ ? »

1. Johann Chapoutot, « Logistique et logique des crimes. Dans l’œil du nazisme », in *Penser les génocides. Itinéraires de recherches*, CNRS, 2021, p. 172.

C’est alors à nous de rappeler qu’il n’y a pas de gène du mal, pas de propension au mal dans l’absolu

Travailler au quotidien autour de sujets historiques ou contemporains qui ont trait aux injustices, aux inégalités et autres discriminations, et aux crimes et violences de masse, constitue à la fois un métier et un engagement personnel. Si cela nécessite et mobilise incontestablement un sens moral, cela ne revient pas à faire la morale, à dire le « bien » et le « mal ». Il s’agit avant tout, constamment et indéfiniment, de chercher à comprendre, de réfléchir avec soi-même et avec les autres. Nous avons souhaité interroger nos collègues des Territoires de la Mémoire à cet égard, celles et ceux qui sont en prise directe avec le terrain, avec les gens qu’elles et ils rencontrent chaque jour, lors de leurs animations et des différentes activités de notre association. Un échange qui fait du bien, pour se redonner des forces dans cet engagement mutuel, face au monde « comme il va » ...

Quelle est votre approche, votre travail de médiation de thématiques idéologiquement « difficiles », telles que le nazisme et la figure d’Hitler, les violences et massacres de masse et, de manière générale, les sujets d’indignation contemporains ?

Quels que soient les outils que nous utilisons – notre exposition permanente « Plus jamais ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd’hui », le jeu « Résiste », ou nos animations en général –, nous nous refusons absolument à entrer dans les aspects morbides des thématiques abordées. Ce détour n’est, selon nous, pas pertinent pour atteindre notre objectif qui est



© Territoires de la Mémoire, François-Xavier Cardon

d'expliquer des mécanismes humains, psycho-sociaux et politiques. Osons d'ailleurs dire que le passage par l'histoire nazie elle-même, passé de plus en plus éloigné, des plus jeunes notamment, est parfois contre-productif ou peut constituer un obstacle au travail qu'on tente de mener avec eux. On écarte donc le plus souvent les aspects plus sensibles du sujet, pour passer directement à notre objectif politique, ici et maintenant : la résistance face au liberticide et le questionnement critique et vigilant à la dynamique démocratique. Et lorsque nous mobilisons des sujets plus difficiles, c'est toujours dans cette optique politique actuelle d'aiguiser l'esprit critique. Ces sujets constituent alors pour nous des outils, mais jamais une fin en soi.

Dans le cadre de l'accompagnement des voyages dans les camps, c'est particulier puisque certains aspects du nazisme

tels que les violences et crimes de masse constituent des éléments inévitables de la visite d'un camp de concentration ou d'un centre de mise à mort, et suscitent souvent un grand intérêt de la part du public. Mais là non plus, ils ne sont pas centraux dans notre démarche. Par ailleurs, si une visite peut bien entendu être lourde psychologiquement, nous veillons toujours à ne pas tomber dans le pathos. Il s'agit pour nous de remettre le camp et les comportements qui s'y sont déployés dans le contexte global du nazisme, et de donner des clés de compréhension des mécanismes qui ont rendu possibles ces atrocités. Les aspects horribles, les visiteurs les trouveront toujours sur place ou sur Internet s'ils le souhaitent, mais ils ne sont pas notre propos à nous. Bien sûr, c'est important pour l'Histoire, mais pas nécessairement pour le travail politique que nous souhaitons mener avec eux.

C'est une chose compliquée de vouloir être aligné avec soi-même et les valeurs qu'on défend, et de les porter constamment auprès des autres, à commencer par nos proches.

Par exemple, le passage par les crématoires constitue toujours le moment dans la visite où la tension est la plus forte pour le public. Les visiteurs se préparent à quelque chose de pénible, à un moment paroxystique du morbide – chose qu'ils ne se disent pas forcément

sur la place d'appel, qui était pourtant un lieu de mort terrible et quotidien. Tout en témoignant un grand respect pour ce que ces lieux et leur charge émotionnelle représentent, il s'agit alors pour nous de déconstruire et, pourrait-on dire, de « désacraliser » certaines représentations, pour les dépasser et construire une réflexion politique au présent. C'est cela, à notre sens, le travail de mémoire.

Quelles représentations observez-vous justement chez les participants à vos activités, vis-à-vis de ces atrocités passées ? Quelles attitudes éventuelles ?

Dans l'exposition permanente « Plus jamais ça ! », il y a bien sûr des questions un peu morbides ou sulfureuses, par exemple sur Hitler lui-même. Souvent revient également la fameuse question « comment ont-ils pu ? », avec ce « ils » insistant, désignant les bourreaux qui se sont rendus coupables d'actes absolument inimaginables.

C'est alors à nous de rappeler qu'il n'y a pas de gêne du mal, pas de propension au mal dans l'absolu (ni au bien comme valeur absolue d'ailleurs, que nous déconstruisons tout autant). Ce sont des catégories morales que nous n'utilisons pas. Notre travail va d'ailleurs à l'encontre de cette idée que le mal existerait dans l'absolu. D'une part parce que l'utiliser sous-entendrait que nous nous situons nécessairement du côté du bien, ce à quoi nous ne prétendons pas. D'autre part, parce que nous pensons que le mal est partout et nulle part, et que bien des mécanismes et leviers peuvent amener

« monsieur et madame tout le monde » à commettre des atrocités. Le mal n'est pas une valeur absolue. Il y a en revanche un terreau, des leviers, et des mécanismes puissants qui permettent l'abandon d'une attention à soi et aux autres, qui empêchent la réflexion critique, qui amènent aussi parfois à commettre des actes inacceptables. C'est fondamental d'expliquer cela, sans quoi nous passons à côté de notre objectif.

Une observation qui peut par ailleurs être faite, c'est que certaines questions plus « tendancieuses », sont plutôt posées par les plus jeunes de nos visiteurs, qui osent tout simplement les exprimer. Ils ont moins de filtres et ne se censurent pas, ou beaucoup moins. Les adultes, s'ils les amènent, le feront par des biais détournés. Dans les camps, il arrive bien sûr que des questions plus morbides soient posées, mais ce n'est pas la majorité des cas.

Peut-être convient-il de se questionner sur la manière dont on étudie parfois l'Histoire, en mobilisant souvent des chiffres (par exemple, sur la capacité des wagons à bestiaux ou des chambres à gaz). De même pour les documentaires et vidéos qui circulent sur Internet, et qui alimentent à n'en pas douter une certaine fascination, notamment vis-à-vis de la personne d'Hitler. Sans compter le tapage médiatique autour du camp d'Auschwitz, pour prendre l'exemple le plus significatif d'une forme de fascination. Tout cela affute beaucoup l'esprit à penser d'une certaine manière, et à développer une forme de curiosité si pas malsaine, à tout le moins peu propice à l'élaboration d'une réflexion critique. Et cela fonctionne d'autant mieux que le système nazi, avec son imagerie particulière, très chargée symboliquement et développée à une échelle industrielle, se prête particulièrement bien à cette fascination et à une certaine forme de fabulation.

Quelle est votre propre interprétation de cette fascination ?

Admettons tout d'abord qu'elle fait vendre. Par ailleurs, rappelons qu'elle repose sur une histoire collective, pas si lointaine et fortement traumatique, qui est remplie de tabous et d'interdictions (dessiner une croix gammée, témoigner un intérêt pour des images choquantes, etc.). Il y a donc une réelle transgression dans l'attrance pour cette imagerie et ces représentations. Mais, dans le même temps, nous nous trouvons baignés par ces images du passé, avec en outre une certaine injonction à « en parler ». Ça peut être compliqué à gérer. Par ailleurs, nous parlons ici des visiteurs et participants à nos activités, mais sans doute y a-t-il une attention particulière à porter aux accompagnateurs des groupes, qui suscitent parfois eux-mêmes chez leurs élèves ou participants une forme de curiosité pour une expérience pseudo-traumatisante. C'est interpellant. On ne nie donc pas, quand on le rencontre, cet attrait pour un certain morbide (voire une forme de déception quand cet aspect n'est pas rencontré), mais nous le déconstruisons pour le dépasser. Il y a un équilibre selon nous à trouver entre trois éléments fondamentaux dans notre travail : l'explicatif, l'affectif et le commémoratif. L'affectif, quasi inévitablement présent au vu des sujets abordés, permet de développer l'empathie et l'identification. Le commémoratif peut amener une forme de respect et d'introspection. Quant à l'explicatif, absolument central dans notre approche, il aide à la compréhension rationnelle des choses. En fonction de l'état d'esprit du groupe, nous dosons ces trois aspects pour réaliser notre objectif politique et rendre possible une mobilisation, quelque chose de positif et non de déprimant ou de culpabilisant.

On ne va pas se le cacher : ce travail, s'il est nécessaire et passionnant, peut aussi être déprimant... Comment vous, en tant que travailleuses et travailleurs des Territoires de la Mémoire, vous débrouillez-vous moralement avec ces sujets difficiles ? Comment cela vous impacte-t-il ?

C'est sûr que ça n'est pas évident tous les jours. Par exemple, au détour d'un documentaire, d'une pièce de théâtre ou de sujets dans les infos qui parlent de ce que d'autres vivent de dramatique ou de dur, certains éléments nous ramènent inévitablement à la Deuxième Guerre mondiale. Indéniablement, ces liens passé/présent peuvent constamment être faits, même si ça n'est pas toujours bien perçu. Par exemple, on a énormément de groupes pour le moment qui nous interrogent, outre sur la question des réfugiés qui reste très présente, sur le port du masque, le Covid Safe Ticket ou le débat autour de l'obligation vaccinale, et sur la discrimination qu'ils rendent possible. Ce lien-là, nous ne sommes pas autorisés (et nous ne nous autorisons pas) à le faire spontanément. Mais les gens, eux, le font quasi immédiatement, ça fait partie de leurs réflexions. Il y a des comparaisons qui doivent pouvoir s'exprimer. Nous les entendons et ça nous permet là aussi d'aborder le cheminement de la pensée, les mécanismes psycho-sociaux et sociétaux de peur, de stigmatisation, de bouc-émissaire, de stéréotype, le matraquage médiatique aussi, qui font que, tout d'un coup, à la faveur d'un traumatisme, d'une crise, d'un choc, des choses qui n'étaient pas du tout présentes dans la réalité des gens finissent par prendre toute la place dans les esprits et créent des comportements. Il y a quelque chose de l'ordre de la conversion mentale et sociétale qui s'opère, et en regard de laquelle on ne peut pas ne pas tisser des liens avec le passé.

CULTIVONS-NOUS
CULTIVONS TOUT
MAIS PAS LA PEUR

Ce qui est sûr, c'est que travailler constamment à ces thématiques occasionne une certaine fatigue psychologique, parfois une tristesse. C'est usant aussi quand on voit le système politique et médiatique et ses dérives, ou même le monde de l'entreprise, de l'éducation parfois, le fonctionnement des institutions en général, en fait. C'est vrai que travailler dans ce domaine nous empêche souvent de regarder le monde avec légèreté. Il y a bien sûr un côté noble dans cette tâche qui est un engagement permanent, que nous avons pris, que ce soit au travail ou dans nos vies privées et de citoyens et citoyennes. Mais c'est aussi une source de démotivation quand nous nous retrouvons pris dans des conversations compliquées et sensibles, avec des gens de nos entourages ou simplement en société. On se sent parfois à contre-courant. C'est une chose compliquée de vouloir être aligné avec soi-même et les valeurs qu'on défend, et de les porter constamment auprès des autres, à commencer par nos proches. C'est d'autant plus difficile lorsque c'est mêlé à de l'affectif. On doit parfois se donner le droit de ne pas aller au débat, partout et systématiquement. En fonction de notre état moral, nous aurons parfois l'énergie d'amasser beaucoup d'informations, de nourrir les débats, tandis qu'à d'autres moments, il nous sera nécessaire de nous protéger et de reconstituer nos forces. À cet égard, les pauses et les moments de décharge et de décompression sont, comme une façon de préserver sa santé mentale, d'une absolue nécessité.

Mais en tous les cas, ce qui est passionnant avec ce métier de médiatrice et médiateur, c'est qu'il aiguise notre connaissance de l'humain et de sa manière de fonctionner en société. Sans prétention aucune, cela donne l'impression d'une certaine lucidité, qui est à la fois positive et potentiellement pesante... qui est exigeante en tout cas, et qui sans doute nous rend aussi exigeants les uns avec les autres. C'est comme une médaille... avec son revers.





est difficile de nous

DISSTER

R MOI C'EST...

CREER, RESISTER

A VOUS d

STOP

avoir confiance en soi et ses dires

EXISTER

de fonder



Les Amnésiques

Géraldine Schwartz

Une recension proposée par Olivier Starquit

Dans *Les Amnésiques*, la journaliste franco-allemande, Géraldine Schwartz, se penche, à travers l'évocation de la manière dont sa famille allemande a traversé la Seconde Guerre mondiale, sur ce qu'elle appelle les *Mitläufer* (littéralement « ceux qui marchent avec le courant », qui accompagnent somme toute), soit cette majorité d'Allemands qui ont fait avec, sans réellement s'opposer à la montée du national-socialisme. Ainsi, son grand-père adhéra au parti national-socialiste et acheta, au-dessous de sa valeur, l'entreprise d'un homme d'affaires juif forcé de fuir. Par le truchement de son histoire familiale, l'autrice interroge la responsabilité du peuple allemand de cette époque, et de ce qu'il en advint dans la mémoire collective. Son ouvrage mène une réflexion profonde sur la *Vergangenheitsbewältigung*, la « gestion du passé », tant en France qu'en Allemagne.

Ainsi souligne-t-elle qu'il fallut attendre 1973 et les recherches de l'historien américain Robert Paxton pour avoir le fin mot sur l'ampleur de la résistance en France... ramenant à 2%, soit à quelques milliers, le nombre de résistants actifs.

Cet essai dense et vif, reposant sur une vaste documentation, alerte sur le glissement dans lequel les démocraties peuvent tomber en raison de l'immobilisme, de la passivité des citoyens qui se contentent de suivre, de se conformer à la loi du moment, et de regarder passivement les atteintes portées à autrui et aux libertés fondamentales. Il n'est guère difficile de voyager dans le temps, et de porter un regard sur les faits qui couvent ici et maintenant : la montée de l'extrême droite un peu partout, et l'indifférence au sort d'autres êtres humains à la recherche d'une vie meilleure.

Une lecture salutaire.



Plus
jamais
ça !

Exposition permanente à **LA CITE MIROIR** | **LIEGE**
SAUVENIÈRE

Place Xavier Neujean 22 à 4000 Liège | Fermé les jours fériés ainsi qu'entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier inclus



La tentation des extrêmes

Par Björn-Olav Dozo et Dick Tomasovic

Pour plusieurs générations de spectateurs, Dark Vador, l'un des personnages phares de la saga *Star Wars* conçue par George Lucas dès le milieu des années 1970, est sans conteste l'un des méchants les plus impressionnants du cinéma. Présenté comme l'incarnation du Mal absolu, le personnage gagne en épaisseur de film en film jusqu'à devenir le sujet principal de la trilogie des années 2000 qui raconte autant qu'elle analyse la manière dont un héros peut sombrer du mauvais côté de la Force, autrement dit choisir en toute conscience une voie maléfique pour développer et asseoir son pouvoir. Si le personnage connaît *in extremis* la rédemption, sa trajectoire est aussi une ambitieuse réflexion sur les mécanismes de la compromission personnelle et de la corruption des idéologies, de la perte des valeurs humaines et de la tentation de l'extrémisme.

Le Mal incarné

Au-delà de la communauté des cinéphiles, le personnage de Dark Vador (Darth Vader dans la version originale) s'est imposé dans l'imaginaire du grand public comme une représentation parfaitement iconique du Mal, en dépit des ambivalences du personnage, de son évolution morale (qui le mènera à la révolte contre son propre camp pour sauver son fils) et de la présence dans la saga d'un autre « vrai » méchant, d'un niveau bien supérieur puisqu'il tire les cordes du redoutable Empire, et manipule à sa guise son entourage : Dark Sidious, alias l'Empereur Palpatine. Vador n'est en quelque sorte que l'un de ses bras armés.

Pourtant, c'est bien Dark Vador que l'on retient comme adversaire majeur des courageux rebelles, et ultime incarnation de la violence et de l'oppression. Les raisons en sont nombreuses.

Il y a d'abord bien entendu son apparence physique, surhumaine, ténébreuse et menaçante, sa voix basse exprimant perpétuellement une colère qui gronde, le bruit lourd et métallique de sa respiration artificielle qui introduit parfois le personnage avant même qu'il ne surgisse dans le champ et le rend encore plus charismatique et terrifiant. Lors de sa première apparition, dans le film datant de 1977, le terrible Sith fait une entrée remarquée dans la navette



© Jack Durieux

© Territoires de la Mémoire, François-Xavier Cardon

transportant la princesse Leia. Dans un couloir d'un blanc clinique, une série de soldats prennent position devant la lourde porte blindée qui part en fumée pour laisser pénétrer un bataillon de soldats, des stormtroopers aux armures blanches et lisses. Dans un nuage de fumée entre alors Vader, imposant au centre de l'image une impressionnante carrure noire. Il fait quelques pas, pose les mains sur les hanches et contemple les morts qui jonchent le sol en occupant le centre de l'image. Jeux de contraste et de symétrie, renforcement du noir par le blanc, scénographie graphique : Vader n'est pas qu'un méchant charismatique, il est un motif structurant du récit, mais aussi du système formel, puisqu'il

ordonne les agencements de la mise en scène. C'est autour du monstre que le film se bâtit. Sa silhouette unique et disciplinée de sombre samouraï, lisse, froide, solennelle et machinique appelle en réponse une troupe de personnages chamarrés, chaleureux, familiers et délurés (Leia la princesse rebelle, Luke le modeste fermier, Solo le cow-boy fringant, Chewbacca la bête humaine). Chacun d'entre eux ne fait que renforcer le sinistre hiératisme de Vader, qui s'impose en colosse noir et minéral (son apparence est celle, allégorique, d'une ombre pesante et menaçante), désintégrant toute résistance sur son passage. Les soldats de l'Empire se redressent au garde-à-vous, tant en

Vador n'est jamais simplement qu'une incarnation du Mal, il est aussi un personnage qui permet d'interroger la faillite des idéaux et la tentation des solutions simplistes du totalitarisme aux problèmes sociaux et individuels

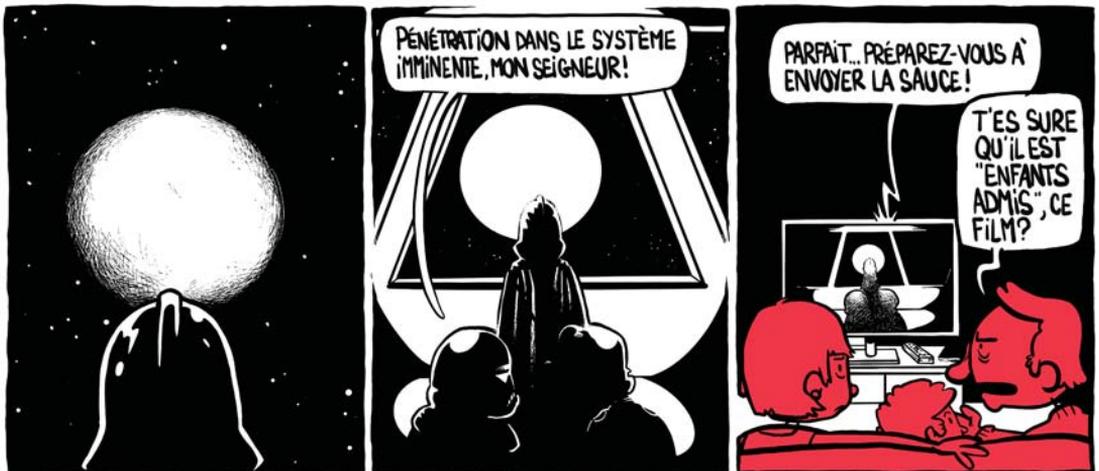
signe de respect de son autorité qu'en expression de crainte face au danger qu'il représente. Lorsque Vador interroge ensuite un prisonnier, l'un des capitaines de la garde du vaisseau, il ne retient pas sa force et le tue en le soulevant simplement d'une main. D'emblée, Vador est décrit comme un être dont la sombre silhouette ne fait que refléter une

âme noire. C'est que, on le comprendra bientôt, son jugement a été obscurci à la suite d'immenses souffrances physiques, bien sûr, mais surtout morales et sentimentales. L'être humain s'est littéralement forgé une carapace qui ne permet plus la lecture de ses émotions. Ses mouvements sont rigidifiés par son scaphandre, son visage est dissimulé par un casque, sa voix est modifiée par son respirateur artificiel. Plus rien ne semble humain chez Dark Vador. C'est précisément cet enfouissement de tout signe possible de ressenti, d'émotion et d'empathie (l'absence même de regard) qui place immédiatement le personnage du côté d'une puissance maléfique, potentiellement

supernaturelle (Vador est issu d'une forme de croisement entre le bestiaire fantastique et le fantasme robotique).

C'est ensuite, bien sûr, par ses actes ô combien répréhensibles que Vador s'impose dans l'imaginaire populaire comme un véritable bourreau. Sa férocité et sa cruauté semblent sans bornes, lui qui recourt sans vergogne à la torture, à l'assassinat (dont un terrible infanticide lorsqu'il décide de tuer tous les jeunes apprentis chevaliers dans un temple Jedi) et même au génocide (il participe à l'établissement de l'Étoile de la Mort, qui est une gigantesque arme de destruction massive qui peut réduire en quelques secondes une planète entière en miettes, et anéantir toute sa population).

Enfin, Dark Vador se tient lui-même au centre de tout un ensemble de réminiscences historiques très important. Dans la première trilogie (1977-1983), imaginée par Lucas au lendemain du chaos de la Guerre du Viêt Nam et des mouvements de contestation incriminant l'impérialisme américain, les références à la Seconde Guerre mondiale sont nombreuses. L'Étoile de la Mort est une nouvelle figuration de la bombe atomique (appuyer sur un bouton suffit



© Sylvain Lauwers

à décimer un monde), et l'ordre de l'Empire (ses décorations, sa structure, ses bataillons) rappelle bien entendu l'imagerie du nazisme (Lucas, né en 1944, puise largement son imaginaire dans les images qui ont tant circulé dans l'après-guerre). La deuxième trilogie (1999-2005) a pour contexte les terribles et mémorables attentats, largement médiatisés, qui ont ciblé, entre autres, les États-Unis sur leur propre territoire. Ces films vont particulièrement s'attacher, à travers le parcours d'Anakin Skywalker, le futur Dark Vador, à la question de la radicalisation politique et religieuse. Enfin, dans un monde en perte de repères géopolitiques, la dernière trilogie en date (2015-2019) convoque la figure de Dark Vador comme icône tutélaire du Mal, et pose la question de l'héritage des valeurs et du poids des fantômes du passé sur les actes des générations qui les suivent. Ainsi, Vador n'est jamais simplement qu'une incarnation du Mal, il est aussi un personnage qui permet d'interroger la faillite des idéaux et la tentation des solutions simplistes du totalitarisme aux problèmes sociaux et individuels.

Une trajectoire de radicalisation

Anakin Skywalker, qui deviendra Dark Vador, naît esclave sur la planète Tatooine, planète de la bordure extérieure, éloignée des centres de formation Jedi de la République. C'est un garçon généreux, prêt à aider sans contrepartie, obéissant envers sa maman, qui a des amis de son âge et qui travaille déjà dur pour survivre. Il rencontre par hasard Qui-Gon Jinn, maître Jedi, mais celui-ci y voit le signe d'une prophétie : il pense avoir découvert l'Élu dans cet enfant exceptionnel, celui qui doit rétablir l'équilibre dans la Force. À la fin de *La Menace fantôme* (1999), Anakin quitte Tatooine, des rêves interstellaires plein la tête et un peu d'inquiétude sur le visage.

Dix ans plus tard, ce garçon au grand cœur, qui rêvait de voyages et de découvertes, est devenu un adolescent colérique, qui suit péniblement son Maître, Obi-Wan Kenobi, à peine plus âgé que lui, dans des missions principalement politiques qui ne le fascinent pas. La vie de Jedi est loin de ce qu'il imaginait : retenue, discrétion, maîtrise de soi... On est à des années-lumière des courses de modules sur Tatooine, où Anakin excellait. Qui-Gon Jinn est mort avant d'avoir pu commencer



© Sylvain Lauwers



© Sylvain Lauwers

la formation de son jeune Padawan. Il a fait promettre à Obi-Wan de prendre ce dernier sous son aile, contre l'avis du Conseil des Jedi. Ce sera pourtant la voie, malgré tout.

On ne connaît pas les détails des premières années de formation d'Anakin. L'ellipse de dix ans entre *La Menace fantôme* et *La Guerre des clones* laisse le spectateur dans l'incompréhension : qu'a-t-il bien pu se passer pour que le caractère d'Anakin évolue à ce point ? Où est passé le garçon enthousiaste de Tatooine ? Ce grand échelas à l'intensité extrême et au verbe haut et court est-il vraiment celui que les Jedi attendaient ? Deux événements le dépeignent, dans *L'Attaque des Clones* (2002), en train de basculer du côté obscur, en trahissant les préceptes Jedi : sa relation amoureuse avec Padmé Amidala, alors que les Jedi ne peuvent connaître l'attachement et que cet amour va le plonger dans une crise existentielle qu'il ne pourra résoudre que par la radicalisation ; le massacre du village des pillards Tusken (femmes et enfants compris), qui avaient enlevé et tué sa mère.

La grande qualité de cette prélogie est de montrer comment la crise existentielle

d'Anakin, nourrie de colère, d'impuissance et de doute quant à ses choix, se développe progressivement sur un terreau fertile – Anakin est régulièrement en prise avec la frustration et l'irascibilité –, favorisée par différents éléments de contexte (éloignement parental, isolement amical, perte des illusions et des rêves, etc.). Le basculement du côté obscur, expression largement reprise dès qu'on parle de la saga Skywalker, est en fait un long processus, à l'opposé de l'interrupteur qui aurait été activé pour produire l'incarnation du Mal. La crise psychologique d'Anakin n'est pas une crise d'adolescence classique – bien qu'elle en endosse certains oripeaux –, mais une refondation des principes et des valeurs qui construisent son univers.

Objet de toutes les convoitises politiques et religieuses de la part des factions en présence (ordre Jedi et chancelier Palpatine), Anakin est pris dans un maelström idéologique et politique qui dépasse ses capacités d'appréhension des événements. Chaque camp lui jure que l'autre lui ment et le manipule, chaque recommandation vise à maintenir une influence forte sur lui, chaque action de sa part entend démontrer son

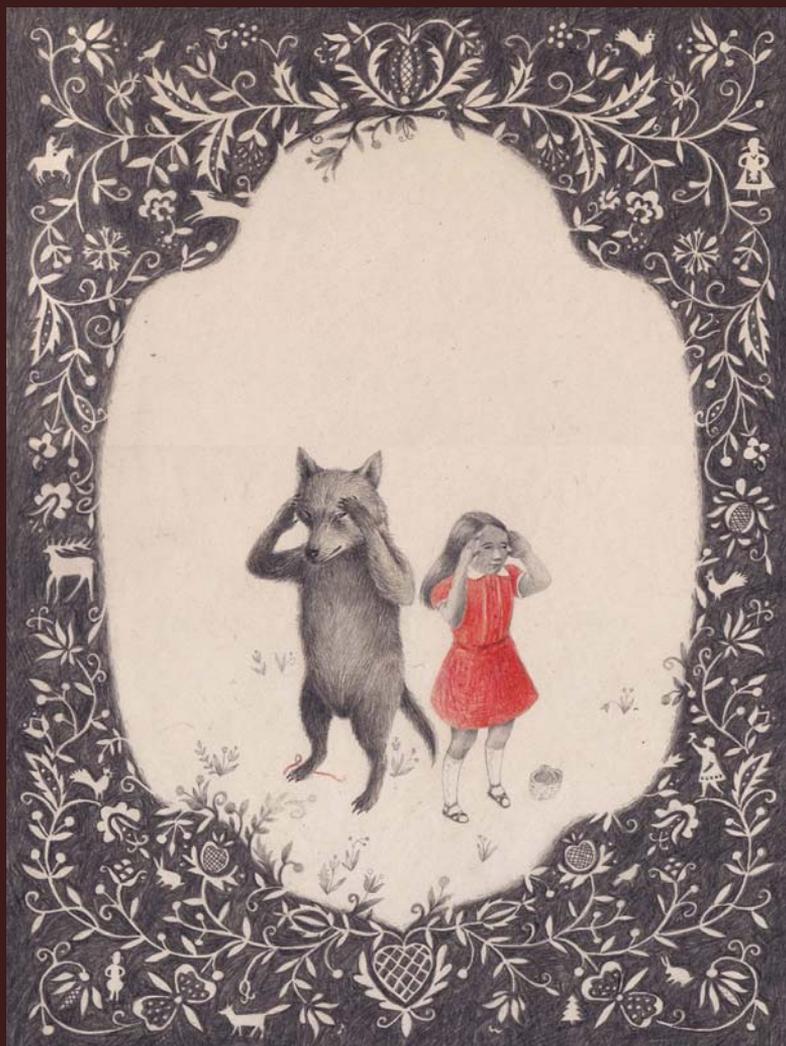


indépendance mais l'enfonce dans des contradictions inextricables. Enfermé dans sa solitude mentale et morale, il finit obsédé par ses craintes (la vision prémonitoire de la mort de Padmé) et désireux de poser des actions fortes pour imposer l'ordre auquel il aspire. Ainsi, dans *La Revanche des Sith* (2005), quand Obi-Wan annonce à Anakin que le Sénat va voter des pouvoirs supplémentaires au chancelier Palpatine, le Padawan s'en réjouit : « Moins de discussions, plus d'action. Est-ce un mal ? Il nous sera plus facile de terminer cette guerre ».

Ce parcours adolescent décrit dans la prélogie montre la radicalisation d'Anakin, le combat intérieur contre ses doutes et son obsession pour l'imposition de sa volonté, en particulier pour tenter d'échapper à la mort. Cette représentation de l'enfantement du Mal est à lire en regard de la représentation du Mal en action, mise en scène notamment dans la trilogie originale.

Fort de la compréhension de la trajectoire d'Anakin, il est possible de postuler que la séduction d'Anakin par le Côté Obscur tient peut-être finalement à une modalité esthétique d'expression du

pouvoir. Les Jedi agissent discrètement, là où les Sith et l'Empire dans son ensemble déploient une brutalité et un clinquant qui visent à imposer leur loi par la terreur. Terreur politique, mais aussi terreur esthétique, où tout brille, des casques de stormtroopers aux docks d'atterrissage des chasseurs TIE. L'ordre règne, la conformité au plan est totale, rien n'est laissé au hasard. L'incertitude ne peut trouver sa place au sein de l'Empire : tout est rangé, expurgé, droit et froid. Au milieu de milliers de stormtroopers blancs identiques, Vador, dans son armure noire, n'a pas d'égal. Il est immédiatement repérable, reconnu et reconnaissable entre tous. Pour quelqu'un qui a couru toute sa vie après la légitimation de son statut, cette certitude d'être unique, d'être seul en son genre, singleton parmi les ensembles aux composantes innombrables, doit représenter un accomplissement sans précédent. L'Empire, par sa plastique, offre à Vador un écrin pour faire plus qu'exister : tel un diamant noir, il peut enfin briller. Tragiquement.



Littérature jeunesse

Sur la piste des monstres de l'enfance

**Entretien avec Brigitte Van den Bossche,
des Ateliers du Texte et de l'Image**

Propos recueillis par Gaëlle Henrard



Située à Liège, l'asbl Les Ateliers du Texte et de l'Image (ATI) a pour mission la gestion, la conservation et la valorisation du Fonds Michel Defourny : un centre documentaire tout à fait exceptionnel en Fédération Wallonie-Bruxelles, composé de quelque 70 000 ouvrages et spécialisé en littérature jeunesse et graphique.

La revue *Aide-mémoire* est allée à la rencontre de Brigitte Van den Bossche pour gratter du côté sombre des histoires pour enfants, et voir ce qu'elles avaient à nous raconter de nos monstres et petits penchants destructeurs.

Comment se manifestent le « côté obscur », les parts d'ombre de l'existence, le « mal » pour réutiliser ce terme, dans la littérature jeunesse et graphique ? Comment sont traités ces sujets ? Ce traitement est-il manichéen ?

Historiquement, la figure du mal, de l'abject, de la monstruosité, on la retrouve dans les contes. Il y a tellement d'incarnation du mal, du maléfice, du mauvais dans les albums pour enfants que remonter aux contes est déjà une première étape.

On pense évidemment au *Petit Chaperon rouge*, conte de tradition orale dont les retranscriptions les plus connues sont celles de Charles Perrault en France, et des frères Grimm en Allemagne. On y retrouve le bien connu personnage du loup qui incarne la figure de l'abuseur et du tueur.

Cette figure de l'être masculin, mauvais, laid mais qui attire pourtant, notamment par sa richesse, est aussi présente dans



La Barbe bleue de Perrault, ainsi que dans *L'Oiseau d'Ourdi* des frères Grimm. Repoussant, il séduit néanmoins et ce type de récit, malgré une approche caricaturale, sert aussi une certaine ambivalence.

© Joanna Concejo

Avec *Le Conte du genévrier*, également recueilli par les frères Grimm dans *Contes de l'enfance et du foyer*, on touche là aussi au summum de la cruauté, mais cette fois avec une figure féminine, celle d'une marâtre dont on sait par ailleurs qu'elle incarne fréquemment la méchante dans les contes. Il y est question d'une femme qui s'installe avec sa fille chez son nouveau mari, lui-même père d'un garçon orphelin de mère. La belle-mère déteste son beau-fils et finit par le décapiter. Confuse par ce qu'elle vient de commettre, elle replace la tête du gamin sur son buste et l'assoie sur une chaise. Lorsque sa fille rentre à la maison et demande à son frère adoptif une pomme, celui-ci ne réagissant pas, elle le gifle et du même coup fait tomber sa tête au sol. La jeune fille se croit coupable de cette horreur. La mère fait donc porter à sa fille la culpabilité de ce crime atroce. Pour consoler cette dernière, elle cache le corps du garçon en le cuisinant en un délicieux mets qui sera servi au père rentré au soir. On est alors au tiers de l'histoire... En termes de cruauté et même de gore, on atteint là un sommet. On pourrait bien sûr également évoquer les contes du Petit Poucet ou d'Hansel et Gretel.

Il est sans doute opportun de rappeler également le conte de *Blanche-Neige* où la figure du mal est incarnée par la reine, belle-mère de la jeune fille. Mais dans l'imaginaire collectif et les versions qui sont couramment véhiculées, à

1. Interview Culture « "Adieu Blanche-Neige" : une relecture du conte » sur Arte, 20/12/21, www.arte.tv/fr, page consultée le 12/01/22.



© Joanna Concejo

commencer par celle de Walt Disney, le mal n'est incarné que dans le chef de la belle-mère, au travers des trois épreuves qu'elle impose à la jeune fille, la plus connue étant celle de la pomme empoisonnée. Or dans la version initiale, la cruauté n'est pas circonscrite au seul personnage de la reine. Récemment, ce conte a été réinterprété par l'auteure et illustratrice Beatrice Alemagna avec *Adieu Blanche-Neige* (La partie, 2021) en renversant le point de vue, faisant de la reine la narratrice de l'histoire quitte à ce que la cruauté prenne plus de place dans le livre. Beatrice Alemagna déclare d'ailleurs aimer « mettre du noir là où ça brille et de la lumière là où c'est trop sombre », et avoir l'impression que « que ce soit un enfant ou un adulte, un lecteur a toujours un peu envie de quelque chose d'un peu dégoûtant, un peu dérangentant¹ ».

Ce qui est d'autant plus intéressant dans cette version, c'est que la reine est invitée aux noces de Blanche-Neige et du prince, et qu'on l'y fait danser dans des mules de fer chauffés à blanc sur des charbons ardents, jusqu'à ce que mort s'ensuive. On la fait mourir de douleur, c'est une sorte de martyr. Or cet épisode fait partie de la version originale, mais a



été édulcoré par les versions populaires que l'on connaît et dans lesquelles cette cruauté dans le chef de Blanche-Neige et du prince a été passée sous silence². En ouverture de son livre, Beatrice Alemagna déclare : « Ici, pas de nains drôles ou amoureux, pas de baisers princiers, pas de fin édulcorée, mais une mort violente et impitoyable, infligée par Blanche-Neige à la reine, contrainte de brûler face aux invités de son mariage. Je me suis demandé quelle était finalement la vérité du conte, qui représentait, réellement, la victime ou le bourreau (...) »³.

Si le mal est donc incarné de manière assez caricaturale et manichéenne dans les contes, il n'est pas inutile de noter qu'un certain nombre de nuances sont passées aux oubliettes de la mémoire collective, souvent sous le couperet d'une morale plus lisse, plus binaire. Mais on voit cependant que certains contes sont aujourd'hui réadaptés, réinterprétés, avec un autre point de vue. Ces interprétations contemporaines ouvrent de nouvelles portes sur les significations de plusieurs contes. Ainsi, on peut revenir au *Petit Chaperon rouge*, qui a été réinterprété à différentes reprises, avec parfois une dimension séductrice entre le loup et le Petit Chaperon rouge. On assiste aussi à

des scènes de jeu ou de complicité entre les deux personnages. La version de l'illustratrice polonaise Joanna Concejo (éditions Notari), sur les textes originaux de Perrault et des frères Grimm, est, à cet égard notamment, très intéressante. Le Petit Chaperon rouge, qui n'est plus une si petite fille que ça, semble curieuse et séduite par le loup. Si celui-ci est gigantesque, la domine et l'amadou, les deux personnages jouent ensemble, s'amuse. Un lien, une complicité, se crée entre eux, ils se font des câlins. Pour autant, le loup réapparaît parfois comme menaçant. C'est l'illustration qui nous donne ces informations, puisque c'est toujours le texte original qui est utilisé. Ce vis-à-vis texte/image crée un effet intéressant et amène le questionnement des points de vue. On ne sait pas trancher de façon binaire sur le bien ou le mal dans cette version. C'est autre chose. On peut d'ailleurs parfois avoir de la peine pour le loup. Joanna Concejo a elle-même suggéré que l'enfant et le loup avaient peut-être été amoureux.

Citons encore au passage *La petite fille en rouge* (Gallimard, 2013) de Roberto Innocenti et d'Aaron Frisch, ou la version de la photographe française Sarah Moon qui propose en 1985 une lecture pour le moins dérangement du texte de Perrault.

Comment a évolué ce traitement des monstres ou des « méchants » dans la littérature jeunesse, indépendamment de l'univers du conte ?

Le livre, bien connu maintenant, *Max et les Maximonstres* de Maurice Sendak (fin des années 1960 pour la première édition française) est évidemment très intéressant. Ce petit garçon, Max, incarne un enfant nourri de pulsions agressives : il enfle un costume de loup, se promène avec un énorme marteau, pend son ourson, dit vouloir manger sa mère et multiplie les bêtises avant de s'en aller, par le pouvoir de son imagination, pour le pays des « wild things » et y faire une

2. Rappelons que dans la version de Disney, ce sont les nains qui pourchassent la reine qui finit par tomber dans un ravin.

3. Beatrice Alemagna, *Adieu Blanche-Neige*, éd La Partise, 2021.

fête « épouvantable ». L'idée de l'auteur était bien d'aller vers une monstruosité maximale. On est donc dans quelque chose d'assez radical mais qui permet de mettre en avant les pulsions inconscientes de tout un chacun, qu'elles soient de vie, de mort, de cruauté, de destruction, etc. Lorsque le livre est sorti en français dans les années 70, il a été difficilement accueilli, mais plus particulièrement en raison de l'impertinence de Max. Par ailleurs, Michel Defourny, créateur du fond conservé et valorisé par les ATI, est allé au Rwanda après le génocide de 1994 et y a lu cet album. Quelqu'un dans l'assemblée lui a fait remarquer que cette histoire de *Where the wild things are* (titre original), c'était la leur. Que cet enfant, emporté par ses pulsions, qui dit vouloir manger sa mère, c'est ce qu'ils se sont fait à eux, au Rwanda, pendant le génocide.

On peut aussi évoquer Tomi Ungerer, auteur d'origine alsacienne, qui a beaucoup produit durant les années 60 et 70, et que l'on connaît notamment pour *Les trois brigands* et *Le Géant de Zerelda*. Les trois brigands sont quand même trois voleurs qui sèment la terreur, qui sont armés d'une énorme hache, mais qui s'avèrent en fait être plutôt bon enfant lorsqu'ils rencontrent la petite Tiffany.

Qu'est-ce qui pose finalement difficulté dans ce type de publications destinées à la jeunesse ?

Pour *Max et les Maximonstres*, *Les trois brigands* ou *Annie du lac* de Kitty Crowther, il faut rappeler que les données sont tout à fait intégrées par les enfants eux-mêmes. Ils n'ont pas de difficultés particulières avec ces livres qui fonctionnent très bien, ce qui tient notamment, je pense, à l'articulation assez géniale entre le texte et l'image. Mais dans *Annie du lac*, présenter une héroïne dépressive qui souhaite se suicider, ce sont principalement les adultes que cela effraie ou choque. De même, dans *Le Géant de Zerelda*, la peur s'exprime plus dans le chef des parents que dans celui des enfants. Françoise Dolto avait d'ailleurs



© Joanna Concejo

émis un jugement sans appel à l'égard du travail de Tomi Ungerer disant qu'« il faut préserver les enfants de la cruauté », opinion peu partagée par le principal intéressé plutôt d'avis de « choquer, faire sauter à la dynamite les normes », disant encore qu'« il faut effrayer les enfants, [qu']ils ont leurs moments tragiques ». On sent bien que cette question de l'effroi en a tendu plus d'un (adulte), si l'on en croit encore ce commentaire de François Faucher, éditeur et fils du fondateur des éditions du Père Castor, au sujet du bien connu *Pierre l'Ébouriffé* ou *Crasse-Tignasse* de Heinrich Hoffmann, traduit en français

Avez-vous des pépites contemporaines qui permettent de remettre en perspective cette question de l'effroi, de la cruauté ou de la monstruosité dans la littérature jeunesse aujourd'hui ?

J'ai évoqué le tout récent *Adieu Blanche-Neige* de Beatrice Alemagna. Il y a également Nikolaus Heidelbach avec *Que font les petits garçons aujourd'hui ?* et *Que font les petites filles aujourd'hui ?* (Les Grandes Personnes, 2014), qui nous offrent un catalogue d'enfants cruels, bizarres, présentés dans des univers souvent glauques, et qui donnent un résultat assez jubilatoire (suivant le point de vue que l'on adopte, évidemment). Et puis, je ne peux pas ne pas nommer, même si plus ancien, *Les enfants fichus*, d'Edward Gorey, d'abord aux États-Unis où il remporte un succès populaire phénoménal. On y découvre une galerie d'enfants à la vie foutue, dans des situations d'un cynisme glaçant. À mes yeux, ça reste une pépite... contemporaine, oui.



par Cavanna : « Quel cheminement ces images feront-elles au cours des ans ? Ne vont-elles pas inspirer des actes ? Comment réagira l'enfant après avoir eu entre ses mains ce code du petit bourreau ? (...) Je n'oserai donc pas assumer la responsabilité de produire des ouvrages de ce style destinés aux tout jeunes⁴. »





© Sylvain Lauwers

« Antivax », le dernier repoussoir à la mode

Les médias incitent-ils au complotisme ?

Par **Jenifer Devresse**

« Antivax » ou « fasciste », même combat. Dès que le mot est lâché, il interrompt la pensée, fait reculer l'interlocuteur d'un pas. Le débat s'arrête sans autre procès. Et soudainement, tout ce que dit ou touche la personne ciblée est devenu sale, menaçant, infréquentable. En quelques mois, la figure de l'antivax est devenue l'ultime repoussoir du discours politico-médiatique dominant. Avec des effets à double tranchant.

© Sylvain Lauwers



Parcourant distraitement les caractères gras étalés en Une de la RTBF web le 30 août dernier, je manque de tomber de ma chaise en découvrant que « Eric Clapton sort un titre aux accents antivax ». À la lecture de l'article, j'en apprendis peu sur la dernière sortie du *guitar hero*, *This Has Gotta Stop*, excepté le fait que l'artiste refuse de se produire dans les salles exigeant un pass vaccinal, qu'il juge discriminant. Jusque là, je ne comprends pas bien en quoi cette posture serait nécessairement « antivax ». L'article ne développe d'ailleurs pas d'argumentation à ce sujet, mais tend en revanche le micro

au guitariste Brian May, qui dressé en figure d'autorité contre Clapton « soutient la science et le vaccin » et estime pour sa part que les vaccins « ont été très sûrs ». L'ex-Queen en déduit que les « antivax » sont des « barjots » convaincus que « les vaccins sont un complot pour vous tuer ». Là, je me dis que le grand Clapton a effectivement dû perdre les pédales.

Ailleurs dans la presse web, *Le Figaro* du même jour blâme un clip « pas finaud », comparable à la *Corona song* de Renaud « aussi consternante qu'embarrassante ». La chanson dénoncerait « les effets qu'a eus le vaccin sur le septuagénaire », qui aurait « franchi la ligne blanche » et serait parti depuis lors en « croisade antivax ». Décidé à porter le coup de grâce au dieu désormais déchu du blues, *Le Figaro* ne se prive pas de rappeler son passé de picole, d'héroïne et de cocaïne, ou encore qu'il



© Sylvain Lauwers

aime tuer des animaux pour son plaisir. Ses fans l'auraient largement abandonné.

Mais qu'est-ce qu'elle peut donc bien raconter, cette foutue chanson ? Curieuse, j'ai ressassé en tous sens les paroles et le clip supposés sulfureux de *This Has Gotta Stop*. J'y ai trouvé quelques réquisitoires : contre les privations de liberté ; lois bafouées par le gouvernement ; les masses derrière leurs écrans hypnotisées par les discours politiques et médiatiques. Mais rien, foutre rien sur le vaccin. Ni aucune allusion à un quelconque complot. Je fouine ailleurs. D'autres articles, parus quelques mois plus tôt. J'apprends qu'ironiquement, l'antivax est vacciné. Qu'il a malheureusement souffert de neuropathie périphérique suite à ce vaccin, et craint de ne plus pouvoir jouer de guitare. Qu'il a eu la mauvaise idée de le faire savoir, et de critiquer la « propagande » vantant l'innocuité du produit.

© Sylvain Lauwers



D'une simple dénonciation des effets secondaires qu'il aurait subis, voilà la star du rock dégradée, conspuée comme un vulgaire antivax, complotiste, sénile, débile et même cruel. Sa musique en serait devenue intouchable. Cet épisode tragi-comique n'est pas anecdotique. Au contraire, il me semble tout à fait emblématique de la construction d'une nouvelle figure « repoussoir » (ou plutôt d'une ancienne remise au goût du jour) dans les discours médiatiques et politiques dominants : l'« antivax », nouvel ennemi à abattre.

L'ennemi n°1 dans la guerre contre le virus

Dans la « guerre » menée contre le virus depuis deux ans, plusieurs ennemis ont successivement hanté les discours politiques et médiatiques : les anti-masques ; les jeunes qui ne respectaient pas le confinement ; les enfants supercontamineurs... Depuis que la stratégie anti-Covid s'est concentrée quasi exclusivement sur le vaccin et que le débat s'est cristallisé autour de cette question (réduite à « pour ou contre », négligeant le comment, lequel, pour qui, à quelle fréquence, quelles conditions...), on a logiquement pointé les personnes non vaccinées, bientôt devenues « antivax », comme le nouvel ennemi à abattre dans la lutte contre la pandémie – dont il serait aujourd'hui le principal responsable.

Au départ, les « antivax » ne désignaient qu'une frange marginale de la population

non vaccinée. La plus radicale, la plus irrationnelle, irréductible et volontiers complotiste. À côté de cette frange, on comptait des hésitants, des prudents, des critiques, des nuancés, des procrastinateurs, des guéris, des semi-vaccinés, des exemptés pour raison médicale... Mais petit à petit, cette diversité a disparu des discours mainstream pour faire place à un monde binaire, manichéen, qui ne comporterait plus que deux catégories homogènes : les antivax et les autres, les vaccinés – qu'on ne désigne d'ailleurs pas comme « provax », étant simplement considérés comme des citoyens « normaux ». Singulièrement, la presse évoque régulièrement le « mouvement antivax », comme si celui-ci constituait un groupe relativement uniforme et organisé, gommant ainsi la grande diversité des situations, des opinions et des engagements.

Ainsi par réduction progressive, les traits très radicaux prêtés à cette frange marginale ont-ils fini par être attribués à toute personne non (complètement) vaccinée, peu importe la raison. L'effet repoussoir s'est aisément installé par référence au complotisme historique, dont la vilaine réputation n'est plus à faire, et aux mouvements anti-vaccins historiques, notamment responsables de la résurgence de la rougeole – négligeant le fait qu'une position critique ou hésitante par rapport au vaccin anti-Covid n'est pas nécessairement associée à une position anti-tous-vaccins, loin s'en faut.

L'antivax est un sale type

Qui sont-ils, ces « antivax » ? On peut en lire des portraits-robots assez précis dans toutes sortes de presse, avec une consternante univocité : peu instruits, désinformés ou pas informés et issus de classes modestes, ils sont souvent proches de l'extrême droite (parfois de l'extrême gauche) ou éloignés de la politique, et immanquablement des complotistes de la pire espèce, fervents convaincus du *Great Reset*. Les reptiliens et les platéistes ne sont jamais bien loin. Il arrive d'ailleurs que le terme antivax soit remplacé par celui d'« anti-Covid », suggérant que les opposants aux mesures sanitaires nient jusqu'à l'existence du virus. En gros, les antivax seraient des bas-du-front bouffeurs de *fake news*, des égoïstes inciviques, des anti-science, des fous dangereux dénués de toute rationalité, souvent disposés à la violence. Et lorsque (rarement) on leur tend le micro, on prend toujours soin de sélectionner les énerguènes les plus « représentatifs » de leur catégorie – du moins dans le chef du journaliste. Car l'objectif est bien de les démasquer, ce qu'on devine aisément dans la plupart des titres : « Antivax : qui sont-ils ? » ; « Qui sont les manifestants anti-Covid ? » ; « Quel est le profil type des antivax ? » ; « Les arguments des antivax passés au crible » ; « 10 infox anti-vaccins » ; etc.

De fait, à partir du moment où le non vacciné est perçu comme l'obstacle principal à la victoire contre le virus, et donc comme un danger, il s'agit de le





© Sylvain Lauwers

dénoncer et le discréditer par tous les moyens¹ mais aussi de le traquer et de débusquer dans son discours tout ce qui pourrait le trahir. Par extension, dans un contexte politique du tout-au-vaccin et dans un monde radicalement scindé en deux, toute position critique par rapport aux mesures gouvernementales en général devient suspecte et susceptible d'être taxée d'« antivax » et

de « complotiste ». On a vu par exemple Sudpresse titrer « Un rassemblement d'antivax » (9/10/2021) à propos d'une manifestation à Liège qui se dressait en réalité contre le pass sanitaire, alors même que les organisateurs s'affichaient en faveur du vaccin². Cependant, l'usage de tels repoussoirs permet de valoriser du même coup l'autre camp, celui des bons citoyens (vaccinés, peu importent les raisons), définis *a contrario* comme altruistes voire héroïques, rationnels, « pro-science » et donc promesses gouvernementales.

On ne discute pas avec un antivax

De la même façon qu'on ne parle pas avec un fasciste, on ne discute pas avec un antivax complotiste. C'est toute la commodité du repoussoir : il permet d'évincer la critique et d'éluder le débat, en se passant d'arguments, par simple renvoi à un imaginaire particulièrement disqualifiant (les mouvements anti-vaccins et complotistes historiques). Dès qu'un interlocuteur est taxé d'« antivax », à bon ou (souvent) à mauvais escient, on part du principe que toute discussion est inutile (puisque'il est nécessairement irrationnel), et que ses arguments (nécessairement complotistes) sont déjà connus, c'est pourquoi on lui coupe volontiers toute parole, jusqu'à la censure. Sans doute aussi cet évitement de la discussion est-il lié à une peur : celle de se retrouver à court d'arguments face à un discours ou une position perçus comme hautement dangereux. Comme si laisser causer l'ennemi, c'était risquer de concéder du terrain au virus.

Si j'osais, j'avancerais volontiers qu'on assiste à une sorte de nouveau cordon

1. Voir par exemple le reportage exemplaire « Antivax : les marchands de doute », Arte, 2021.

2. Sur réclamation des organisateurs de la manifestation (le collectif Même pas peur), le titre a été rectifié par la suite sur le site Sudinfo.

sanitaire autour de la figure de l'antivax. Les journalistes se sont ainsi rapidement arrogés le droit de discriminer les bons des mauvais scientifiques, sur des questions qui ne font pas nécessairement consensus au sein de la communauté. Les exemples de censure sont légion, jusque sur les réseaux sociaux, mais je ne peux m'empêcher de citer un modèle du genre : l'émission de service public *QR – le débat*. Le 1^{er} décembre 2021, Sacha Daout nous propose, sur le thème du vaccin (pour/contre), un débat... pour une fois sans débat. Les experts sur le plateau sont tous des « provax » convaincus de la première heure, face à une poignée de quidams par écrans interposés, armés de questions naïves et attendues³, face auxquels il s'agit simplement de faire preuve de « pédagogie », assume le journaliste sans sourcilier. Clairement, on ne discute pas avec *ces gens-là*.

En niant jusqu'à l'existence même d'un débat, l'usage intensif et généralisé du repoussoir finit par laisser croire qu'il n'existe aucune critique rationnelle possible du discours officiel (à savoir que le virus est extrêmement mortel et dangereux, que la vaccination massive est absolument sûre et efficace, et est l'unique option de sortie de crise) et plus généralement de la politique anti-Covid telle qu'elle est menée actuellement. Rien n'est moins vrai pourtant, et l'on peut sans effort citer quantité de scientifiques dont les CV n'ont rien à envier à ceux de nos experts médiatiques, campant des positions extrêmement critiques et néanmoins solides, très loin des théories du complot.

Le réel est-il complotiste ?

Comme pour le fasciste, tout ce que dit ou touche l'antivax est suspect et dangereux, frappé de tabou (on trouve ainsi des discours « aux relents antivax » ou « proches des arguments des antivax »). Il pourrait dire que l'eau mouille, qu'on s'échinerait à démontrer que c'est faux à grands coups de *fact-checking*, de peur de lui accorder quelque crédit. Les médias déploient ainsi une énergie phénoménale à faire taire tout ce qui pourrait « faire le

jeu » des antivax, quitte à tordre un peu le réel. Et c'est là que le bât blesse.

Car parfois, un étiqueté « antivax » peut avancer des données ou des arguments tout à fait sensés. Parfois aussi, il arrive que le réel vienne brutalement contrarier ou nuancer le discours officiel : lorsque la protection vaccinale diminue plus rapidement qu'espéré, que des effets secondaires apparaissent, ou encore que la dangerosité moindre d'un variant soit susceptible de remettre en question une politique exclusivement centrée sur la vaccination massive. Ainsi certains arguments considérés jusqu'il y a peu comme « antivax » deviennent aujourd'hui communément admis. Or dans ces cas, l'obstination des médias à minimiser tous les éléments susceptibles de donner du grain à moudre aux antivax, jusqu'à nier certaines évidences ou taire opiniâtrement certains chiffres, peut finir par faire douter jusqu'au « provax » le plus convaincu.

Un repoussoir, ça repousse.

À force de crier au loup dès que plane l'ombre d'un bémol au bien-fondé de la stratégie politique anti-Covid actuelle, à force de ranger abusivement toute expression d'une réserve ou d'une nuance sous la bannière d'un « complotisme antivax » crétin, les principaux médias s'interdisent de fait d'intégrer une saine critique et un nécessaire débat à leur discours, qui en rendrait la complexité. Ce faisant, ils repoussent quantité de consommateurs d'info hors de leurs colonnes. Et pas seulement les antivax radicaux (les vrais). Ni même seulement les quelque 10 ou 15 % d'adultes non vaccinés. Car il ne faudrait pas confondre le fait d'être vacciné avec une quelconque posture d'adhésion sans retenue à la politique anti-Covid⁴.

Non. Ceux qu'ils repoussent, ce sont tous ceux qui adoptent une posture de doute ou de critique par rapport à la stratégie sanitaire gouvernementale, mais qui ne peuvent pour autant se reconnaître dans la caricature diabolisée du complotiste antivax primaire, aussi décérébré que

3. On aurait aussi bien pu imaginer l'inverse, dans une mise en scène campant des citoyens « provax » peu informés face à des experts plus critiques, par exemple.

4. Ceci reviendrait notamment à négliger les motivations réelles de la vaccination, y compris à contrecoeur, pour pouvoir exercer son métier ou retrouver un semblant de liberté sociale.



désinformé⁵. Ceux qu'ils repoussent, ce sont même des classés « bons citoyens » simplement en quête d'informations équilibrées, contradictoires, ou de réponses à des questions moins niaises. Ou ceux interpellés par les accents propagandistes d'une presse qui ne semble guère jouer son rôle de contre-pouvoir⁶. Gageons que cela fait tout de même beaucoup de monde.

Médias alternatifs : le Salon des refusés

Bannie hors de l'espace médiatique *mainstream*, la pensée critique doit bien trouver à se réfugier quelque part. Où atterrissent-ils donc, les déçus et les rejetés de l'info ? Sur les deux dernières années, divers sondages ont révélé une défiance grandissante, massive, à l'égard de nos médias traditionnels. Et parallèlement, une fréquentation accrue de sources d'information alternatives⁷. Excepté quelques prudents équilibristes, le fait est que nombre de personnalités hier respectées se sont trouvées soudainement chassées des espaces médiatiques dominants pour leurs positions discordantes, ne trouvant plus à s'exprimer que dans des médias alternatifs. L'interview par *Kairos* (11/2021) de Bernard Rentier, virologue et ancien recteur de l'Université de Liège, est à cet égard parlante :

« Les dernières fois où je suis allé à la RTBF, ça s'est plutôt mal passé, on m'a régulièrement coupé la parole. [...] Certains journalistes me soutiennent à fond comme Luc Widant du *Journal du Médecin* mais aussi de *Biotempo*, considéré comme un organe de presse dite "alternative", étiquette qui nous colle à la peau et tend à nous décrédibiliser. Donc l'interview que je vous donne me décrédibilisera encore un peu plus, mais certainement pas aux yeux de tout le monde ! »

En quête de contradiction ou de complexité, nombre de consommateurs d'info sont tentés de fureter ailleurs, et se retrouvent depuis peu à nager dans l'univers des médias alternatifs

sur le net, sans balise ni bouée. Car dans ce monde on trouve de tout. À boire et à manger. *France Soir* y côtoie *CovidRationnel*, à un clic près. Et au sein d'un même média, la qualité des informations n'est pas toujours égale. J'ai par exemple surpris, à plusieurs reprises, des personnes intellectuellement au-dessus de tout soupçon me citer des infos que j'ai ensuite retracées, en réalité issues de TVL⁸ ou équivalents. « Sais-tu ce qu'est *TV Libertés* ? » – « Oh merde ! Tu fais bien de me le dire ! »

Ainsi en bannissant la critique rationnelle de leur espace, les grands médias pourraient bien favoriser in fine le complotisme et les fake news qu'ils prétendent dénoncer avec tant d'ardeur, en jetant leurs clients en pâture au tout et n'importe quoi. D'autant plus que leur acharnement à faire taire les voix discordantes, en bonne entente avec la communication politique du moment, pourrait finir par faire croire qu'il y a effectivement quelque chose à cacher, et qu'il faut mobiliser des moyens considérables pour y parvenir.

La division croissante de l'espace médiatique redouble et verrouille une division sociale déjà bien installée, favorisant la dissonance cognitive dans les deux camps, qui auront fini par exister pour de bon. Chacun dans sa bulle d'informations, on ne risque plus guère de se confronter à la remise en question. Et le *fact-checking* à gogo ne risque pas d'arranger l'affaire. Car l'usage du repoussoir favorise en définitive la radicalisation des positions : la caricature et l'homogénéisation de la critique sous la bannière « antivax complotiste » ont paradoxalement créé un effet de communauté d'appartenance, entre gens aux positions très hétérogènes, qui n'ont en commun que d'être rejetés de l'espace public légitime. Certains finissent même par endosser et s'approprier les stigmates dont ils ont été marqués, signant leurs commentaires d'un ironique « les complotiss » ou « les égoïstes », à la façon des « *Niggers* » des States.

5. Un tour rapide sur les réseaux sociaux suffit d'ailleurs à convaincre que l'irrationalité et la désinformation ne sont pas toujours du côté que l'on croit. Et contrairement au portrait qui en est fait, nombre de personnes étiquetées « antivax » se montrent extrêmement informés, comparant de nombreux médias et se référant volontiers aux sources scientifiques de première main.

6. Lorsque le discours du « quatrième pouvoir » résonne trop à l'unisson avec celui du pouvoir en place, cela en fait grincer des dents plus d'un.

7. Des médias indépendants ; des plateformes et relais d'informations associatifs ; des blogs/pages de personnalité... Voir Simon Tilquin, *La perception des médias traditionnels en période d'infodémie : Analyse des discours de défiance contre les médias dits traditionnels*. UCL, 2021.

8. Web TV française de « réinformation » lancée par un ancien cadre du Front National, actuellement dirigée par un ex-ponté du Bloc identitaire.

Devenez membre

des Territoires de la Mémoire asbl

Les Territoires de la Mémoire sont un centre d'éducation à la résistance et à la citoyenneté.

Pour effectuer un travail de Mémoire auprès des enfants, des jeunes et des adultes, l'association développe diverses initiatives pour transmettre le passé et encourager l'implication de tous dans la construction d'une société démocratique garante des libertés fondamentales. Devenir membre, c'est soutenir ses missions.

Vos avantages en tant que membre

L'entrée gratuite à l'exposition permanente



Bénéficiez du tarif réduit de La Cité Miroir



L'accès libre à la bibliothèque



L'abonnement à la revue Aide-mémoire



Une réduction de 10% sur nos productions



L'inscription à la lettre d'information



Le journal de La Cité Miroir



Plusieurs possibilités de paiement :

Via notre site web
www.territoires-memoire.be/membre

Par virement sur le compte
BE14 0682 4315 5583,
en indiquant **Membre** et vos coordonnées en communication.

À l'accueil de La Cité Miroir
place Xavier-Neujean 22 à 4000 Liège

10 € par an,
5 € pour les moins de 26 ans
carte valable du 1^{er} janvier au 31 décembre.

TERRITOIRES
MÉMOIRE
ASBL

CENTRE D'ÉDUCATION
À LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ

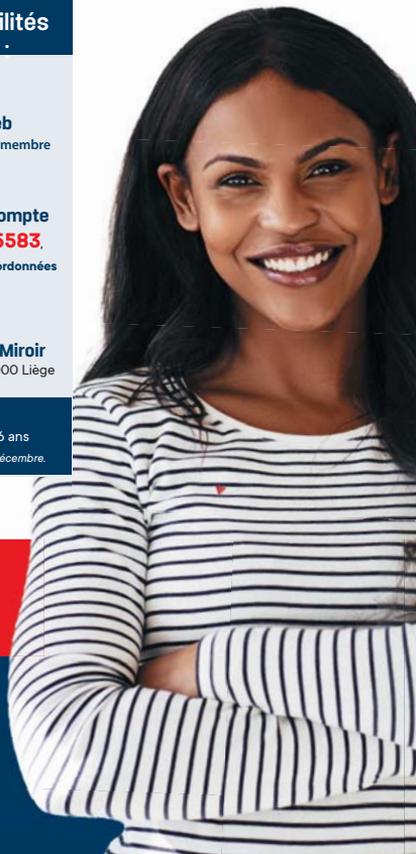


Stéphanie Reynders,
coordinatrice Gestion des Ressources financières

04 232 70 06 - grf@territoires-memoire.be

www.territoires-memoire.be

À vous d'écrire l'histoire !



La mémoire des assassins contre les assassins de la mémoire

Cancel culture et peur du remplacement

Par Thomas Franck

« Tout vainqueur des temps passés a sa place dans le cortège triomphal qui, guidé par les dominateurs du jour, foule aux pieds ceux qui gisent sur le sol. Comme cela a toujours été le cas, ce cortège charrie le butin. On appelle celui-ci "patrimoine culturel". [...] Et pas plus que du témoignage lui-même, la barbarie n'est absente du processus qui l'a transmis de l'un à l'autre »¹.

Bien souvent conçu comme exempt de tensions internes, de contradictions sociales ou idéologiques, tout discours historiographique est le fruit de la conjoncture dans laquelle il émerge, de ses rapports de force et d'une tradition instituée de l'Histoire marquée par l'imaginaire d'une période antérieure². En ce sens, il est tout à fait cohérent qu'il produise, par son historicité même, des contre-discours mettant en lumière ses propres points d'ombre, ses partis pris épistémologiques, voire idéologiques, et son impensé collectif³. La mise au jour, dans ces contre-discours, de l'asymétrie de condition dans les processus historiques est souvent considérée comme un révisionnisme historique et culturel ou, pour reprendre les termes d'un courant idéologique davantage ancré dans une pensée dominante qu'il y laisse paraître,

comme une forme de « *cancel culture* ». La posture victimaire de ce courant « anti-cancel », posture par ailleurs récurrente lorsqu'un groupe dominant se sent menacé, est fondée sur le postulat très classique d'une conservation patrimoniale figée, en réaction à de prétendues stratégies d'effacement. La peur d'un remplacement culturel relève bien plus souvent d'un fantasme

et d'une construction de ses propres détracteurs – défenseurs d'une conception paradoxalement anhistorique et non axiologique du discours historique – que d'une intention avérée de groupes sociaux dominés, réclamant visibilité et reconnaissance

publiques. Les cas des histoires matrimoniales, sociales et décoloniales sont révélateurs, en ce qu'ils font constamment l'objet de suspicion, se

... la nécessité de réécrire l'Histoire, non en la gommant, mais en repensant ses points d'ombre, ses partis pris axiologiques, au nom d'une exigence de vérité...

1. Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », in *Les Temps Modernes*, n°25, octobre 1947, p. 627-628.

2. Cette contribution, dont la version longue a été publiée dans le quotidien *AOC*, est, entre autres choses, la conséquence de riches débats, d'échanges, très rarement de polémiques ayant émergé à l'occasion de visites de l'exposition *Matrimoine. Quand des femmes occupent l'espace public* organisée à La Cité Miroir, de septembre à octobre 2021.

3. Les travaux des *Révoltes logiques*, revue fondée entre autres par Jacques Rancière et Geneviève Fraisse en 1975, sont en ce sens pionniers.

voyant ôter leurs dimensions critique et universaliste fondamentales.

On ne nie pas l'existence d'un discours dogmatique réclamant, sans grande cohérence historique, l'effacement de productions et de traces portant la marque d'une domination. Ces productions et ces traces sont précisément fondamentales, en ce qu'elles sont la clef d'une compréhension et d'une mémoire des rapports de subalternité, mais elles ne peuvent préserver l'évidence de leur place dans un espace public oppositionnel, parcouru de tensions relatives à ce qui est visible et valorisé. Ce sont justement ces visibilités honteuses dans l'espace public qui produisent, par réaction, des velléités militantes radicales. De nombreux discours critiques de dénonciation se fondent au contraire sur la nécessité d'une conservation contextuelle des dominations passées et présentes, ce qu'Éric Fassin appelle « la mémoire des assassins⁴ ». Comme celui-ci le relève dans son article « La culture de l'annulation dans les médias », il est impératif de sortir de la logique dualiste qui oppose, de façon stérile et dogmatique, partisans et détracteurs de l'annulation historico-culturelle, tout en pointant le contexte néo-fasciste à l'origine de l'amalgame entre luttes contre la domination et velléités de *cancel culture*. Et Fassin d'insister sur la nécessité de réécrire l'Histoire, non en la gommant, mais en repensant ses points d'ombre, ses partis pris axiologiques, au nom d'une exigence de vérité : « réécrire l'histoire est la condition nécessaire pour restaurer ou même instaurer la mémoire des assassins. C'est très exactement l'inverse des « assassins de la mémoire », qui enfouissent les faits : la contestation de la mémoire d'État vise à les exhumer. Les révisions de l'histoire, qu'il s'agisse de Vichy ou du colonialisme, procèdent ainsi d'une exigence de vérité ; le révisionnisme, entreprise de falsification, en est la négation⁵. »

Le matrimoine comme perspective critique de l'Histoire

Ainsi, la revalorisation d'une perspective matrimoniale – aux côtés des perspectives décoloniales, testimoniales et d'histoire sociale –, entendue selon l'acception historique longue du terme *matrimoine*, vise à adopter une perspective critique sur le discours historiographique et sur les formes subtiles de domination masculine qui peuvent être à l'œuvre dans le processus historique. Ce signifiant véhicule et illustre en lui-même toute la charge d'un fonctionnement patriarcal du XII^e siècle au XIX^e siècle, suivant des modalités bien entendu variables selon les époques. En effet, apparaissant au XII^e siècle, soit en même temps qu'un retour du système de la dot (considérant l'épouse comme un fardeau économique non rentable⁶), le signifiant *matrimoine* se voit progressivement intégré, dans sa sémantique, au registre du mariage, donc de l'épouse, puis effacé vers le XVII^e siècle par une Académie française qui le juge burlesque. Ce processus de relégation, puis d'effacement, est corrélé, dans le discours et dans les faits, à une inféodation du matrimoine au patrimoine des pères et des maris. C'est à cette époque qu'un autre nom, celui d'*autrice*, est délaissé en raison du statut de plus en plus important conféré aux *auteurs*, associés à une Cour ou à un académisme strictement masculins et cléricaux.

Le réinvestissement critique du concept de *matrimoine* au XXI^e siècle ne postule nullement que l'Histoire fut écrite par les hommes et pour les hommes, mais que des logiques subtiles de domination (parfois inconscientes) ont participé à reléguer certains groupes considérés comme subalternes, dont les femmes, en marge de la sphère publique et politique. Cette relégation s'est opérée sur base d'une opposition entre la rationalisation de la sphère publique (lieu des décisions politiques et économiques rationalisées), et l'irrationalisation de la sphère privée et sentimentale. Cette rationalisation de la sphère économique s'est accentuée

4. Éric Fassin, « La culture de l'annulation dans les médias », in *Mediapart*, le 11 novembre 2021.

5. *Ibid.*

6. La dot est en effet octroyée par la famille de l'épouse à destination de celle de l'époux, sous la forme d'une valeur d'échange inversée. Ne pouvant en effet produire de réelle valeur marchande en raison de sa progressive relégation dans la sphère domestique, l'épouse devient un coût économique qu'il est nécessaire de compenser par une valeur d'échange (ce système perdure dans les sociétés occidentales jusqu'au XIX^e siècle au moins).

Mettre en lumière le caractère subi d'une domination effective rend possible une déconstruction et une auscultation de la logique même de cette domination

au XIX^e siècle, à travers la croissance du capitalisme industriel, qui a couplé l'exploitation de la force de travail ouvrière (avec confiscation de la sur-valeur induite par ce travail) à une exploitation de la force de travail ménagère (privée non

seulement de la sur-valeur, mais aussi de tout salaire). Cette corrélation entre l'exploitation dans la sphère économique et l'exploitation dans la sphère domestique illustre la manière dont s'est pensé un modèle économique fondé sur un principe de domination intégrale de classe et de genre. L'essentialisation produite à l'endroit du genre féminin, réduit à un stéréotype biologique et irrationnel, a donné naissance à une condition historique ontologisée (dénoncée entre autres par Simone de Beauvoir puis Geneviève Fraisse⁷), à savoir celle d'épouse, de mère, de dévote ou de sainte. La femme, jusque dans les formes d'organisation sociale récentes, ne serait qu'un être relationnel, sans transcendance propre, lié au père, au mari, à Dieu ou à son enfant, dépourvu de projet, de rationalité et d'autonomie morale ou juridique.

Comme en réponse à ce stéréotype, prégnant jusqu'aux XIX^e et XX^e siècles dans le fonctionnement social et familial bourgeois, une autre figure de marginalité s'est développée à partir du XV^e siècle, celle de la *sorcière*. Considérée comme déviante, marginale et incontrôlable, la sorcière serait l'antithèse de la femme soumise et dévouée au père ou au mari – malgré la reconduction du principe d'irrationalité. Les chasses aux

sorcières qui naissent alors au tournant des XV^e et XVI^e siècles sont une réaction à l'émancipation de certaines femmes de la tutelle patriarcale. Cette stigmatisation, considérée par Silvia Federici comme un féminicide de masse⁸, est le fruit d'un processus social et économique complexe. En effet, la progressive enclosure des terres appartenant jadis à l'Église, ou fonctionnant comme biens communaux dans le système féodal, crée une relégation de paysans pauvres en marge des terres. Cette privatisation, couplée à l'abandon de certaines formes d'assistance publique comme l'aide aux veuves, jette une série de femmes dans la pauvreté. Leurs réactions, souvent hostiles aux nouveaux grands propriétaires qu'elles admonestent, ainsi que les pratiques de survie (notamment de soin) qu'elles mettent en œuvre, entraînent leur répression sous forme de bûchers.

Interroger les impensés de l'historiographie

Les divers modes d'organisation sociale et politique ont contraint à leur manière le corps des femmes (aux côtés d'autres groupes subalternes), qu'il s'agisse d'un enfermement réel sous le christianisme des cloîtres, d'une exploitation domestique non rémunérée dans le fonctionnement industriel bourgeois, ou d'une relégation condescendante en marge de la sphère publique dans les démocraties occidentales du début du XX^e siècle. L'idée de matrimoine, comprise dans sa perspective critique, vise dès lors à interroger l'impensé du discours historiographique, et à opérer un décalage réflexif par rapport à des

7. Simone de Beauvoir, *Le Deuxième sexe*, Paris, Gallimard, 1949 et Geneviève Fraisse, *Les Femmes et leur histoire*, Paris, Gallimard, 1998.

8. Silvia Federici, *Une guerre mondiale contre les femmes. Des chasses aux sorcières aux féminicides*, Paris, La Fabrique, 2021.

formes implicites de domination, et donc d'invisibilisation, au cours du temps. Elle ne se limite toutefois pas à la seule question de la visibilité et de la représentativité des femmes dans l'espace public et dans les discours, mais elle s'étend à tout phénomène de confiscation de parole et de stéréotypie sociale qu'un groupe dominant fait subir à un groupe dominé. C'est pour cette raison que les concepts d'individu *sexisé*, *classisé* ou *racisé*, entendus non comme une nouvelle redéfinition stéréotypée de caractéristiques identitaires, mais comme une insistance sur la dimension historique, sociale et culturelle de ces constructions identitaires, doivent être interrogés. Ces qualificatifs mettent particulièrement en lumière le caractère subi et dominant du regard social posé par un groupe qui confisque à ses sujets le droit d'une affirmation libre et autonome. Mettre en lumière le caractère subi d'une domination effective rend possible une déconstruction et une auscultation de la logique même de cette domination, moment consécutif à la prise de conscience d'une inégalité de fait, qui n'est pas nécessairement vécue comme telle par tout individu dominé. Or cette inconscience est précisément le fruit d'un discours anhistorique et idéologique qui tend à présenter les processus identitaires hors de leurs déterminations sociohistoriques, discours dont le fantasme d'une « *cancel culture* » se porte garant au nom d'une immuabilité, sinon de fait, de croyance.

La politisation et le contrôle constant des corps dans les répressions sociales, coloniales et sexuelles, toujours à l'œuvre dans certaines formes contemporaines

d'industrie culturelle et de conservatisme politique, tout comme leur intégration à des formes de rentabilité et d'exploitation économiques, servent des intérêts autres que l'autodéfinition émancipée des sujets (selon une logique d'hétéronomie politique). Parvenir à comprendre les mécanismes qui contraignent ces corps dans leur identité constitue donc le cœur d'une démarche empirique et critique devant nécessairement sous-tendre toute recherche (historiographique, sociologique ou culturelle) attentive. C'est précisément le geste d'une autrice comme Monique Wittig, qui souhaite sortir des assignations stéréotypées à une identité figée selon des catégories instituées, que celles-ci portent le nom de « sexe », de « genre » ou de « race »⁹. Loin de prétendre à un quelconque « remplacement », fantasme constant de l'identitarisme immuable, la perspective critique d'une histoire subalterne – Wittig parle de « cheval de Troie » contre l'idéologie dominante – entend au contraire ouvrir les horizons vers des angles morts des impensés collectifs. Il s'agit là, selon les termes de Walter Benjamin, de « broser l'histoire à rebrousse-poil¹⁰ ». Le projet d'une théorie critique de la narration historique consiste dès lors dans le fait d'induire une rupture, un choc, dans le processus historique en tant qu'il est perçu, communément et naïvement, de manière causale, mécaniste et linéaire. L'éveil propre à une philosophie critique de l'historiographie se produit par une conscience de la rupture de la temporalité, qui rend dès lors possible l'expression libérée des temporalités et des visions du monde instituées.

9. Monique Wittig, *La Pensée Straight*, Paris, Éditions Amsterdam, 2018.

10. Walter Benjamin, *op. cit.*, p. 628.

Omissions et *Cancel culture* avant la lettre

Le « rapport secret » de Nikita Khrouchtchev au XX^e congrès du PCUS en 1956

Par Jean-Louis Rouhart

Si l'on se réfère à la définition du concept *cancel culture* proposée par l'encyclopédie *Wikipedia*, cette pratique, aussi appelée en français culture de l'effacement ou culture de l'annulation, consisterait à « dénoncer publiquement, en vue de leur ostracisation, des individus, groupes ou institutions responsables d'actes, de comportements ou de propos perçus comme inadmissibles¹ ». Le rapport secret de Nikita Khrouchtchev², Premier secrétaire du Praesidium du Comité central du Parti communiste, qui fut présenté en février 1956 au Kremlin, devant les délégués du XX^e congrès du PCUS (Parti communiste de l'Union soviétique), pourrait constituer un exemple de *cancel culture* avant la lettre, la personne dénoncée publiquement à des fins de bannissement étant en l'occurrence Joseph Staline, le prédécesseur de Nikita Khrouchtchev.

À ce réquisitoire dirigé contre Staline, dans le but de briser le mythe du « général continuateur de Lénine » et celui du « chef de guerre », vient s'ajouter la volonté de Nikita Khrouchtchev de masquer, dans les faits et dans les textes, une partie importante des crimes commis durant une certaine période par Staline. On ne peut pas parler dans ce cas de *cancel culture*, mais de volonté d'omission, de cacher dans le rapport

certaines pans importants de la vérité, afin de se forger une image positive et de ne pas déstabiliser d'autres hauts dirigeants du parti, impliqués dans des massacres qu'ils avaient eux-mêmes perpétrés³.

Concernant le premier aspect – la manifestation de *cancel culture* –, on sait que Khrouchtchev dénonça dans son rapport le « culte de la personnalité de Staline », évoqua les erreurs tactiques et stratégiques de celui-ci dans les premiers mois ayant suivi l'invasion allemande, son erreur d'appréciation dans le « complot des blouses blanches », soi-disant fomenté par des médecins juifs du Kremlin, et mit en exergue les purges des cadres communistes durant les années 1937 et 1938. À juste titre, il mentionna le fait que 45 000 personnes, pour l'essentiel des responsables et des cadres du parti, de l'économie et de l'armée, avaient été soumises à des « méthodes illégales d'instruction », condamnées par une juridiction d'exception (le Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS) et exécutées dans 85% des cas. Pour étayer ses arguments et convaincre les délégués du congrès qu'il fallait mettre Staline au ban de la société communiste, Khrouchtchev fit également distribuer dans la salle deux textes « censurés » de Lénine, datant de 1922-1923, très critiques vis-à-vis de Staline, dont l'un est entré

1. « Cancel culture », *Wikipedia. L'encyclopédie libre*, [en ligne : www.wikipedia.org].

2. Les données historiques relatives à ce rapport sont largement empruntées à l'article de Nicolas Werth, intitulé « Révélation et silences d'un "rapport secret" », publié d'abord dans la revue *L'Histoire* en janvier 2006, puis dans Nicolas Werth, *Le cimetière de l'espérance. Essais sur l'histoire de l'Union soviétique 1914-1991*, Paris, Perrin, 2019, pp. 349-373. Cité ci-après sous Werth.

3. Werth, p. 27.



CC BY-SA 4.0 / wikipedia.org

Nikita Khrouchtchev s'exprimant au XX^e congrès du PCUS en février 1956.

dans l'Histoire sous l'appellation de « testament de Lénine »⁴.

Quant au deuxième aspect – la volonté d'omettre certains éléments gênants –, il n'est connu que depuis l'ouverture des archives soviétiques⁵ et la publication des souvenirs d'importants dirigeants staliniens, tels que Molotov, Kaganovitch ou Mikoïan. On sait à présent que le rapport de Nikita Khrouchtchev fut précédé d'un autre rapport établi par une commission dirigée par un *apparatchik* stalinien Piotr Pospelov⁶. Celui-ci évoquait dans sa synthèse non seulement les condamnations des sujets communistes mentionnées *supra*, mais décrivait les répressions de masse qui aboutirent durant les années 1937-1938 à l'arrestation de plus de 1,5 million de personnes, dont plus de 681 000 furent fusillées⁷. En outre, il était question dans ce rapport de la pratique des quotas d'arrestations et d'exécutions attribués par la police politique (le NKVD, de funeste mémoire). Certes, Pospelov se gardait bien de mentionner que Khrouchtchev s'était montré un acteur zélé des répressions en communiquant lui aussi des estimations chiffrées de victimes pour Moscou et sa région⁸ et qu'il avait dirigé, en tant que Premier secrétaire du Parti communiste d'Ukraine, l'ensemble

des opérations répressives de masse en Ukraine⁹. Il omettait en outre de rapporter que les condamnations à mort en 1937-1938 avaient été avalisées non seulement par Staline, mais aussi par les autres dirigeants staliniens toujours en place à ce moment¹⁰.

Malgré ces omissions opportunes, le rapport de Pospelov fut jugé dérangeant et ne fut pas présenté aux délégués du congrès. Il fut remplacé par un rapport plus succinct, lu par Khrouchtchev, qui mit avant tout l'accent sur le thème plus général du « culte de la personnalité de Staline ». Dans ce rapport, aucun des choix du Parti depuis 1917 n'était remis en cause. En circonscrivant le champ des répressions aux seuls cadres communistes durant les années 1937-1938, le rapport secret éludait la question de la responsabilité du Parti et de Staline dans les collectivisations forcées dans les campagnes, la liquidation des « koulaks en tant que classe », et la grande famine de 1932-1933, qui avait fait 6 millions de morts. Il omettait de mentionner que des millions de citoyens soviétiques « ordinaires » avaient été déportés, et continuaient à être déportés en 1956, dans les camps de redressement par le travail, les colonies de travail pénitentiaire et les villages spéciaux de peuplement de l'« Archipel du Goulag ».

4. Il s'agit des trois notes dictées par Lénine les 23 et 31 décembre 1922 et le 4 janvier 1923. Selon Lénine, Staline aurait concentré entre ses mains un « pouvoir illimité » et serait « trop brutal » (Werth, p. 361).

5. Notamment les archives du Comité central et des commissariats du peuple. Un certain nombre de ces documents ont été déclassifiés et sont désormais disponibles. Voir à ce sujet notamment Werth, p. 277.

6. Il avait été rédacteur en chef de la *Pravda*, de 1940 à 1949, directeur de l'Institut du marxisme-léninisme et l'un des auteurs de la *Biographie abrégée de Staline* (Werth, p. 354).

7. L'opération répressive de masse la plus importante fut durant ces années l'opération n° 00447, dite « opération Koulak » (Werth, p. 356).

8. Werth, p. 357.

9. Werth, pp. 358-359.

10. Werth, p. 358.

m

Annulation

Par Henri Deleersnijder

Dans la Grèce antique, quand un Athénien représentait un danger pour la démocratie, il était habituel de lancer contre lui une procédure d'éloignement ou d'exclusion de la cité. Son nom était alors inscrit sur un *ostrakon* par les citoyens, et le gêneur, voire l'ennemi avéré des institutions, se trouvait ostracisé. Frappé, pour un temps du moins, de mort sociale.

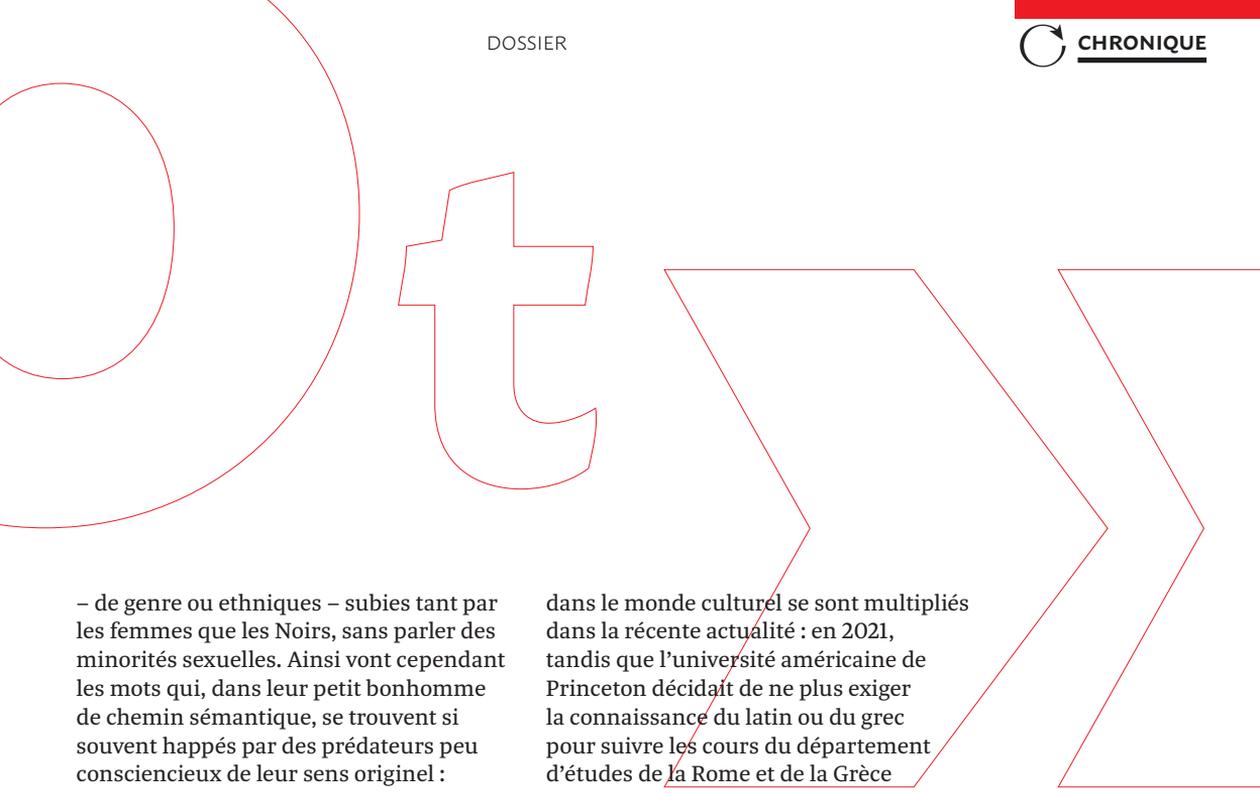
En nos temps abonnés à l'immédiateté, où le flux des propos remplace si souvent la lenteur de la réflexion, dans les médias audiovisuels en priorité, la moindre parole perçue comme « sacrilège » aux yeux d'aucuns voue aux gémonies son locuteur. Et le voilà, pour cause de racisme, de misogynie, d'homophobie, de rejet des minorités (LGBT ou autres), etc. – avérés ou supposés –, couvert d'opprobre, sans possibilité d'appel ni prise en compte du contexte où il s'est exprimé.

On est là en présence du clash que produit la *cancel culture*, soit la culture de l'« annulation », le verbe anglais *cancel* signifiant « supprimer », « éliminer ». Cela rappelle, outre-Atlantique, au moment de la conquête de l'Ouest, les affiches « *wanted* » appelant à la délation, prélude à la pendaison. Le phénomène n'a rien de bien neuf à vrai dire, si l'on veut bien se souvenir de certains oukases proférés à l'époque de la guerre froide, sous nos latitudes, dans les échanges publics ou privés, au

gré des prises de position idéologiques : telle personne de droite taxée sans ménagement de « fasciste » ; telle autre, de gauche, dénoncée sans preuve non plus comme « crypto-communiste ».

On aurait pu croire que cette approche binaire de la société, outrageusement manichéenne, allait s'apaiser à la suite de l'effondrement du mur de Berlin et de l'effacement de la « lutte des classes » (devenue un gros mot ?). Il n'en est rien, au vu de l'hystérisation actuelle de quantité de rapports sociaux. Comme si la colère, propulsée par l'*hubris* et un impérieux besoin de se créer des adversaires, avait toujours raison, au détriment de la raison justement, cette indispensable alliée de la vérité. C'est que, dans le menu des débats, les questions identitaires ont amplement remplacé les sociales, même si celles-ci ont des liens certains avec les premières : il suffit de penser aux phénomènes MeToo, enclenché en 2017 à la suite de l'affaire Harvey Weinstein, et Black Lives Matter, rendu visible surtout après la mort de George Floyd en 2020.

Ces prises de parole dénonciatrices, levant le voile sur des pratiques inacceptables (viols, pédocriminalité, agressions raciales, etc.), sont liées aux États-Unis au mouvement *woke*, terme signifiant « éveillé » et désignant une attitude combative, non seulement contre les injustices ou inégalités, mais aussi contre toutes sortes de discriminations


 t

– de genre ou ethniques – subies tant par les femmes que les Noirs, sans parler des minorités sexuelles. Ainsi vont cependant les mots qui, dans leur petit bonhomme de chemin sémantique, se trouvent si souvent happés par des prédateurs peu consciencieux de leur sens originel : le « wokisme », par exemple, est actuellement volontiers dénoncé comme étant un communautarisme, et même un ferment de déconstruction de notre société, qui serait hostile au socle de celle-ci. Alors qu’il se veut partisan d’un monde plus inclusif, soucieux de plus de justice.

On aura beau se rassurer en se disant que c’est dans la mouvance conservatrice, sinon réactionnaire, qu’il est rejeté en majorité et que « tout ce qui est excessif est insignifiant » (Talleyrand), il n’empêche que, par ses excès mêmes, tels les déboulonnages de statues et les procès d’intention menés *a posteriori* à l’encontre d’œuvres littéraires, des dérives de la *cancel culture* ne manquent pas d’inquiéter. Dynamisées par les réseaux sociaux, si prompts au harcèlement en ligne dans lequel prospère la haine, elles sont en passe de donner lieu à de la censure, sinon à un ordre moral de sinistre mémoire. On songe ici, en guise de cas emblématique, à la comparution de Gustave Flaubert en 1857 devant le tribunal correctionnel pour avoir « attenté aux bonnes mœurs et à la religion » dans son roman *Madame Bovary*. Mais les appels à interdiction

dans le monde culturel se sont multipliés dans la récente actualité : en 2021, tandis que l’université américaine de Princeton décidait de ne plus exiger la connaissance du latin ou du grec pour suivre les cours du département d’études de la Rome et de la Grèce antiques, des étudiants, à la militance pour le moins dévoyée, se montraient opposés à l’apprentissage de ces langues porteuses d’une culture esclavagiste...

« Nous étouffons parmi des gens qui pensent avoir absolument raison », faisait remarquer Albert Camus. Qu’aurait-il ajouté aujourd’hui que « le débat est remplacé par le combat¹ » ? Face aux débordements clivants, on ne peut qu’en appeler à l’esprit de nuance. Qui lui, en démocratie, à moins de sombrer dans la guerre de tous contre tous, ne peut subir le sort de l’« annulation ».

1. Jean Birnbaum, *Le courage de la nuance*, Paris, Seuil, 2021, p. 11.

RAYONNN

Qui annule quoi ?

Laure Murat

Sur la *cancel culture* Et si la *cancel culture* n'était que l'avatar logique, inévitable, d'une démocratie à bout de souffle, dite désormais illibérale ? L'enfant naturelle de la pensée occidentale et du capitalisme débridé, dans une société supposément universaliste, aveugle à ses impensés et incapable de reconnaître les crimes et les conséquences sans nombre de l'esclavage et de la colonisation ? N'allez pas chercher la violence de la *cancel culture* ailleurs que dans la brutalité du pouvoir. Là se loge le danger, et là l'impasse.

SeuilLibelle

Qui annule quoi ?

Et si plutôt que de reprendre le terme disqualifiant de « *cancel culture* », on parlait de culture de la protestation ? Les mouvements dont il est question n'effacent pas (c'est une prérogative du pouvoir) : ils protestent, mettent en lumière et interrogent notamment l'Histoire telle qu'on l'écrit et telle qu'elle nourrit les discriminations actuelles. L'autrice questionne pour l'exemple le déboulonnage des statues, mais aussi leur présence dans l'espace public et ce qu'elle véhicule.

On pense à cette phrase d'Edgar Szoc : « Ce n'est pas tellement qu'«on» ne puisse plus rien dire, c'est surtout qu'«on» n'est plus tout seul à parler. » Retour à la dialectique.

Laure MURAT, *Qui annule quoi ?*, Seuil (Libelle), 2022, 41p., 4,50€

EMMANUEL
PIERRAT

Nouvelles morales, nouvelles censures

GALLIMARD

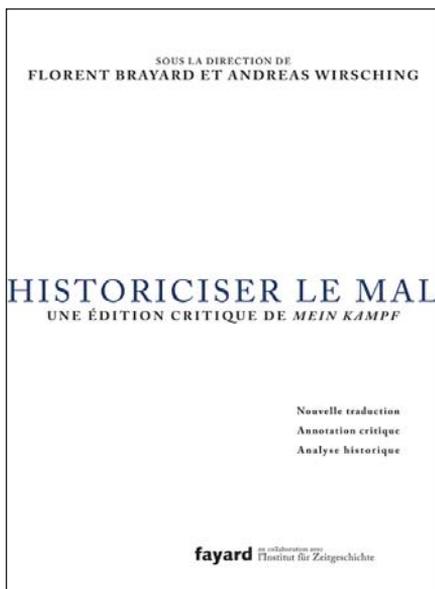
Nouvelles morales, nouvelles censures

Si vous voulez savoir à quels reproches répond le livre de Laure Murat, et ce que n'aiment pas les gens qui crient à la « *cancel culture* », même si Pierrat n'utilise pas ce terme (son livre date de 2018). Un condensé des poncifs en la matière : séparer l'homme de l'artiste, présomption d'innocence, ségrégation raciale anti-blanc...

Emmanuel PIERRAT, *Nouvelles morales, nouvelles censures*, Gallimard (Nrf), 2018, 160p., 15€

RAYONNAGE

Par **Tamara Hannay**
et **Michel Recloux**



Historiciser le mal, une édition critique de *Mein Kampf*

Avec ses plus de 2 kg, cette édition critique et contextuelle décortique pas à pas, « idée » après idée, les pages de *Mon Combat* écrit par Adolf Hitler en 1924 et 1925. Dans cette nouvelle traduction, à chaque chapitre son introduction, à chaque paragraphe son analyse, rien n'est laissé à une interprétation erronée du texte. « En définitive, l'appareil scientifique inclus dans *Historiciser le mal* est deux fois plus volumineux que la traduction du texte de Hitler. » Tous les bénéfices de la vente seront reversés à la Fondation Auschwitz-Birkenau.

Florent BRAYARD (dir.) et Andreas Wirsching (dir.), *Historiciser le mal, une édition critique de Mein Kampf*, Fayard, 2021, 100€

« Ne rien censurer,
mais informer les usagers. » (Michel Recloux)

« C'est une chose compliquée
de vouloir être aligné avec
soi-même et les valeurs
qu'on défend, et de les porter
constamment auprès des autres,
à commencer par nos proches. »

(Service pédagogique des Territoires de la Mémoire)

« Comprendre le nazisme en contexte
c'est forcément se poser des questions
désagréables sur notre temps et notre
lieu, sur nous-mêmes. » (Johann Chapoutot)

« Le franquisme et ses
traces qui perdurent dans
l'espace public posent encore
légitimement question à la
société espagnole. »

(Maite Molina Mármol)

« L'usage intensif et généralisé du
repussoir finit par laisser croire qu'il
n'existe aucune critique rationnelle
possible du discours officiel. » (Jennifer Devresse)

« Le basculement du côté obscur est
en fait un long processus, à l'opposé
de l'interrupteur qui aurait été activé
pour produire l'incarnation du Mal. »

(Björn-Olav Dozo et Dick Tomasovic)

« Les divers modes d'organisation
sociale et politique ont contraint à
leur manière le corps des femmes, aux
côtés d'autres groupes subalternes. »

(Thomas Franck)

« On ne sait pas trancher de façon binaire
sur le bien ou le mal. » (Brigitte Van den Bossche)

Bibliothèque

George ORWELL

La Bibliothèque George Orwell

La Bibliothèque George Orwell est une bibliothèque spécialisée sur la Seconde Guerre mondiale, et de manière plus générale sur la démocratie, la résistance, la citoyenneté, les extrémismes et les idées liberticides... Elle vous propose tant des ouvrages documentaires (monographies, essais, etc) que des fictions et documents multimédia.

Les bibliothécaires se feront un plaisir de vous accueillir et de vous aider dans vos recherches. Des projets culturels, pédagogiques et d'éducation permanente peuvent aussi être menés à partir de nos ressources. N'hésitez pas !

La bibliothèque est accessible les mardis (13 h–17 h), mercredis (10 h–17 h) et vendredis (10 h–15 h), ainsi que sur rendez-vous.

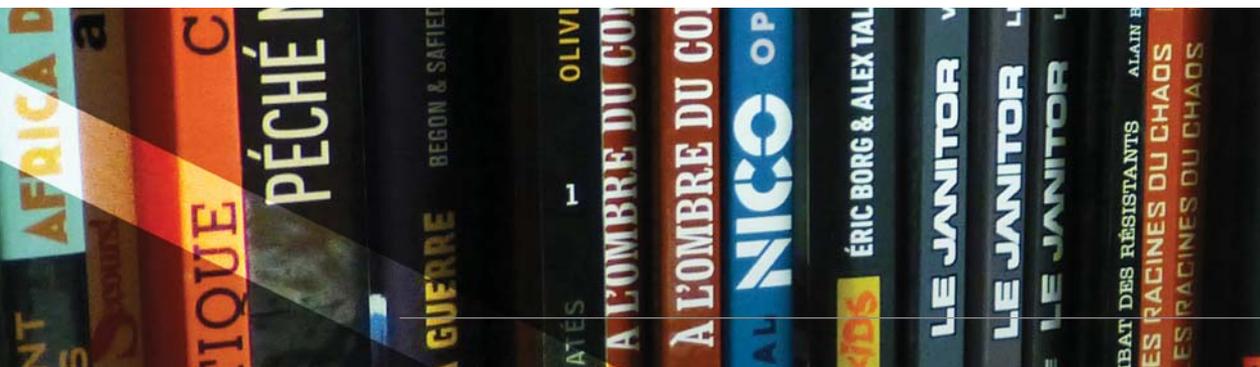
Contact

bibliotheque@territoires-memoire.be
+32 (0)4 232 70 62

Les Citoyens et Citoyennes du Livre

“Les Citoyens du Livre” est le groupe de lecteurs et lectrices de la bibliothèque. Ensemble, ils et elles discutent de leurs lectures et découvertes culturelles au sens large (musique, cinéma, exposition, documentaire...), avec toujours un angle politique et/ou mémoriel, le tout dans une ambiance conviviale et bienveillante. Bienvenue à toutes et tous !

Plus d'infos sur la page de la bibliothèque du site des Territoires de la Mémoire



Librairie

Stéphane HESSEL

La Librairie Stéphane Hessel

La Librairie Stéphane Hessel propose aux visiteurs les publications et outils pédagogiques édités par les associations de la Cité Miroir (Les Territoires de la Mémoire, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège et MNEMA). Depuis 2020, elle développe également un rayon jeunesse en lien avec leurs thématiques, dont sa sélection annuelle de coups de cœur.

Contact

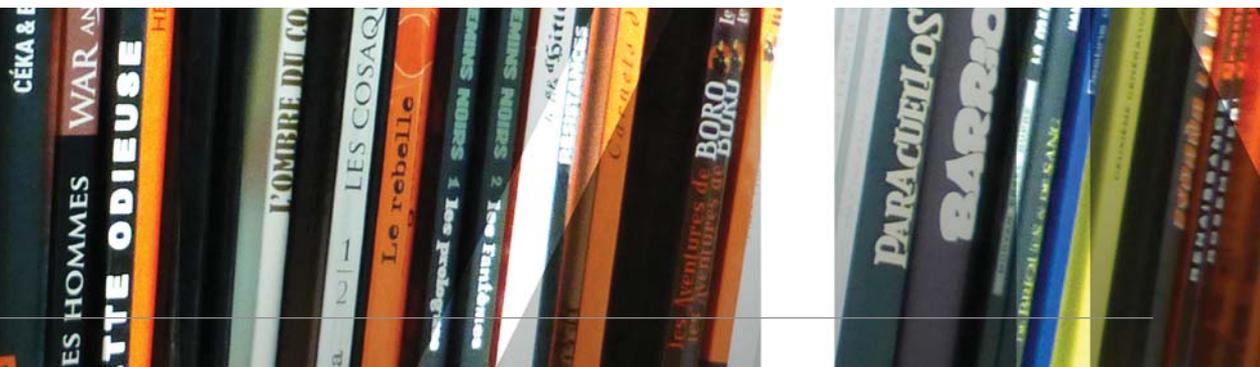
librairie@citemiroir.be

+32 (0) 4 250 99 59

Ouverture : Du mardi au samedi et le 1^{er} dimanche du mois de 12 h à 17 h.

Et si lire, c'était désobéir ?

En septembre et octobre 2022, les livres jeunesse s'émancipent de la Librairie Stéphane Hessel pour partir à l'assaut des espaces environnant le temps d'une 4^e édition de la « Bibliothèque insoumise ». L'occasion d'y croiser de jeunes héros et héroïnes insoumis et de réfléchir à la manière dont la littérature jeunesse peut nourrir la résistance citoyenne.



4^e de CO



Monsieur Blanc

L'histoire d'une petite fille de 13 ans qui perd ses parents lors d'un bombardement à Liège et qui va vivre chez son grand-père résistant. Péripétie et tragédie, pour les enfants dès 11 ans. Ce livre fait aussi le portrait de Maria Beheyt, résistante armée et grand-mère de l'autrice.

Jo SCHOOVAERTS, *Monsieur Blanc*, 2021, 10€



Refonder le commerce mondial

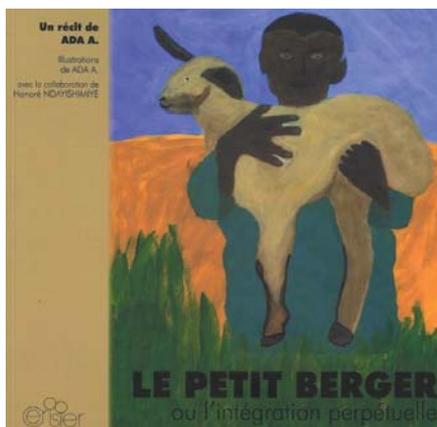
On sait l'impact qu'a le développement du commerce mondial sur nos économies (délocalisation de l'emploi, concurrence accrue...), et que les multinationales ont un monopole immense sur l'innovation, sans partage de leurs ressources, toujours en quête du plus grand profit. Pourtant, un autre mode de commerce est possible, et c'est ce que veut démontrer Arnaud Zacharie dans ce livre. Il y analyse et critique la situation existante, et propose des pistes pour créer un commerce durable, pour les gens comme pour l'environnement.

Arnaud ZACHARIE, *Refonder le commerce mondial : du libre-échange à l'échange durable*, CAL, 2021, 10€

Le Service Bibliothèque & Librairie présente

OUV

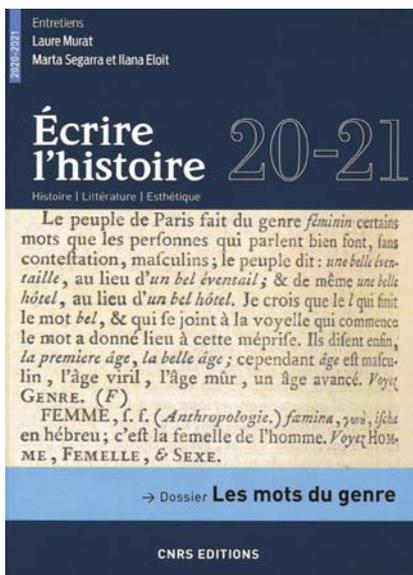
par **Louise Jeanne,**
Jérôme Delnooz
et **Michel Recloux**



Le petit berger ou l'intégration perpétuelle

Ce livre retrace l'histoire d'Ada A., personne sans papiers : de son enfance au Niger où il a été victime d'esclavage, à sa demande d'asile refusée en Belgique, en passant par sa migration vers l'Europe non sans danger. C'est aussi le récit de rencontres, positives comme négatives, tout au long de son chemin, de son apprentissage de la langue française, et de son goût pour l'écriture et la lecture, qu'il n'a pas eu la chance d'apprendre durant son enfance. Un témoignage touchant, accompagné d'avant-propos de volontaires dans l'aide aux personnes sans-papiers.

Ada A., *Le petit berger ou l'intégration perpétuelle*, Éditions du Cerisier, 2021, 18€

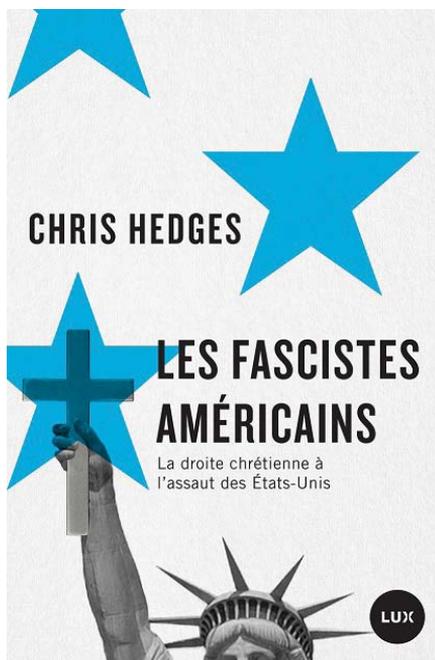


Dossier : les mots du genre

Ce numéro de la revue de recherche *Écrire l'histoire* explore les questions de genre dans la langue, l'impact sur les différentes cultures à travers l'histoire, ainsi qu'une étude de termes et concepts plus récents, de leur utilisation dans l'analyse historique, et ce qu'ils reflètent des changements dans notre société.

Des sujets très intéressants, pour des lecteurs peut-être plus avancés.

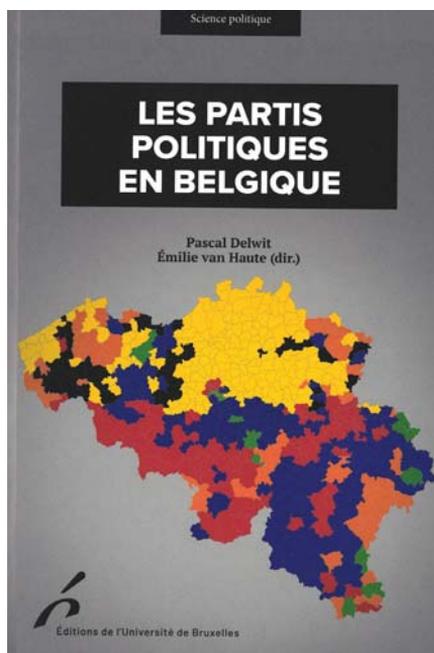
Anaïs ALBERT (dir.), Patrick FARGES (dir.) et Florence LOTTERIE (dir.), « Dossier : les mots du genre », in *Écrire l'histoire*, n° 20-21, CNRS Éditions, 2021, 25€



Les fascistes américains. La droite chrétienne à l'assaut des États-Unis

La droite chrétienne radicale américaine est présente partout et tout le temps. Elle intervient dans les médias, ouvre des écoles, est engagée dans la vie politique. « Près d'un tiers des Américains y adhèrent [...] et l'immense majorité de ces fidèles ont soutenu Donald Trump ». Qui aurait pu croire qu'en quarante ans, ils seraient passés de ridicules télévangélistes à putschistes pro-Trump participant pour certains à l'insurrection du Capitole en 2021?! Écrit en 2007, ce livre annonce déjà que la solution viendra de la réintégration dans l'économie de tous ces laissés-pour-compte qui s'attachent à la religion comme à une planche de salut.

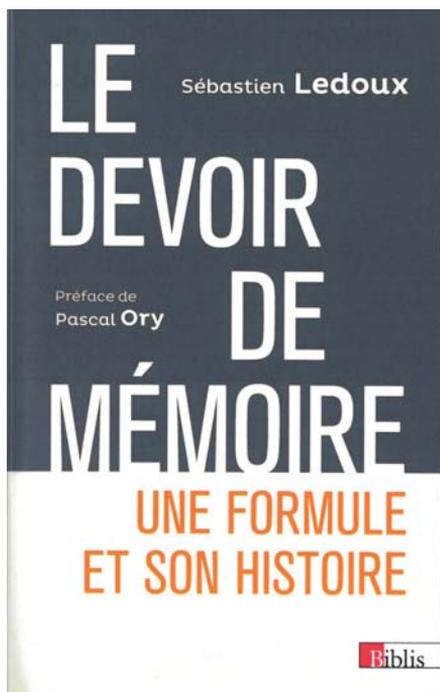
Chris HEDGES, *Les fascistes américains. La droite chrétienne à l'assaut des États-Unis*, Lux, 2021, 20€



Les partis politiques en Belgique

Tout ce que vous voulez savoir sur les partis politiques en Belgique, et plus encore, se trouve dans cette synthèse qui analyse à partir d'une grille commune tous les partis, leurs évolutions, leurs réactions face aux changements sociétaux. L'ouvrage fait également le point sur les droites radicales et les petites formations partisanes (de La Droite et Nation au Parti Communiste et Lutte ouvrière en passant par le Parti Pirate). Une brique académique, statistique et historique.

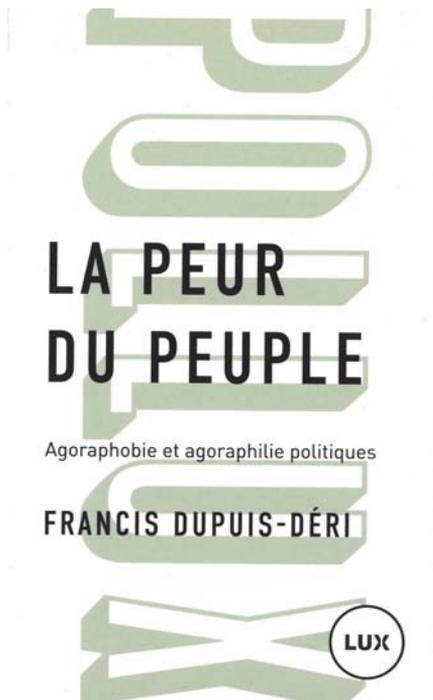
Pascal DELWIT (dir) et Émilie VAN HAUTE (dir), *Les partis politiques en Belgique*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021, 22€



Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire

Cette réédition analyse le concept et les mots « devoir de mémoire » depuis les années 70 jusqu'à aujourd'hui. De l'invention du concept à ses usages et à son impact dans la société – nécessité de témoigner, développement identitaire, projet civique de défense des droits humains ... – en passant par ses effets sur la manière dont les historiens envisagent leur discipline. Un livre au contenu costaud.

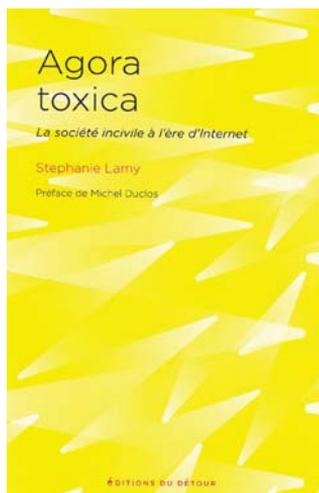
Sébastien LEDOUX, *Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, CNRS éditions, 2021, 12€



La Peur du peuple. Agoraphobie et agoraphilie politiques

Édition en version poche du livre publié en 2016, pour faire le point entre celles et ceux qui défendent la démocratie directe et d'autres qui la dénigrent. Mais aussi et surtout, cette démocratie pleine et entière qui effraient peu les dominants quand elle se contente de réfléchir mais qui peut à tout moment descendre dans la rue. Un livre qui parle du peuple, de sa définition, de ce qu'il représente, des peurs qu'il suscite, des espoirs qu'il fait vivre et de ses actions révolutionnaires (Zapatiste, Indignés, Gilets jaunes...).

Francis DUPUIS-DÉRI, *La Peur du peuple. Agoraphobie et agoraphilie politiques*, Lux, 2021, 10€



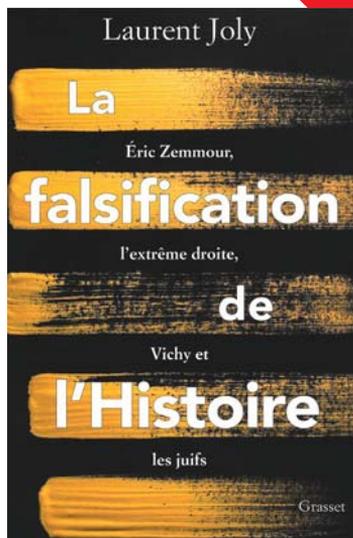
Agora toxica : La société incivile à l'ère d'internet

Ils en veulent à notre démocratie ! Groupes d'extrême droite, sexistes, racistes ou xénophobes, ou partisans de gouvernements autoritaires... cette « société incivile » est déterminée à fragiliser nos libertés et nos systèmes démocratiques au moyen d'internet et des réseaux sociaux.

Dans ce livre, Stéphanie Lamy explique leurs méthodes de désinformation au moyen d'expériences personnelles en tant que chercheuse et activiste, mais aussi créatrice de *danaides.org*, une ONG qui propose des outils de mobilisation sûrs pour civils en zone de conflit.

Une lecture passionnante, révoltante et engageante !

Stéphanie LAMY, *Agora toxica : La société incivile à l'ère d'internet*, Éditions du détour, 2022, 18.90€



La falsification de l'histoire. Éric Zemmour, l'extrême droite, Vichy et les Juifs

Ce candidat à la Présidence de la France est le digne héritier de la droite la plus extrême. Petit-fils de Charles Maurras et de son Action française et fils de Philippe Pétain, collaborateur zélé à Vichy, le programme qu'il propose pour la France est celui d'un nationalisme total d'où sont exclus les étrangers. « Le polémiste est le symptôme d'une certaine paresse intellectuelle, qui pousse parfois journalistes et politiques à céder à la facilité voire à un masochisme effréné » (p. 126). Tremblez, Français, de l'avoir comme président, comme guide, comme Führer.

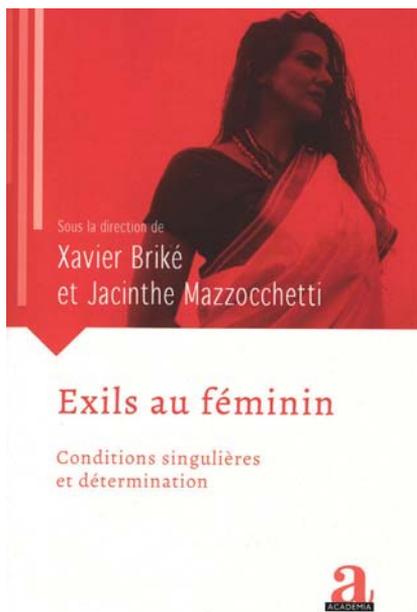
Laurent JOLY, *La falsification de l'histoire. Éric Zemmour, l'extrême droite, Vichy et les Juifs*, Grasset, 2022, coll. « Essai français », 12€



Penser les génocides : itinéraires de recherche

Trente-trois êtres humains. Trente-trois individus. Trente-trois scientifiques qui partagent le même champ de recherche : le génocide et les crimes de masse. Réunis dans cet ouvrage, ils nous livrent un précieux travail de réflexivité individuel et collectif sur les conditions spécifiques de créations de ces savoirs si sensibles, réfléchissent aux relations entretenues avec leur objet de recherche, aux défis cognitifs, méthodologiques, émotionnels et éthiques à dépasser, et montrent la manière dont cela influe sur leur itinéraire personnel et scientifique. Mosaïque humaine et démarche historique contre entreprise de mort et oubli !

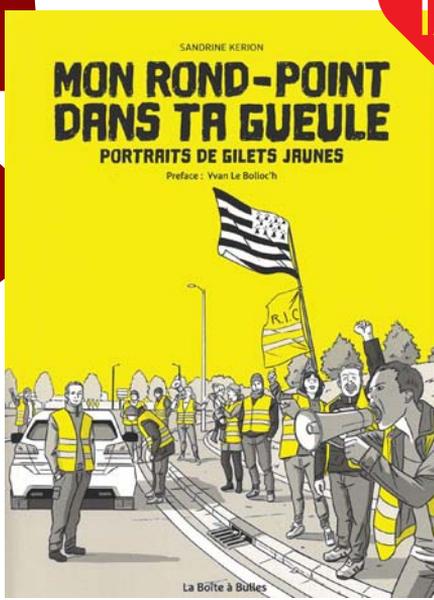
Penser les génocides : itinéraires de recherche, CNRS Éditions, 2021, 25€



Exils au féminin : conditions singulières et détermination

« Ne pas rester à leur place » : tel pourrait être le crédo des femmes exilées avec lesquelles travaillent les autrices de cet ouvrage. En se basant sur leur rencontre dans le cadre de leur travail social, elles ambitionnent « de relater au plus près des vécus, les conditions singulières des exils au féminin ». Derrière ces réflexions de terrain, et ces nombreux extraits de témoignages, transparait la complexité des parcours de ces femmes qui ont pourtant en partage « la volonté de s'affirmer, d'être reconnues, et de transgresser les assignations tant sociopolitiques qu'identitaires ». Une belle invitation « à penser des réponses sociales et politiques à la hauteur de leurs déterminations » !

Xavier BRIKÉ et Jacinthe MAZZOCCHETTI (dir.), *Exils au féminin : conditions singulières et détermination, Academia-L'Harmattan, coll. « Transitions sociales & Résistances », 2021, 17,5€*



Mon rond-point dans ta gueule : portraits de Gilets jaunes

Depuis novembre 2018, ils sont là, même si le pouvoir ne veut pas, ils sont là ! Même si les désillusions les ont en partie dispersés, leurs braies semblent encore couvrir. Jusqu'à quand ? Quoi qu'il arrive, les Gilets jaunes auront laissé une empreinte forte en France et balancé un rond-point à la gueule du système, à son mépris de classe ! Sandrine Kerion, ancienne GJ et autrice de BD bretonne a décidé, à sa manière, de documenter la mémoire de cette lutte. À partir de 2018, elle a réalisé en continu des portraits de ses « camarades de ronds-points » qui

seront diffusés sur un blog de Mediapart. Cette « bande dessinée reportage » prolonge ce travail, et l'enrichit en interagissant avec le contexte d'alors. Il en ressort le récit d'un mouvement incarné aux visages multiples, aux revendications plurielles, tantôt gonflé, tantôt déformé par cette pluralité, mais toujours porté tout au long des cases par cette « étincelle jaune », cette essence d'espérance pour ceux « qui considèrent s'être trop longtemps ».

Sandrine KERION, *Mon rond-point dans ta gueule : portraits de Gilets jaunes*, La Boîte à Bulles, 2021, 19€

Plongez au cœur des combats
pour une société
plus juste et plus solidaire !

EN LUTTE

Histoires d'émancipation



Une exposition permanente

LA CITE MIROIR
SAUVENIÈRE

Place Xavier Neujean, 22 • 4000 Liège



www.calliege.be • info@calliege.be

libres. ensemble

L'analogie est-elle opportune dans le champ de la mémoire ?

Par Julien Paulus, coordinateur du centre d'études et des éditions

Depuis un certain temps, nous avons pu observer des voix s'élever pour dénoncer un certain nombre de postures et de discours, qualifiés « d'amalgames », au mieux « douteux », au pire « criminels », dans le chef de contestataires et d'opposants aux restrictions imposées par les diverses mesures sanitaires développées pendant deux longues années.

De fait, il ne fut pas rare de remarquer çà et là, au sein de cortèges de manifestants, des messages destinés à établir un lien de comparaison entre la situation actuelle et d'autres événements historiques, en particulier le système concentrationnaire et génocidaire nazi, et ce dans le but de dénoncer ce qui était identifié comme une oppression. Des slogans comme « *Le pass sanitaire rend libre* » ou le port ostensible d'une étoile de David constituent autant de raccourcis, d'analogies voire d'amalgames qui provoquent, à leur tour, des réactions indignées par un tel détournement de symboles historiques.

Une telle situation – tant le contexte pandémique que les réactions qu'il suscite – pouvant être à juste titre qualifiée d'« émotionnelle », il nous est donc nécessaire de prendre un peu de hauteur et d'élargir le cadre de la réflexion pour tenter d'en saisir l'ampleur et ses différentes implications. Et de se poser la question suivante : l'analogie est-elle opportune en matière de mémoire ?

Un phénomène loin d'être neuf

« CRS, SS ! » ; « Assad est pire qu'Hitler¹ » ; ou encore l'usage très répandu, à droite comme à gauche, de l'invective « fasciste » pour qualifier l'adversaire : le recours à ce qui a par ailleurs été théorisé sous le concept de « Point Godwin » est un réflexe courant et déjà ancien. Lors d'un colloque organisé en 2007 par les Territoires de la Mémoire et consacré à une réflexion sur la transmission mémorielle, l'historien Philippe Raxhon abordait déjà la problématique du recours à l'analogie et en traçait les enjeux, en particulier dans le champ de la pédagogie.

« Il y a d'abord une singularité des événements historiques, rendant l'exercice analogique très aléatoire, et que le propre d'une véritable pédagogie de l'Histoire est d'abord et avant tout de spécifier la singularité des événements et de les appréhender comme tels, de poser les événements, de comprendre leur contexte et ce que les événements disaient aux hommes d'autrefois. Cette première tâche établie, il y a alors un socle, un véritable socle pour asseoir une pédagogie de l'histoire mais qui passe d'abord par la mise en relief de la singularité des événements du passé, plutôt que la recherche des analogies entre eux². »

Ensuite fut abordé l'exemple des manifestations qui avaient éclaté un

1. Gilles Paris, « Le porte-parole de la Maison Blanche compare Hitler et Bachar Al-Assad », www.lemonde.fr (11 avril 2017).

2. Philippe Raxhon, « L'historien, entre Histoire et Mémoire : dans un étai ou sur un fil ? », in *Transmettre la mémoire... mais comment? Actes du colloque du 24 octobre 2007*, Les Territoires de la Mémoire, 2008, pp. 10-11.

peu partout en 1999, suite aux succès électoraux du parti de Jorg Haider en Autriche, et cette affichette brandie par des manifestants sur laquelle on pouvait lire « Haider = Hitler ».

Selon Philippe Raxhon, « cette association des deux noms comporte un côté effrayant, non pas par la spontanéité, la sincérité qui la motivait chez les manifestants, mais parce que si en réalité Haider n'est pas Hitler, et si les événements à venir ne font pas de Haider un Hitler, la proposition peut se renverser, (...) de telle manière que la figure d'Hitler va subir un estompement, une dévaluation, parce que, effectivement, Haider n'arrive pas à la cheville d'Hitler, comme l'ont démontré les années 2000 qui suivirent son élection. » (p. 11)

Comparer est-il trahir ?

Est-il dès lors encore permis voire souhaitable de comparer ? C'est tout le questionnement déployé par le philosophe Pierre Tevanian dans son dernier ouvrage *Politiques de la mémoire*³. Il y fait notamment le constat d'avoir toujours entendu ce type de « rapprochements, analogies et comparaisons entre le passé et le présent » (p. 73). Selon lui, ce phénomène fait partie de la plus classique tradition du débat politique, de même que sa critique et sa remise en question. L'enjeu

est ici de s'interroger, tant sur les vertus que sur les limites de l'analogie.

« Il est des comparaisons, bien entendu, qui n'ont pas lieu d'être. Il est des exagérations tellement outrancières, tellement déplacées, tellement à rebours du réel qu'elles sont aberrantes et même odieuses. » Et Tevanian de citer, en guise d'exemples, le rapprochement entre IVG et génocide ou celui entre l'immigration et l'idée d'un « grand remplacement ».

Mais, continue Tevanian, « il est certaines circonstances historiques qui appellent la comparaison, l'analogie, voire le raccourci, et rendent ce dernier bien plus pardonnable, compréhensible, voire utile » (p. 74). Et ceci est sans doute le cas dans le cadre d'un travail de mémoire destiné à dégager de potentiels enseignements d'événements du passé dans une perspective de sensibilisation aux enjeux du présent. « Il arrive qu'entre le comparant et le comparé, il n'y ait pas un abîme de non-sens mais plutôt un écart, et que le franchissement de l'écart obéisse à une tout autre logique que celle de la volonté de banalisation (...). C'est ainsi par exemple que le génocide des Arméniens, mais aussi celui des Juifs et des Roms, mais aussi celui des Tutsis et bien d'autres crimes contre l'humanité, informent ma propre pensée et mon propre être-au-monde. Et il en va de même pour tout membre de l'espèce humaine (...). » (pp. 75-76)

3. Pierre Tevanian, *Politiques de la mémoire*, Paris, éditions Amsterdam, 2021.

C'est en substance la position également défendue par l'historien Johann Chapoutot. Celui-ci, s'il critique sévèrement le détournement politique opéré sur un symbole aussi sensible que l'étoile jaune (en rappelant notamment qu'un négationniste comme Robert Faurisson s'était également affublé dudit symbole dans le but de se poser en victime)⁴, n'en défend pas moins la comparaison en Histoire, en posant toutefois des limites à son usage, parmi lesquelles il cite l'assimilation. Ainsi, poser des comparaisons est légitime pour l'historien, et il serait permis d'en effectuer l'une ou l'autre entre notre époque et les années trente, par exemple. Mais assimiler notre époque à celle des années trente relèverait par contre de l'absurdité, tant les contextes, les événements, les faits relèvent de réalités complètement différentes, parce qu'uniques dans leur singularité. Il n'y a jamais de retour des événements à l'identique. Cependant, toujours selon Chapoutot, on peut pointer la rémanence de certains discours, certaines idées, relevant par exemple de l'identitaire ou du virilisme, qui semblent faire écho entre les deux époques. Ainsi lui-même ne se prive pas de tracer un parallèle, qu'il juge inquiétant, entre la gestion particulièrement sécuritaire de la crise sanitaire par le gouvernement français, et le régime policier du gouvernement de Vichy⁵.

Ces points de comparaison à travers le temps n'autorisent toutefois nullement à mettre en parenthèse l'ensemble des événements, périodes et époques qui, n'en déplaise à certains, séparent les quelques faits ainsi comparés. S'il est, par exemple, intellectuellement tentant de comparer Viktor Orbán au Maréchal Horthy, cela ne peut se faire au prix de l'oblitération des décennies de régime communiste qui séparent les deux personnages, et qui ont sans nul doute une part essentielle dans la compréhension de la société hongroise contemporaine. De la même manière, il existe un continent de faits,

événements et réalités qui séparent l'Europe des années trente de celle que nous connaissons aujourd'hui.

D'où la nécessité d'une grande nuance dans le travail mémoriel. Une démarche comparative peut s'envisager, mais à la condition, comme le rappelait également Philippe Raxhon, de ne pas oublier que celle-ci « met d'abord en exergue les différences avant les ressemblances entre les phénomènes⁶ ». La comparaison est certes légitime, mais à la condition de garder à l'esprit que celle-ci, contrairement à l'assimilation, consiste à distinguer à la fois ce qui rapproche et ce qui éloigne le comparant du comparé. Son usage politique n'en est donc pas aisé et mérite sans doute d'être évalué, entre méfaits et utilités potentiels, à l'aune des objectifs qu'il poursuit et des contextes dans lesquels cet usage s'inscrit.

Nous laisserons cependant Pierre Tevanian conclure avec cet avertissement : « Ne s'agit-il pas plutôt d'un appel à la vigilance ? Ne s'agit-il pas de dire que, justement, il ne faut pas attendre ? N'est-ce pas dès les premiers signes, dès que pointe le commencement d'un racisme et d'un fascisme, qu'il faut des lever, s'opposer et nommer le mal qui advient, sans attendre qu'il ait fini d'advenir ? (...) Il est en somme des circonstances dans lesquelles l'extrapolation est infiniment moins fautive que l'ergotage, l'euphémisation, la dénégation et l'inaction. L'appel à la nuance et au discernement révèle parfois moins la rigueur et la haute intellectualité que la perte de toute décence commune⁶. » (p. 79)

Peut-être, dès lors, la nuance devrait-elle porter tant sur l'usage de l'analogie que sur sa critique.

4. Béatrice Bouniol, « Manifestations anti-passe sanitaire : que révèlent les références au nazisme ? », entretien avec Johann Chapoutot, www.la-croix.com (19/07/2021). Voir aussi l'entretien dans le présent numéro.

5. Voir l'entretien avec Johann Chapoutot dans l'émission « À l'air libre », sur [Mediapart](https://www.mediapart.com) (31/05/2021), disponible sur www.youtube.com

6. Pierre Tevanian, *op. cit.*, p. 79.

LA CITÉ MIROIR
SAUVENIÈRE

TRESORS TESOROS

L'AMÉRIQUE LATINE,
OSSUAIRE DES DISPARITIONS FORCÉES

une installation artistique de Zahara Gómez

25 JUIN > 4 SEPTEMBRE



Le fascisme n'a pas dit son dernier mot

Une chronique de Julien Dohet

Dans notre entretien, réalisé à l'occasion des 25 ans des Territoires de la Mémoire, nous avons annoncé que nous appliquerions notre grille d'analyse à un livre d'Éric Zemmour¹. Ce dernier s'étant lancé dans la course à la présidentielle française², analyser son dernier ouvrage ayant bénéficié d'une énorme publicité semblait une évidence.

L'image antisystème de quelqu'un y ayant toujours baigné et participé

L'auteur qui aime se présenter contre le système, voire comme persécuté par ce dernier, ne cesse pourtant de faire le récit de dîners dans de bons restaurants en compagnie d'une série de personnalités parisiennes politiques, médiatiques ou du monde des affaires...

« On dîne dans la vaste cuisine. Autour de la table, il y a patron, financier, avocat, haut fonctionnaire³. » Et cette connivence, racontée ici sur les quinze dernières années, est déjà bien ancienne. Il reconnaît d'ailleurs que l'émission « On n'est pas couché » lui a servi de tremplin. Concernant sa volonté de se porter candidat, le livre levait clairement le doute à sa publication, Zemmour y soulignant que, déjà en 2017, les militants de la « Manif pour tous » le present

1. « Retour sur 18 ans et 70 chroniques sur l'idéologie d'extrême droite » in *Aide-Mémoire* n°87 de janvier-février-mars 2019.

2. Cet article a été terminé début janvier, date à laquelle le fait qu'Éric Zemmour ait réussi à recueillir les 500 signatures nécessaires pour valider sa candidature n'était pas encore connu.

3. Éric Zemmour, *La France n'a pas dit son dernier mot*, s.l., Rubempré, 2021, p. 218.

pour qu'il pose sa candidature et que, plus largement, « depuis des mois, voire des années, de nombreuses personnes, des amis et des inconnus, célèbres et anonymes, m'encourageaient à me jeter à corps perdu dans l'aventure présidentielle⁴ ». Bien que plusieurs, à l'image de Robert Ménard⁵, finissent par se ranger derrière Marine Le Pen, son dépôt de candidature ne faisait pas l'ombre d'un doute, à en croire ce passage où il se positionne comme l'homme providentiel : « En revanche, mon constat est désolant : personne ne remplit le costume. J'ai l'impression qu'aucun politique n'appréhende à sa juste mesure l'enjeu : la mort de la France telle que nous la connaissons. Déjà, la France telle que nous l'avons connue dans les années 1960-1970 a disparu. Il suffit de regarder les films de l'époque pour s'en apercevoir. Le "grand remplacement" n'est ni un mythe ni un complot, mais un processus implacable. Cette question identitaire vitale rend subalternes toutes les autres [...] »⁶.

Un racisme décomplexé

Avec ce passage, nous touchons à une des obsessions de Zemmour, persuadé qu'une guerre de civilisation est inévitable face à l'« invasion musulmane » de l'Europe. Une conviction ancrée depuis de nombreuses années, notamment par ses rencontres fréquentes avec Jean-Marie Le Pen dans sa villa de Montretout : « Et puis, soudain, la discussion bifurque et il entame un exercice qu'il affectionne : la prophétie apocalyptique. Il décrit la guerre civile qui vient, la décadence inexorable de l'homme blanc des aurores boréales, avec un mélange d'emphase littéraire et de détails salaces. Au-delà de la grandiloquence, je ne peux qu'acquiescer ; j'ai toujours considéré qu'il avait vu juste sur ce thème majeur de la démographie et de l'immigration, et ce avant tout le monde⁷. »

Rien d'étonnant donc à ce qu'il qualifie Renaud Camus de « résistant », tandis que le patron de *Skyrock* qui aime le rap est quant à lui considéré comme

un « collaborateur ». Son racisme est complètement décomplexé : « [...] l'équipe de France est en réalité une équipe africaine. Le sujet est tabou en France. On n'a pas le droit de s'étonner du nombre de joueurs noirs dans l'équipe nationale. [...] Depuis la victoire de 1998, les formateurs français ont privilégié le gabarit sur la technique, ce qui a favorisé les impressionnants physiques venus d'Afrique, d'autant plus qu'à l'adolescence, lorsque les premières sélections sont opérées, les jeunes venus d'Afrique n'ont pas toujours l'âge qu'indique, ou plutôt que n'indique pas, leur absence d'état civil. Enfin, les clubs de football amateurs sont devenus, depuis les années 2000, et l'immigration de masse, la chasse gardée des jeunes Maghrébins et Africains dont certains prennent un malin plaisir à décourager les jeunes "Français de souche" leur faisant subir sarcasmes et brimades⁸. »

On en arrive très vite au darwinisme social lorsqu'il se met à identifier un message dans deux films populaires : « La parabole était évidente : l'Europe riche, mais paralysée, physiquement et moralement, trouvera son salut si elle s'abandonne aux mains de l'Afrique. Le véritable sens du film est dans cette régénération de la race décadente par la race dynamique. La stérile par la prolifique, le bourgeois à la santé débile par l'énergie vitale du nouveau prolétaire, le passé par l'avenir. *Intouchables* exalte "l'homme nouveau" des temps modernes (...) le Blanc est devenu le fardeau de l'homme noir⁹. » Même rhétorique quand il évoque *Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu ?* : « Les Français sont représentés par les parents qui portent les stigmates de la vieillesse désuète, un brin ridicule, en tout cas dépassée. Les quatre filles sont la quintessence de la beauté et du charme. Elles sont le produit de siècles d'éducation, de raffinement, de luxe, d'une civilisation de la conversation et de la séduction qui s'épanouit dans les salons de l'Ancien Régime et se meurt sous nos yeux dédaigneux. Elles sont des objets de désir, d'amour, des proies consentantes, qui cherchent,

4. *Idem*, p. 15.

5. Voir « Un condensé de la pensée d'extrême droite » in *Aide-Mémoire* n°97 de juillet-août-septembre 2021.

6. *Éric Zemmour*, p. 24.

7. *Idem*, p. 174. Voir aussi « Retour sur le discours du fondateur de la dynastie Le Pen » in *Aide-Mémoire* n°56 d'avril-mai-juin 2011.

8. *Éric Zemmour*, pp. 266-267.

9. *Idem*, p. 143.



tout homme doué qui aspire à grimper dans la société. Les femmes le reconnaissent, l'élisent, le chérissent [...] DSK, menottes derrière le dos entre deux cops new-yorkais, marchant tête baissée, c'est un renversement de mille ans de culture royale et patriarcale française. C'est une castration de tous les hommes français. Le séducteur est devenu un violeur, le conquérant un coupable¹¹. »

Plus fort encore, lorsqu'il évoque le tribunal qui le condamnera pour ses propos racistes : « Le président du tribunal est une femme ; le procureur également. La plupart des avocats de mes accusateurs aussi. Sous leur robe noire en guise d'uniforme prestigieux d'une autre époque, elles portent des vêtements de médiocre qualité

à l'étoffe fatiguée, sont coiffées à la hâte, maquillées sans soin ; tout dans leur silhouette, dans leurs attitudes, leur absence d'élégance, dégage un je-ne-sais-quoi de négligé, de laisser-aller, de manque de goût. On voit au premier coup d'œil que ces métiers – effet ou cause de la féminisation – ont dégingolés les barreaux de l'échelle sociale. Il flotte une complicité entre elles, proximité de sexe et de classe¹². »

comme leurs ancêtres depuis l'origine des temps, le vainqueur de la sélection naturelle, celui qui à travers elles améliorera l'espèce : et les triomphateurs de cette guerre millénaire sont les représentants gouailleurs et vulgaires de ces minorités venues régénérer la vieille France décatie et décadente¹⁰. »

Un virilisme venu d'un autre âge

Outre ce racisme particulièrement virulent, ce sont surtout les propos sexistes et la vision de la femme qui interpellent dans les écrits de Zemmour, comme l'extrait précédent nous en donne un premier aperçu. « Je m'enhardis à rappeler à Camba ma démonstration : dans une société traditionnelle, l'appétit sexuel des hommes va de pair avec le pouvoir ; les femmes sont le but et le butin de

Au final un discours n'ayant rien de nouveau et totalement ancré dans la tradition fasciste

Raciste, viriliste, tenant du darwinisme social, dénonçant le « lobby gay » qui se serait infiltré partout, évidemment contre le mariage des homosexuels et

10. *Idem*, p. 185.

11. *Idem*, pp. 138-139. Camba est Jean-François Camabadélis, homme politique qui a été premier secrétaire du parti socialiste et qui dans sa jeunesse est passé par le trotskisme. Adversaire déclaré du Front National au début des années 90. On voit combien Zemmour ratisse large dans ses contacts et amitiés. Voir aussi « Voltaire comme alibi à la rupture du cordon sanitaire » in *Aide-Mémoire* n°89 de juillet-août-septembre 2019.

12. *Éric Zemmour*, p. 125. Voir aussi « La réaction réactionnaire à balance ton porc » in *Aide-Mémoire* n°92 d'avril-mai-juin 2020.

la procréation médicalement assistée, Zemmour est un condensé de la pensée d'extrême droite. Il reconnaît d'ailleurs lui-même appartenir à ce courant politique, en utilisant les éléments de langage : « Une extrême droite imaginaire qui n'est en vérité qu'une droite patriotique en quête d'ordre et d'un légitime conservatisme, où je me sens bien¹³. » Une identification qui se fait aussi avec ses références sur le plan international : « Les oligarchies ont été identifiées, repérées, accusées. Les peuples se sont révoltés. Le Brexit et la victoire de Trump montrent que c'est du cœur même du réacteur politiquement correct de l'Occident, les États-Unis et la Grande-Bretagne, qu'est venue la révolte. Comme dit avec finesse le Hongrois Orban, "il faut être libéral du XIX^e siècle, pas libéral du XXI^e siècle"¹⁴. »

Mais Zemmour va un cran plus loin et parle ouvertement du fait qu'il existe une guerre civile depuis la Révolution française, guerre civile qui devient une guerre de civilisation : « Je lui rétorque qu'il [Régis Debray] a consacré sa vie à refaire la Révolution française mais qu'est venu désormais le temps des guerres de Religion. On ne vit plus dans le même tempo historique. Il faut choisir son camp dans cette guerre de civilisations qui se déploie sur notre sol¹⁵. » Cette guerre de civilisation est à ses yeux inévitable devant la menace qui plane sur la France : « Après la France libre corsetée tel Gulliver par les nains de Bruxelles, c'était la France, "pays de race blanche, de religion chrétienne et de culture gréco-romaine", qui était menacée d'invasion et d'extinction¹⁶. » Face à cette menace, des réactions ont eu lieu mais qui ont été trop sages : « Le pacifisme des manifestants trop bien élevés de "la manif pour tous" a été leur plus grande faiblesse. La cause de leur défaite¹⁷. » Il ne faut donc plus hésiter : « Notre peuple, par référendum, doit décider de sa composition et de son avenir. Il doit pouvoir décider de la fin du regroupement familial, de la suppression du droit du sol, de l'encadrement strict du droit d'asile, sans qu'une oligarchie de juges français et européens ne l'en empêche. Seul ce rétablissement

nous permettra de ramener l'ordre et la paix civile. [...] On doit cesser de dénoncer les "violences policières" et les "discriminations" et les contrôles au faciès. On doit, au contraire, comprendre que les "violences aux policiers" exigent de donner à ces derniers une présomption de légitime défense. Il faut que la peur change de camp et que la force revienne à la loi. Mais cela ne suffira pas [...] ce qu'on appelle en termes euphémisés la "délinquance" est l'empreinte de plus en plus profonde d'une guerre de civilisations menée sur notre sol¹⁸. »

De tout ce qui précède, il est clair que Zemmour est une personnalité dangereuse qui participe à un nouveau saut quantitatif et qualitatif dans la libération d'une parole d'extrême droite qui n'a jamais disparu, comme cette chronique l'a maintes fois démontré, et qu'il contribue, via la complicité des médias, à sortir de sa confidentialité forcée. Il fait sauter de nouveaux verrous, notamment sur la Collaboration¹⁹, Vichy²⁰ et la volonté de réhabiliter des personnalités comme Maurice Papon, condamné à son sens par un procès purement politique²¹.

Si ses excès, ses appels clairs à la violence contre les musulmans, les femmes ou les représentant-e-s de la gauche... méritent à eux seuls la mobilisation antifasciste qui a repris vigueur en France, notamment au travers de la Jeune Garde, cette mobilisation ne doit pas se focaliser sur le seul Zemmour. Marine Le Pen porte un projet de société similaire et non moins dangereux qu'il ne faudrait pas banaliser. Il en est de même de Valérie Pécresse qui incarne une droite ne faisant barrage qu'aux personnes, mais reprenant sans sourciller éléments de langages et points de programme²². Sans oublier le bilan d'Emmanuel Macron ayant permis à la violence policière de revenir à des niveaux dignes des pires heures de l'État français hors période vichyste. En clair, Éric Zemmour s'avère effectivement dangereux mais ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt d'une fascisation de la société qu'il faut combattre sur tous les plans²³.

13. Éric Zemmour, p. 259.

14. *Idem*, pp. 13-14. Sur la Hongrie voir « Horthy : le Pétaïn Hongrois » in *Aide-Mémoire* n°80 d'avril-mai-juin 2017.

15. Éric Zemmour, p. 217. Voir aussi « La pensée "contrerévolutionnaire" » in *Aide-Mémoire* n°36 d'avril-mai-juin 2006.

16. Éric Zemmour, p. 112.

17. *Idem*, p. 165.

18. *Idem*, p. 339.

19. Voir « Le "résistantisme", un équivalent au négationnisme » in *Aide-mémoire* n°44 d'avril-mai-juin 2008.

20. Voir « Faire don de sa personne » in *Aide-mémoire* n°86 d'octobre-novembre-décembre 2018.

21. Voir « L'histoire est incomplète sans le témoignage des perdants » in *Aide-mémoire* n°73 de juillet-août-septembre 2015.

22. Voir « De la porosité de la droite envers l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°84 d'avril-mai-juin 2018.

23. Voir Ludvine Bantigny et Ugo Pallieta, *Face à la menace fasciste. Sortir de l'autoritarisme*, Paris, Textuel, 2021.

O nt participé à ce numér O

Johann Chapoutot est professeur d'Histoire contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne, spécialiste du nazisme et de l'Allemagne contemporaine, notamment étudiées sous l'angle de la culture. Il a entre autres publié *La loi du sang. Penser et agir en nazi* (Gallimard, 2014), *La révolution culturelle nazie* (Gallimard, 2017), *Hitler* avec Christian Ingrao (PUF, 2018), *Libres d'obéir. Le management, du nazisme à aujourd'hui* (Gallimard, 2020) et *Le Grand Récit. Introduction à l'histoire de notre temps* (PUF, 2021).

Henri Deleersnijder est professeur d'Histoire et essayiste, spécialisé en Histoire des idées, ainsi qu'en science politique. La défense des valeurs démocratiques et la lutte contre l'extrême droite lui tiennent grandement à cœur. Il a notamment publié *Démocraties en péril* (2014) et *Le nouvel antisémitisme* (2016) à La Renaissance du Livre.

Jenifer Devresse est membre du comité de rédaction de la revue *Aide-mémoire*. Elle se nourrit surtout comme journaliste de presse périodique. Après quelques années dans le giron de l'Université de Liège dédiées à la recherche sur la médiatisation de l'extrême droite, elle a quitté les sentiers balisés pour naviguer comme auteure tout terrain, vulgarisatrice scientifique,

chroniqueuse... Son dada : l'analyse des médias. Son combat : la justice sociale.

Julien Dohet, est historien de formation et tient, depuis 2001, dans la revue *Aide-mémoire*, une chronique de lutte contre l'extrême droite analysant son idéologie au travers des textes qu'elle produit. Il a récemment publié deux ouvrages en lien avec cette thématique : *La bête a-t-elle mué? Les nouveaux visages de l'extrême droite*, avec Olivier Starquit (2020, coll. « Liberté j'écris ton nom », Centre d'Action Laïque), et *L'antifascisme*, avec la collaboration de Chloé Delabbé (2022, coll. « Dis c'est quoi? », Renaissance du livre). Il est également syndicaliste, et militant au Front antifasciste de Liège.

Björn-Olav Dozo enseigne la sociologie des littératures populaires, les humanités numériques et les études vidéoludiques à l'Université de Liège. Il est l'auteur de *La Vie littéraire à la toise* (Le Cri, 2010), *Mesures de l'écrivain* (Presses universitaires de Liège, 2011) et *Dark Vador. À feu et à sang*, aux Impressions Nouvelles (2021) avec Dick Tomasovic. Il a collaboré à de nombreuses publications sur le jeu vidéo, la bande dessinée et les cultures de masse.

Thomas Franck travaille à La Cité Miroir, au sein de l'asbl MNEMA, et enseigne la linguistique et la rhétorique. Il prépare la publication d'*Adorno en France* aux Presses Universitaires de Rennes.

Maite Molina Mármol est membre du comité de rédaction de la revue *Aide-mémoire*, enseignante dans l'enseignement secondaire et docteure en Information et Communication de l'Université de Liège. Ses recherches, consacrées à la question de la mémoire, se sont déployées autour du phénomène migratoire, en particulier celui de l'exil et de l'immigration espagnols en Belgique. Son intérêt se porte également sur les phénomènes mémoriels dans leur dimension ostentatoire, revendiquée et quotidienne. Elle a notamment publié, avec Ángeles Muñoz, *Mémoire à ciel ouvert : Une histoire de l'Espagne 1931-1981* aux éditions des Territoires de la Mémoire (2014).

Jean-Louis Rouhart est germaniste de formation et professeur retraité de la Haute École de la Ville de Liège. Il s'est spécialisé dans l'étude des lettres des prisonniers des camps nazis et celles des détenus du Goulag. Fort de ses connaissances linguistiques, il a publié deux ouvrages aux éditions des Territoires de la Mémoire : *Lettres de l'ombre* (2015) et *Lettres du Goulag* (2020). Il participe régulièrement à la revue *Aide-mémoire*.

Olivier Starquit est membre du comité de rédaction de la revue *Aide-mémoire*, anticapitaliste, adepte des Lumières et auteur de quelques ouvrages sur la démocratie et les mots. Il a ainsi publié

L'extinction des Lumières : vers une dilution de la démocratie (2011) et *Une éclipse et des lucioles : de la démocratie au XXI^e siècle* (2019) aux éditions des Territoires de la Mémoire, et *Des mots qui puent* aux éditions du Cerisier en 2018.

Dick Tomasovic enseigne les théories et pratiques du cinéma et des arts du spectacle à l'Université de Liège. Il intervient régulièrement en tant que chroniqueur culturel pour différents médias. Il est l'auteur de plusieurs livres, dont *Le Corps en abîme, sur la figurine et le cinéma d'animation* (Rouge Profond, 2006), *Kino-Tanz. L'Art chorégraphique du cinéma* (P.U.F, 2009), *SHOTS ! Alcool & cinéma* (Éditions du Caïd, 2015), *Batman, une légende urbaine* (Les Impressions Nouvelles, 2019), et *Dark Vador. À feu et à sang*, avec Björn-Olav Dozo (Les Impressions Nouvelles, 2021).

Brigitte Van den Bossche est historienne de formation. Elle travaille depuis une vingtaine d'années dans les secteurs de la Culture et de l'Éducation permanente. Elle est aujourd'hui coordinatrice de l'asbl Les Ateliers du Texte et de l'Image où elle assure des missions de médiation. Elle dispense également un cours d'actualités culturelles à l'ESA St-Luc.

Le Mot du président

Par Jérôme Jamin, *président des Territoires de la Mémoire*

La réédition de *Mein Kampf*, passé depuis peu dans le domaine public, pose légitimement un certain nombre de questions et révèle différents enjeux, parmi lesquels nous pouvons citer la mise en contexte.

Ainsi serait-il inconcevable de donner à lire un tel ouvrage, ou de montrer un film d'archives sur les S.A., l'organisation paramilitaire du NSDAP, ou encore d'organiser une visite dans un camp de la mort, sans apporter les éléments de contexte pour que le lecteur, le spectateur ou le visiteur comprenne le lien entre des pratiques, des discours et des programmes politiques d'une part, et des exactions, persécutions, arrestations de masse et extermination d'autre part. C'est également cette mise en contexte qui est suggérée pour certaines statues problématiques, en Belgique comme aux États-Unis, en regard de leur lien avec la période coloniale, la Guerre de Sécession ou l'esclavage.

Concernant *Mein Kampf* et d'autres ouvrages sulfureux, on peut relever plusieurs niveaux de mise en contexte. L'exemplaire du livre d'Hitler que j'ai depuis toujours dans mon bureau a été traduit et publié par les Nouvelles

Éditions latines. Il n'y a pas de mise en contexte. L'éditeur précise en début d'ouvrage que « la Cour d'appel de Paris a décidé, dans un arrêt du 11 juillet 1979, d'autoriser la vente du livre (édition intégrale en français), compte tenu de son intérêt historique et documentaire, mais assortissant cette autorisation de l'insertion en tête d'ouvrage, juste après la couverture et avant les pages de garde, d'un texte de huit pages mettant en garde le lecteur ». Il s'agit d'un jugement rappelant à quoi ce livre a conduit en termes de barbarie. Ce n'y a en revanche pas de mise en contexte par un historien ou autre militant antifasciste. Le lecteur comprend cependant tout de suite qu'il n'a pas un roman de gare entre les mains.

Plus léger encore est l'avertissement au début de *The Turner Diaries*, une nouvelle publiée en 1978 par l'idéologue d'extrême droite William Luther Pierce, sous le pseudonyme Andrew Macdonald. L'ouvrage évoque une révolution et une guerre raciale aux États-Unis, qui finit par le massacre de toutes les minorités non-blanches. L'avertissement de la version que j'ai dans mon bureau est expéditif : il avertit d'un contenu raciste et antisémite et ajoute que le livre a inspiré les attentats



du bureau fédéral du FBI à Oklahoma City en 1995 par Timothy McVeigh.

Beaucoup plus lourde est en revanche l'édition critique de *Mein Kampf* évoquée dans ce numéro. Il s'agit là d'un autre registre encore en termes d'apport contextuel : l'ouvrage d'Hitler devient une pièce dans un ensemble plus vaste, avec des centaines d'annotations, de commentaires et de mises en contexte, et ce à des fins scientifiques et pédagogiques claires.

Les trois options sont intéressantes pour autant qu'elles présentent un avertissement. En fait, il faut que le lecteur sache d'où parle l'auteur qu'il va découvrir. À partir de là, on peut accorder de la confiance au document sans y faire peser le poids de la censure ou de la diabolisation.

Par ailleurs, dans le cas d'un livre contemporain et en phase avec l'actualité politique, la règle est plus simple. S'il incite à la haine raciale ou à la discrimination, un contenu peut faire l'objet d'un jugement et donc d'une interdiction de publication, de la même manière qu'un propos ou un point de programme politique. Il existe

certes des petites différences, mais globalement dans l'Union européenne, tous les pays ont un cadre législatif qui réprime ce type de propos ou d'écrits (aux États-Unis, la liberté d'expression est perçue différemment). En revanche le fait de soupçonner quelqu'un d'être d'extrême droite ou d'avoir été d'extrême droite ne peut justifier l'interdiction de ses publications. Cette nuance est importante car la loi ne vise pas ce qui est potentiellement sous-entendu, mais ce qui est dit en se basant sur l'intention et le contexte : l'auteur a-t-il l'intention d'inciter à la haine raciale ou à la discrimination ? Et si oui, l'a-t-il exprimé dans un contexte particulier ? On a le droit d'être raciste dans sa salle de bain, il est interdit de l'être sur un podium en début de manifestation.

Ce qui précède a notamment eu pour effet d'encourager de nombreux auteurs à modifier leurs propos pour échapper aux radars antiracistes et à la loi, avec plus ou moins de succès. Le cas d'Éric Zemmour est à cet égard intéressant : aucun de ses livres n'a posé problème aux yeux de la Justice. Or il est probablement le candidat le plus à l'extrême droite de l'actuelle campagne présidentielle française...



Le réseau Territoire de Mémoire

Le cordon sanitaire
éducatif pour résister
aux idées liberticides

L'éducation à la résistance et à la citoyenneté peut s'appuyer sur l'engagement de nombreuses Communes, Villes et Provinces en Wallonie et à Bruxelles. Pour les accompagner dans leurs actions, les Territoires de la Mémoire proposent un ensemble d'outils et de ressources mis à disposition des membres du réseau Territoire de Mémoire. De l'acte d'engagement à la diffusion d'expositions en passant par des formations citoyennes pour le personnel communal ou pour des publics particuliers, voici, dans les pages qui suivent, une vue d'ensemble des éléments mis à disposition par l'association.

Des institutions et des provinces partenaires

- Le Parlement de Wallonie
- Province de Hainaut
- Province de Liège
- Province du Brabant wallon
- Province de Luxembourg

Et au niveau international

Le réseau Territoire de Mémoire a fait des émules au-delà des frontières belges. L'université de Valladolid dans le nord de l'Espagne a choisi d'adhérer au réseau Territoire de Mémoire. Elle rejoint ainsi des partenaires comme les Pyrénées orientales (France), la maternité d'Elne (France), le camp de Rivesaltes (France), le musée de l'exil (La Jonquera – Espagne), la Maison des esclaves de l'île de Gorée (Sénégal).



projets@territoires-memoire.be
0032 (0) 4 232 70 08



220 villes et communes ont rejoint de notre réseau

Amay	Colfontaine	Ham-sur-Heure-Nalinnes	Mont-Saint-Guibert	Somme-Leuze
Andenne	Comblain-au-Pont	Hamoir	Morlanwelz	Soumagne
Anderlecht	Comines-Warneton	Hannut	Musson	Spa
Anderlues	Courcelles	Hastière	Namur	Sprimont
Anhéée	Court-Saint-Étienne	Havelange	Nandrin	Stavelot
Ans	Couvin	Hensies	Nassogne	Stoumont
Anthisnes	Dalhem	Herbeumont	Neupré	Tellin
Antoing	Dison	Herstal	Ohey	Tenneville
Arlon	Donceel	Herve	Onhaye	Thimister-Clermont
Assesse	Durbuy	Hotton	Oreye	Thuin
Aubange	Ecaussinnes	Houffalize	Orp-Jauche	Tinlot
Awans	Enghien	Huy	Ottignies-Louvain-la-Neuve	Tintigny
Aywaille	Engis	Héron	Ouffet	Tournai
Baelen	Erezée	Incourt	Oupeye	Trois-Points
Bassenge	Esneux	Ittre	Paliseul	Trooz
Bastogne	Estaimpues	Ixelles	Pepinster	Tubize
Beaumont	Etterbeek	Jalhay	Perwez	Vaux-sur-Sûre
Beauraing	Evere	Jemeppe-sur-Sambre	Philippeville	Verlaine
Beauvechain	Faimes	Jette	Plombières	Verviers
Beloil	Farciennes	Jodoigne	Pont-à-Celles	Vielsalm
Berchem-Sainte-Agathe	Fauvillers	JuprelleJurbise	Profondeville	Villers-la-Ville
Berloz	Fernelmont	La Bruyère	Péruwelz	Villers-le-Bouillet
Bertrix	Ferrières	La Louvière	Quaregnon	Viroinval
Beayne-Heusay	Fexhe-le-Haut-Clocher	Lasne	Ramillies	ViséVresse-sur-Semois
BièvreBlégny	Fleurus	Lens	Rebecq	Waimmes
Bouillon	Flobecq	Lessines	Remicourt	Walcourt
Boussu	Floreffe	Leuze-en-Hainaut	Rixensart	Walhain
Braine-l'Alleud	Florennes	Libramont-Chevigny	Rochefort	Wanze
Braine-le-Château	Florenville	Lierneux	Rouvroy	Waremmes
Braine-le-Comte	Flémalle	Limbourg	Rumes	Wasseiges
BraivesBrugelle	Fléron	Lincet	Saint-Georges-sur-Meuse	Wavre
Brunehaut	Fontaine-l'Évêque	Liège	Saint-Ghislain	Welkenraedt
Bruxelles	Fosses-la-Ville	Lobbes	Saint-Gilles	Wellin
Burdinne	Frameries	Léglise	Saint-Hubert	Woluwe-Saint-Lambert
Celles	Frasnes-lez-Anvaing	Malmedy	Saint-Léger	Woluwe-Saint-Pierre
Cerfontaine	Froidchapelle	Manage	Saint-Nicolas	Yvoir
Chapelle-lez-Herlaimont	Gedinne	Manhay	Sainte-OdeSambreville	
Charleroi	Geer	Marche-en-Famenne	Schaerbeek	
Chaufontaine	Genappe	Marchin	Seneffe	
Chaumont-Gistoux	Gerpennes	Martelange	Seraing	
Chimay	Gesves	Merbes-le-Château	Silly	
Chièvres	Gouvy	Mettet	Sivry-Rance	
Châtelet	Gréz-Doiceau	Modave	Soignies	
Ciney	Grâce-Hollogne	Momignies	Sombreffe	
Clavier	Habay	Mons		





A-m

Une réaction? Un commentaire?
Une proposition d'article?

La revue Aide-mémoire est également la vôtre!

Écrivez-nous : aide-memoire@territoires-memoire.be

Ils nous soutiennent



Avec le soutien de la Wallonie, de la Fédération Wallonie - Bruxelles, de la cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Province de Liège, de Liège Province Culture, de la Ville de Liège et du Parlement de Wallonie.



Le mouvement national-socialiste doit s'efforcer de faire disparaître

notre territoire —

© MLRX

D' Adolf Hitler à Dark Vador, de Franco au Grand méchant loup, que fait-on de nos monstres historiques ou imaginaires? Quelle place et quelle attention accordons-nous aux passés criminels qui encombrant les rayonnages des bibliothèques et les places publiques? Penser le « Mal » c'est tenter de décrypter notre propension à fabriquer des figures mythologiques, fussent-elles d'une absolue criminalité, à nourrir des fascinations ou à renforcer des mécanismes de diabolisation. À défaut de nous débarrasser de la monstruosité, n'aurions-nous pas avantage à en assumer la présence, en ce compris en nous-mêmes... quitte à ternir un peu le vernis de notre bonne conscience.